

ALTERNATIVE
libertaire


AL 207 - JUIN 1998

**Occupons-nous
de nos affaires !**

-  [Occupons-nous de nos affaires !](#)
-  **POLICES - Interventions de la Sûreté sur la boîte postale d'AL - Babar**
-  [8 mai - Occupation du "Centre fermé pour étrangers illégaux" de Vottem - Chiquet](#)
-  [8 mai - Les quatre communiqués du Collectif contre les expulsions](#)
-  [DOSSIER : Pour en finir avec le travail - Luc Cornet et Daniel Chantraine](#)
-  **EN DÉBAT - Contre l'exclusion des chômeuses et des chômeurs - Collectif**
-  **FEUILLETON PHILOSOPHIQUE - La descente aux enfers - Chiquet**
-  **COMMÉMORATION - De Mai 68 à mai 98... - Chiquet Mawet**
-  **BOLLEWINKEL - Je suis fier d'être honteux d'être belge - Le Bill**
-  [NOTES DE LECTURE - Dans deux revues libertaires - Franck Thiriot](#)
-  **FÉMINISME : l'horreur patriarcale - Anne Tonglet**
-  [LE DEBAT - Mon anarchie - Luc Spirlet](#)
-  [ÉCOLO LIBERTAIRE - Quelques pas vers la révolution - Didier Kuckaertz](#)
-  [ÉCOLO - Imagine un monde allant vert - Chiquet Mawet](#)
-  **ARTICHAUTS de Bruxelles - Brèves rencontres - Yves Le Manach**
-  [NOUVELLE : Bon de réduction - Chantal Boulanger](#)
-  [MUNDIAL : Brève histoire de la Coupe du Monde de football](#)
-  [MUNDIAL : le mensonge du ballon rond - Claude Javeau](#)
- Chômeur, pas chien !**
-  [Résister, s'organiser ! - Michelle Beaujean](#)
-  [Solidaires aujourd'hui... en bonne santé demain ! - Chiquet Mawet](#)
- [Publicité, sauvegarde du peuple](#)
- [Chômeur pas chien ! fais la fête le 19 juin à Liège](#)
-  [GRAINE D'ANANAR - une brochure sur "Paul Rousseng" écrite par Daniel Vidal](#)
-

OCCUPONS-NOUS DE NOS AFFAIRES !

•
Collectif contre les expulsions
Ne pas avoir les "bons" papiers
en poche n'est pas un crime...
Occupons les Centres fermés !

•
Collectif Chômeur, pas chien !
Le chômage c'est la misère,
le travail c'est l'exploitation...
Occupons les files de pointage !

•
Collectif sans nom
Le droit d'usage social
contre le droit de propriété...
Occupons les maisons abandonnées !

•
Collectif sans ticket
Trams, bus et métro gratuits
pour les chômeurs et les minimexés...
Occupons les transports en commun !

•

***CENTRE FERMÉ DE VOTTEM / DEMANDEURS
D'ASILE...***

**8 mai 98 :
occupation du futur
"Centre pour étrangers
illégaux"**

Conspiration, piège à organisation

Depuis quelques semaines, à Liège, le cercle qui englobe ceux que la défense de la démocratie et de la justice intéresse encore frémissait d'une tension contenue : le collectif Refus préparait "quelque chose" en relation avec le camp de concentration en construction sur les hauteurs de la ville, à Vottem (pour rappel : le premier mars, une manifestation de protestation contre l'ouverture du "Centre fermé" avait rassemblé 3.500 personnes).

La difficulté quand on prépare "quelque chose", c'est de conserver une confidentialité suffisante pour que les flics ne soient pas sur place avant vous et d'en même temps mobiliser assez de monde pour soutenir l'"intervention", puisqu'il s'agit essentiellement d'assurer la médiatisation de l'événement. Or, les médias, c'est bien connu, quand il ne s'agit pas de faits divers juteux ne se déplacent que pour des effets de foule. Surtout la télé. Surtout notre télé nationale. Et n'importe quel militant sait qu'en matière de médiatisation, c'est évidemment la télévision qui est la plus productive.

Le coup du 8 mai se jouait donc à trois niveaux, ceux qui étaient in le secret, ceux qui restaient à la périphérie, et ceux qui étaient out, soit dix millions de Belges.

Beaucoup d'appelés, mais peu sur place

Ma participation périphérique m'a amenée à 7 heures du matin à proximité du camp, à un jet de pierre du carrefour autoroutier.

Il n'y avait rien, sauf le soleil qui montait dans le ciel, les oiseaux qui chantaient dans les petits jardins des petites maisons de briques, entre deux prairies rescapées.

Tout de même, en nous approchant, une bagnole de jeunes sympas à l'arrêt nous a rassurés : c'était bien là que les choses allaient se passer. Les jeunes sympas, c'était la cellule opérationnelle de choc, avec GSM et tout le tremblement. Essentiellement des filles. Et Bernard. Elles nous ont appris que tout s'était bien passé, les copains étaient entrés dans le camp sans problème, ils s'étaient barricadés super à l'intérieur de la "salle de séjour" ("ce n'est pas une prison"), ils étaient 22 et avaient suffisamment de vivres pour tenir trois jours, ô folle

jeunesse.

Nous nous sommes avancés dans la rue qui borde un des côtés du périmètre du camp et nous avons découvert la banderole : "Les gentils occupants vous souhaitent la bienvenue".

Les abords avaient le relief défoncé d'un chantier. Pas étonnant, c'en est un. Sauf que la grille de cinq (?) mètres bouclant le pourtour est déjà installée. Juste à côté d'un élevage d'oies, un poste de gendarmerie fait face à l'entrée principale du camp. Les flics étaient prévenus et les sirènes hurlantes annonçaient les renforts.

Les ouvriers du chantier, un groupe de francophones et l'autre de flamands, manifestement spécialisés ès construction de lieux pénitenciers, étaient bien contents de l'aubaine : payés sans devoir bosser, qui n'apprécierait ? Arrivés une heure avant nous, ce sont eux qui ont découvert l'occupation en entendant des voix dans le bâtiment. L'un d'entre eux a discuté avec les occupants pendant une demie heure et selon lui, pour les avoir dehors, comme ils se sont arrangés, ça va mettre du temps, il y a des chaînes, une barre filetée, tout un bazar.

À part ça, il n'était pas vraiment débordant de sympathie pour l'initiative : Allez, faut bien les mettre quelque part, vous allez les prendre chez vous, peut-être ?... Ces gens-là viennent des pays les plus riches de la terre... C'est vrai ! Ils ont tout, minerais, or, diamant... ils sont riches à milliards.

Devant nos réticences à admettre un telle vision des choses, étonnamment tonique et contradictoire, il a poursuivi sur deux registres parallèles ne se rejoignant jamais : Ils viennent chez nous, parce que nous, on a de l'argent... Interruption militante : Nous avons de l'argent ? Tac au tac citoyen : C'est sûr !... Nous : Vous en avez de la chance ! Plus explicite, un copain : Ce n'est pas nous qui avons de l'argent !... Regard interloqué du mec, puis revers de main exaspéré : Vous voulez dire les magouilles et tout ça ? C'est sûr !... Mais eux (geste vers les bâtiments du camp) ils n'ont qu'à pas se laisser faire au lieu de venir chez nous.

Avec mes années d'entraînement au service de l'Éducation, je savais qu'on venait de déboucher sur une impasse : On s'est battus pour la démocratie, c'est passqu'on ne s'est pas laissé faire que nous vivons bien, on ne peut quand même pas le faire à leur place. Ça n'a pas manqué. J'ai calté.

À l'arrière, la cellule opérationnelle "géessaimait" à tour de bras en direction des copains à l'intérieur. L'aurait fallu que les journalistes se pointassent, mais l'un dans l'autre, ça allait.

Journalistes, gendarmes et présence symbolique

Au bout de la rue, une caméra sur l'épaule, en voilà un. Ce n'est pas la RTBf. Et puis un autre, appareil photo sur le ventre, carnet en main, Le Matin. Et puis Belga, La Meuse, une autre caméra, ce n'est toujours pas la RTBf. On se console en évoquant les premières infos radio du matin : très bien. C'était le communiqué de presse diffusé par le collectif qui expliquait l'action, ses motivations (voir en encadré) : nous sommes 22 à l'intérieur et à l'extérieur des centaines de gens nous soutiennent.

À ce moment-là, nous ne sommes qu'une quinzaine, en proie à un dilemme cornélien : si quelques uns partent en ville renforcer l'équipe qui colle des affiches et distribue des tracts pour rameuter les gens, il ne restera pas assez de témoins à poster aux quatre issues par lesquelles les flics peuvent sortir les copains de l'intérieur.

On revient aux abords de la grille, en face de la banderole. Les vitres réfléchissantes ne s'ouvrent pas, mais on devine des ombres qui s'agitent derrière. À gauche de chacune d'entre elles, une meurtrière très étroite et barrée transversalement permet l'aération. Quelques mains passent et s'agitent pour nous dire bonjour. On les entend rigoler et chanter : On ne bougera pas. On résistera et on restera.

À ce moment-là, devant les grilles, nous somme six. Des officiers de gendarmerie en civil, suivis de leurs chiens de garde costumés, viennent nous sommer de quitter les lieux. Pourquoi,

qu'on leur demande, nous ne représentons aucun danger, nous ne gênons personne... L'officier ne se marre pas : Vous êtes ici dans une propriété privée. Privée ? Ah bon ! On croyait que c'était l'État. Oui, Madame, domaine de l'État, parfaitement. Alors, c'est nous qu'on paie, on est pour ainsi dire chez nous...

Pour de mystérieuses raisons, la tronche du mec change de look. Imperceptible sourire : Vos papiers. Pourquoi ? Parce que... Tchic, tchac, ping, pong. Il relève nos identités et les note dans son petit calepin. À l'arrière, un sous-gradé au visage enflammé d'alcool blond nous tire le portrait. Immuable routine. Ça ne fera jamais que la cinquantième fois. Tout ce papier, ces films, ce déploiement de morgue salariée bien cher pour ficher, re-ficher, re-re-reficher éternellement les mêmes... Si vous croyez que je fais ce que je veux, laissez couler, comme en confiance, le gradé civil au calepin...

Sous le calot, une pensée...

Dans le combi qui bouche l'entrée, deux sous-fifres glandent. Le convoyeur nous lance des regards furieux. Il est jeune, presque un ado. Et très fâché. Vous trouvez normal le boulot qu'on vous fait faire ? qu'on lui lance, manière d'amorcer l'évangélisation de cannibales. Il s'agite sur son siège : Vous trouvez ça drôle ? On va glander toute la journée ici, alors que je pourrais faire des tas de trucs plus enrichissants ailleurs.

Je m'interroge in petto sur la nature des boulots enrichissants d'un gendarme, mais, dialogue oblige, je la ferme. On entame les débats. En fait, quelque part, le mec n'est pas tellement chaud pour accompagner ce genre de détenus. Son visage s'anime et comme par magie, le flic disparaît : Moi, ce qui me révolte le plus, c'est ceux qui, par exemple, ont réussi à trouver du travail, se sont intégrés au village, leurs enfants vont à l'école et tout et crac, il faut les reconduire à l'aéroport... Non, ce qu'il faut, c'est les laisser, mais ne plus en laisser entrer de nouveaux.

Pris dans le feu des échanges et séduit par le sourire d'Ingrid, il saute de son camion, enlève son calot et s'engage dans l'exposé de sa vision du monde. On n'est pas vraiment sur la même longueur d'onde, mais en tout cas, c'est sûrement quelqu'un de sensible. Madame, on n'a jamais d'ennuis avec les parents (il s'agit des immigrés) mais les jeunes !... Mais il tombe tout de suite d'accord avec nous que ce n'est pas un problème d'immigration, mais de génération, et que c'est la résultante d'un ensemble de faits sociaux qui, que, quoi, dont, où... : Les parents laissent tout faire, on est trop laxistes... Je lui parle du chômage, de générations d'enfants élevés par la télévision, auxquels les parents ne transmettent même plus convenablement le langage. Son regard se pose : instant privilégié de la réflexion soudaine... C'était comme ça en classe. Pourquoi ce jeune type pas con est-il entré dans la gendarmerie où il a toutes les chances de le devenir ? Le commandant, en uniforme civil, pantalon fumée impeccable, veston lie-de-vin et cravate colorée, passe, suivi de ses sous-fifres. Le jeune type recule, jette un œil vers le combi. Je lui demande s'il ne risque pas des emmerdements à bavarder comme ça avec nous. D'après lui non, pourtant le regard que les autres lui ont lancé au passage était tout sauf amène. Mais il paraît qu'il peut parler, c'est pour le calot qu'il risque des emmerdements : si on le filme sans calot, là c'est grave... Sous le calot, y a plus personne. Le seul mauvais rapport qu'il s'est pris jusqu'ici, c'était question calot. Du reste, il le réajuste nerveusement et remonte dans son camion.

Un week-end à Vottem ?

D'après les estimations, rumeurs et rapport de Bernard, on irait vers laisser pourrir la situation pendant le week-end, et puis... L'opératrice au G.S.M est tendue : à chaque mouvement de

bagnoles au bout de la rue, elle s'exclame : Ah, voilà du monde. Mais deux fois sur trois, ce sont des flics en civil qui vont et viennent. Un groupe revient de la ville : il faut du renfort pour tartiner les affiches, mais nous ne sommes pas assez nombreux pour décoller d'ici.

Une fête est programmée sur les lieux à 19 heures et dimanche, un pic nic à 13 heures. Pourvu qu'ils tiennent, pourvu que ça pourrisse, pourvu...

Chaque fois que quelqu'un est obligé de quitter le groupe, on se le prend dans l'œsophage, façon poire d'angoisse.

Quelques autos baissent leur vitre et prennent nos tracts à la volée. Parfois un encouragement, parfois des injures. Une jeune blonde du voisinage nous a rejoints. Elle a essayé d'entraîner sa voisine : C'est contre le camp ! L'autre s'est inquiétée : Tu as quelqu'un dedans ? - Non, évidemment ! C'est pour les réfugiés ! s'est exclamée notre sympathisante. Ben, alors ? Ben alors, hein, effectivement, les réfugiés, c'est quelle marque déjà ?

Les infos radio à 13 heures : lamentable. La parole est donnée exclusivement au directeur du Centre, un dénommé Jacob. Bien entendu, il ne s'agit pas d'une prison, pas plus que pour Tobback. Nous ne sommes qu'une trentaine à faire cette édifiante expérience de la fiction politicienne, qui devrait être obligatoire pour tous les cours de soi-disant formation civique : entendre de ses oreilles préférer par un ministre qu'il ne s'agit pas d'une prison, alors qu'on a les yeux rivés sur les grillages, le couloir de promenade et les fenêtres inamovibles par lesquelles on ne peut passer que la main et l'avant-bras.

Philippe confirme : Les grilles, c'est pour jouer tennis. Dans une voiture à l'arrêt, un jeune gendarme explique à un autre : À l'intérieur, c'est une vraie prison.

Les occupants placardent sur les fenêtres : Le premier est un camp, le deuxième : on y met les enfants, le troisième a douze cellules d'isolement (pour les "tentatives de suicide", ça va sans dire). Les allées et venues d'officiers, de sous-fifres et d'ouvriers spécialisés se précipitent. Un avocat arrive. Bernadette Schaek, l'assistante sociale trots et aimée de tous, est là. Sa bonne bouille nous reconforte. Comme moi, elle est consternée par les échos à la radio et le trop peu de monde. Elle vient de tenir une conférence sur le sujet à l'École des Rivageois (formation d'éducateurs) : débat "enrichissant", mais à part l'un ou l'autre, les élèves ne monteront pas.

La fête tombe à l'eau

Les deux avocats de la Ligue des droits de l'homme sont là. Apparté avec les huiles policières. Leurs conclusions sont alarmantes : non, "ils" ne laisseront pas pourrir la situation, ça risquerait de permettre une médiatisation indésirable. De l'intérieur, les copains nous avertissent : "ils" ont amené des disques. Depuis quelques heures, nous demandons une négociation, mais selon le Commandant de gendarmerie, il n'y a pas de demande de négociation : Ils veulent parler à Tobback ! Ha-ha !!! A-t-on jamais vu des citoyens prétendant parler à un ministre ? Des combis surgissent de toutes les directions et s'arrêtent sournoisement à quelque distance, dérobés par des haies bourgeonnantes ou des maisons. Le soleil tape dur. Il n'y a d'ombre nulle part. Les copains de Barricades et de la Casa Nica amènent à boire et à manger. L'heure avance : je dois ramener l'auto à son usager professionnel. On s'était dit : à deux heures, le monde sera là, on pourra partir et on reviendra le soir, mais nous ne sommes toujours qu'une trentaine. Quarante, au plus. Les conciliabules entre avocats, représentants des manifestants et officiers de gendarmerie sont de plus en plus décourageants. Brill (avocat de la Ligue et du collectif Droit des pauvres) pense qu'une intervention est imminente. Une ambulance passe devant nous et s'engouffre dans une entrée en contrebas, que nous n'avions pas repérée. Bernadette demande qu'un petit groupe la surveille et appelle les autres si quelque chose se produit.

Cris aux fenêtres : ils sont entrés ! (en abattant un mur, comme nous l'apprendrons par la

suite, dans l'intention manifeste de pouvoir charger un max les occupants : une journée de travail de x ouvriers, payée à tant, un mur abattu, la porte abîmée, plus les gendarmes qui ne pouvaient pas aller em.....

merder leurs collègues à Bruxelles, tout fait farine au bon moulin). La majorité des manifestants extérieurs se déportent vers l'entrée ambulance pour ne pas louper la sortie des copains de l'intérieur. Le combi qui bouchait l'entrée recule, nous le suivons. Les chargements de flics planqués derrière le coin surgissent. Michel (1) se dresse devant eux, très Place Tien An Men, on n'est pas chez les sauvages. Et bien si, le conducteur avance, Michel ne bouge pas, le camion continue, touche le corps et va lui passer dessus. Nous sommes pétrifiés : c'est sûr que nous aurions dû nous mettre sur la même ligne, pas derrière, surtout pas derrière, j'ai déjà vécu ça à Malville, ceux de devant sont coincés et en prennent plein la gueule... Mais la vision de cette homme aux mains nues sur lequel le zombie casqué aurait roulé sans coup férir nous a paralysés.

Une leçon de choses pour les naïfs : la police politique (la gendarmerie n'est plus rien d'autre en Belgique, sortis de là les gendarmes sont totalement incompetents, ainsi que le démontrent brillamment la mort des petites filles, les tueries du Brabant et l'évasion Dutroux), la police politique donc, sous tous les cieux et sous tous les régimes, fabrique des assassins capables d'écraser des innocents désarmés sur ordre beuglé. C'est pas eux, c'est le chef, c'est pas lui, c'est le Commandant, c'est pas moi, c'est le facteur. Pour justifier toute cette bestialité, un gradé ne s'était du reste pas gêné pour colporter la rumeur selon laquelle les "forcenés" étaient armés (!).

Parmi nous, la jeune blonde du voisinage, venue nous rejoindre parce que l'idée du camp l'horripile, se détourne et se met à pleurer. Personne n'est vraiment à la fête, mais de là à sangloter... J'essaie de la reconforter. Elle relève la tête et souffle sans me regarder : Je viens de reconnaître mon meilleur ami dans les gendarmes...

Les pitbulls ont sauté hors du combi, bottés, casqués, visière baissée, la matraque à la main, en arc de cercle. Bernadette les a interpellés de manière très didactique, vous savez la méthode socratique : Vous trouvez normal ce qu'on vous fait faire ? Vous trouvez normal d'enfermer des enfants pendant des mois là-dedans pour les expulser après... Enfin tout ce qu'on dit dans ces cas-là. Ils nous regardent, qui ricanant, qui haineusement, qui sans nous voir. Ça m'énerve : Vous ne pouvez pas nous parler ? Ça vous est interdit ? Mon regard croise celui d'un petit jeune aux joues rondes. Ses yeux cillent. Derrière sa visière, il est malheureux comme les pierres. Il fait comprendre par mimique que, bien entendu, j'ai mis dans le mille : ils ne peuvent pas parler. Il n'est pas d'accord avec ce qu'on leur fait faire, mais voilà, c'est comme ça qu'il gagne son bœuf. À son désarroi, on peut parier un contre mille que c'est l'ami de l'autre, là, tantôt, qui est en train de vivre l'humiliation la plus douloureuse de sa jeune existence.

Les jeunes se sont assis aux pieds des flics. Ils crient, la main levée : Nous sommes tous des enfants d'immigrés. Première, deuxième, troisième génération !

Le paradoxe citoyen

Deux petites filles retrouvées juste à temps, deux autres mortes : trois cent mille personnes, une fois. Des milliers d'existences piétinées, des enfants massacrés, un petit somalien à la broche et tous ceux qui vont bientôt défiler derrière ces grilles : personne. Si nous étions deux cents, tiens, ne fût-ce que deux cents, ce ne serait pas aussi pathétique. Le film Fahrenheit 351 me revient. Des clandestins qui se regroupent maigrement dans les sous-bois pour mémoriser le contenu des livres interdits.

Il est trois heures, il faut partir, nous attendons l'extrême limite, trois heures vingt, nous nous éloignons vers le carrefour, les autres dans le dos, tournés vers les gendarmes.

En arrivant à la maison, on téléphone : arrestation judiciaire pour les "occupants", - donc procès - détention administrative pour les manifestants extérieurs, qui seront tabassés, menottés et photographiés comme des repris de Justice, pour la facilité du Commandant de gendarmerie. Sous quel prétexte ? Obstacle à l'action des forces de l'ordre.

Janny me téléphone : On t'a reconnue à la télé. C'est bien d'avoir fait quelque chose. Nous ici, on jubile ! Comme ils sont courageux, dis !

Je trouve aussi. Courageux et bien gentils.

Il y a longtemps, très longtemps, les Américains venaient de libérer ma ville. Nous les enfants, nous avons joué toute la journée dans la rue. La nuit était tombée et j'étais restée seule sur le bord du trottoir à regarder la lune qui naviguait entre les nuages. Je crois bien que je pensais à la mort. Toute cette mort qui nous environnait, tapie dans les caves. Mon père est arrivé sans bruit derrière moi et m'a prise dans ses bras. Pour moi c'était haut. Et chaud.

Mon père devinait toujours ce que je pensais. Il m'a dit : La guerre est finie, Chiquet, tu vas pouvoir vivre toute une vie...J'ai voulu savoir si je ne risquais pas de connaître la fin du monde. Non, m'a-t-il assuré, ce serait pour dans des centaines de millions d'années, nous aurions tous disparu depuis longtemps. Ca ne me consolait qu'à moitié : j'aimais tant les coccinelles, les oiseaux et la lune, et puis mon père aussi, et ma petite sœur et mes copains de foot. Mais enfin, l'autre moitié, c'était bon : j'allais vivre ma vie et cette horreur ne reviendrait jamais. Tous le disaient et le répétaient : plus jamais ça.

Chiquet Mawet

1) Michel avait les mains levées en l'air pour montrer ses intentions non-violentes. L'aurait jamais dû les lever, les pittbulls en ont profité pour lui enfoncer une matraque dans le ventre et lui asséner sur la tête un coup qui a déboité l'occipital.

Réfugiés politiques - étrangers illégaux

ALTERNATIVE LIBERTAIRE 207 - JUIN 1998

CENTRE FERMÉ DE VOTTEM / DEMANDEURS D'ASILE...

8 mai 98 :
occupation du futur
**"Centre pour étrangers
illégaux"**

COMMUNIQUE N°1

VOTTEM :
LE FUTUR CENTRE FERME
POUR CANDIDATS REFUGIES POLITIQUES
OCCUPE DEPUIS CE VENDREDI 8 MAI 04H00

Ne pas avoir les "bons" papiers en poche n'est pas un crime. Refuser, enfermer arbitrairement et expulser par la force des êtres humains, hommes, femmes et enfants parce qu'ils n'ont pas : oui !

Voilà pourquoi, ce vendredi 8 mai à 4 heures du matin, plusieurs dizaines de citoyens "conscients et responsables" comme ils se définissent eux-mêmes, soutenus de l'extérieur par des centaines d'autres, ont pénétré illégalement et se sont enfermés dans les futurs bâtiments de l'Office des Etrangers qui entreront prochainement "en service" ici, à Vottem. Juste retour des choses pour ce qu'il est, très officiellement convenu d'appeler "centre fermé pour illégaux".

Par cette occupation symbolique et non-violente, les nouveaux résidents veulent marquer leur solidarité avec tous leurs frères humains auxquels le système politique et économique dénie le droit de vivre dignement. Nous voulons aussi réaffirmer notre refus inconditionnel et non-négociable d'une répression discriminatoire, dégradante et inhumaine qui expulse des milliers (le ministre de l'Intérieur a annoncé le chiffre de 15.000 expulsions par an !) d'êtres humains dont le seul crime est de ne pas avoir de papiers "en règle" et d'être, pour les états qui les accueillent, aussi indésirables qu'inutiles et inexploitable.

Camp qui ne veut pas avouer son nom, cette résidence tout confort, conviviale et qui veille à "l'épanouissement personnel" - dicit le futur directeur - de ses occupants malgré eux, représente tant par les méthodes employées (enfermement, cachots, camisole de force, menottes rapatriements brutaux...) que par les principes qu'il sous-tend, une atteinte inacceptable et intolérable à la dignité humaine et aux droits fondamentaux et imprescriptibles de chaque être humain, indépendamment de sa couleur, de son origine, de sa nationalité ou de tout autre forme de différence. Voilà pourquoi nous refusons de nous taire et de laisser faire.

N'acceptons pas aujourd'hui ce que nous dénonçons pour hier. A l'heure où on s'apprête à commémorer les cinquante ans des Droits de l'Homme, à l'heure où on honore la mémoire des millions de victimes de l'Holocauste, il est essentiel de rappeler que l'institutionnalisation de l'exclusion sociale, politique et économique, la généralisation et la banalisation de mesures discriminatoires, le recul sans cesse croissant des limites éthiques, sont les fondements même de tout totalitarisme.

Face à la dictature de la réalité économique, chaque revendication, chaque acte, individuel ou collectif, de réappropriation de l'espace de liberté est une victoire de la vie sur la mort.

L'occupation au finish a débuté ce 8 mai à 4 heures. Point presse dès 7 h devant le "centre fermé pour illégaux" de Vottem (Liège). Manifestations et actions de soutien toute la journée devant le centre. Dès 19h, concerts et animations. Samedi 9 mai, pique-nique dès 13h. Infos : 04/341.02.44

COMMUNIQUE N°2

VOTTEM :
CENTRE FERME POUR CAUSE D'OCCUPATION
VENDREDI 8 MAI DEPUIS 4 HEURES
VENEZ SOUTENIR LES OCCUPANTS

Ne pas avoir les "bons" papiers en poche n'est pas un crime. Refuser, enfermer arbitrairement et expulser par la force des êtres humains, hommes, femmes et enfants parce qu'ils n'ont pas : oui!

Voilà pourquoi, ce vendredi 8 mai à 4 heures du matin, plusieurs dizaines de citoyens "conscients et responsables" comme ils se définissent eux-mêmes, soutenus de l'extérieur par des centaines d'autres, ont pénétré illégalement et se sont enfermés dans les futurs bâtiments de l'Office des Etrangers qui entreront prochainement "en service" ici, à Vottem. Juste retour des choses pour ce qu'il est, très officiellement convenu d'appeler "centre fermé pour illégaux".

Par cette occupation symbolique et non-violente, les nouveaux résidents veulent marquer leur solidarité avec tous leurs frères humains auxquels le système politique et économique dénie le droit de vivre dignement. Nous voulons aussi réaffirmer notre refus inconditionnel et non-négociable d'une répression discriminatoire, égradante et inhumaine qui expulse des milliers (le ministre de l'Intérieur a annoncé le chiffre de 15.000 expulsions par an) d'êtres humains dont le seul crime est de ne pas avoir de papiers "en règle".

NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN...

ET DE TEMOINS QUAND SE PRODUIRA NOTRE EXPULSION!!!

venez nombreux devant le centre fermé de vottem dès que vous le pouvez.

VOTRE ASSOCIATION PEUT AUSSI MARQUER OFFICIELLEMENT SON SOUTIEN EN ENVOYANT

LE TALON ci-joint aux numéros indiqués.

Appel à soutien - Nom et adresse du signataire :

- soutient l'occupation non-violente du futur "centre fermé pour illégaux" de Vottem et se déclare solidaire de ceux qui y ont pénétré illégalement.

- réaffirme avec eux que le droit humain -celui du droit à la vie et du respect de sa personne pour chaque être humain , homme, femme, enfant , né sur cette terre- s'oppose à l'existence même de ces camps pour étrangers iniques et indignes qui les justifient.

- rappelle qu'il est des principes qui ne sont pas négociables et qu'en certaines circonstances, la désobéissance n'est pas un délit mais un devoir moral.

Soutenez notre action en diffusant le plus largement possible et en signant l'appel ci-joint.

A renvoyer par fax au 04/342.37.23 ou 04/222.06.22.

D'autres textes détaillant notre action et nos revendications peuvent vous être envoyés. Rejoignez l'action de soutien à l'occupation toute la journée devant le centre fermé de Vottem.

Des 19h, concerts et animations. Samedi 9 mai : pique-nique dès 13h.

Renseignements : 04/341.02.44

COMMUNIQUE N°3

A L'ATTENTION DE MONSIEUR TOBBACK, MINISTRE DE L'INTERIEUR

Monsieur le Ministre,

Ce vendredi 8 mai, à 4 heures du matin, plusieurs dizaines de citoyens "conscients et responsables", soutenus de l'extérieur par des centaines d'autres, ont pénétré illégalement, et se sont enfermés dans les futurs bâtiments de l'Office des Etrangers, qui entreront prochainement "en service" à Vottem.

Par cette occupation symbolique et non violente, les nouveaux résidents veulent marquer leur refus inconditionnel d'une répression discriminatoire, dégradante et inhumaine qui expulse des milliers d'êtres humains dont le seul "crime" est de ne pas avoir de papiers "en règle".

Ils revendiquent :

- 1) Suppression de tous les centres pour étrangers et réaffectation de leurs bâtiments en espaces sociaux et multi-culturels.
- 2) Des papiers pour tous : régularisation immédiate et sans condition de tous les "sans papiers"
- 3) Réouverture des frontières, arrêt des expulsions et retour des expulsés.
- 4) Droit humains, sociaux, économiques, politiques et culturels pour tous.

Les occupants demandent à rencontrer directement le Ministre de l'Intérieur sur les lieux de l'occupation, dans le "centre fermé" de Vottem.

Ils sont joignables au 075/76.53.33 et espèrent, Monsieur le Ministre, une réponse la plus rapide possible à leur demande...

COMMUNIQUE N°4

VOTTEM : CENTRE FERME POUR CAUSE D'OCCUPATION VENDREDI 8 MAI 1998, 16H00 EXPLUSION DES OCCUPANTS PAR LES FORCES DE POLICE

Depuis 4 heures ce matin, 22 citoyens "conscients et responsables" occupent de façon symbolique et non violente le centre fermé pour illégaux en construction à Vottem (voir communiqué n°1).

L'occupation était prévue au finish : les occupants ont réussi à rester barricadés à l'intérieur d'un des couloirs centraux du centre pendant 12 heures.

Ils ont respecté leur engagement de non violence et de non destruction des bâtiments. Ils ont demandé une discussion directe avec le Ministre de l'Intérieur par une lettre, qui lui a été envoyée par fax en fin de matinée.

Ils n'ont reçu aucune réponse à cette demande (voir communiqué n°3).

Les forces de police ont pénétré dans le couloir et forcé la barricade. Les occupants se sont alors enfermés et enchaînés dans une salle, d'où ils ont aussi été délogés.

On comptait sur le site de Vottem, outre des policiers, six fourgons cellulaires, une quinzaine de gendarmes avec casques et boucliers face aux manifestants qui se trouvaient à l'extérieur du centre, et le même nombre du côté opposé des bâtiments.

Les 22 occupants auraient été emmenés au poste de gendarmerie de la rue Saint Léonard, 4000 Liège.

Une tension et une bousculade entre les manifestants extérieurs et les forces de police à suivi l'embarquement des occupants. Les manifestants ont tous été contrôlés : papiers d'identité, photo individuelles, certains ont eu les mains entravées et d'autres ont aussi été emmenés par les forces de police.

REACTION A L'INTERVENTION DE MR. JACOB, FUTUR DIRECTEUR DU CENTRE

Dans son interview au journal parlé de la RTBF (12h30), Monsieur Jean-François Jacob, futur directeur du centre fermé de Vottem déclarait que ce centre n'était pas une prison, que les conditions de vie n'y seraient pas carcérales, que le régime y serait celui d'une semi-liberté, ou plutôt d'un semi-enfermement et pas d'un "régime carcéral strict". Il déclare également que si le centre compte bien 12 cellules d'isolement, celles-ci ne sont que rarement utilisées et que cette sanction ne peut durer que 24h.

Nous vous invitons à visiter les bâtiments en construction du centre de Vottem pour vous rendre compte par vous-mêmes de l'organisation clairement carcérale et sécuritaire de ce centre. Vous pourrez déjà y voir les grilles dans les couloirs, les fenêtres incassables et qui ne s'ouvrent que de quelques centimètres, les portes blindées des chambres... Une architecture tant interne qu'externe similaire à celle d'une prison. Nous voudrions rappeler que le règlement d'ordre intérieur des centres fermés prévoit des sanctions qui peuvent aller de l'utilisation des menottes, d'entraves aux pieds ou de la camisole de force, à l'enfermement en cellule d'isolement pour une durée de 24 heures, renouvelable. Le dernier rapport annuel d'un des centres fermés en fonctionnement atteste que la raison la plus fréquente pour la sanction par isolement est le refus de se laisser expulser, mais aussi la tentative de suicide. C'est sans doute ce que Mr.Jacob appelle "une mesure de protection envers l'individu". Nous voudrions rappeler que ces cellules d'isolement sont des cachots.

Nous tenons à votre disposition des photos de l'intérieur et de l'extérieur du centre de Vottem.

Renseignements : 00/32/5/341.02.44.

ALTERNATIVE LIBERTAIRE 207 - JUIN 1998

SYNTHÈSE / ÉCRITURE À DEUX MAINS

**Pour en finir
avec le travail**

La destruction du travail, son contexte,

les alternatives possibles.

La punition par le travail (Luc Cornet)

Quand j'étais à l'école primaire, la Bible servait à deux choses. D'abord, l'institutrice nous la tapait sur la tête quand nous faisons des fautes dans nos dictées. Ensuite, elle servait de base à de belles histoires qui nous transmettaient les valeurs chrétiennes.

Ouvrons cette Bible

11. Le serpent dit à la femme : "Si vous mangez de ce fruit, vous serez comme des Dieux, connaissant le bien et le mal".
12. La femme dit : "Dieu nous l'a défendu".
13. Le serpent dit : "Mais, même si vous désobéissez, vous ne pécherez pas, puisque vous n'avez pas la science du bien et du mal. Vous ne pouvez donc pas savoir que c'est mal de désobéir".
14. La femme dit : "Tiens, c'est vrai, ça. Mais après, ayant mangé, je saurai que c'était mal".
15. Le serpent dit : "On ne peut pas vous reprocher une action que vous avez commise avant de savoir si elle était bien ou mal. Après avoir mangé le fruit, naturellement, il faudra vous surveiller. Mais ce sera facile, puisque vous aurez la science du bien et du mal".
16. La femme dit : "Ça a l'air de se tenir, ce que vous dites, bien que je ne comprenne pas tout. Mais Dieu, qui voit tout et qui est infiniment bon, ne permettrait pas qu'une de Ses créatures en incite une autre à Lui déplaire".
17. Et la femme, pour faire plaisir au serpent, prit du fruit, et elle en mangea, et elle en donna à son mari, et il en mangea.
18. Alors leurs yeux s'ouvrirent, et ils connurent qu'ils étaient nus. Et ils cousirent ensemble des feuilles de figuier pour s'en faire des petites jupes très jolies.
19. Ils entendirent la voix de Dieu qui appelait : "Adam ! Coucou ! Où es-tu ?".
20. Et comme ils se cachaient, Dieu comprit qu'ils savaient maintenant ce qu'était le mal.
21. Dieu dit : "N'aurais-tu pas, par hasard, mangé de ce fameux fruit ?".
22. Adam dit : "C'est la faute à la femme". La femme dit : "C'est la faute au serpent". Le serpent dit : "C'est la faute à mes mauvais instincts. J'ai été créé comme ça".
23. Alors Dieu dit au serpent : "Puisque tu as fait cela, tu seras maudit entre tous les animaux, tu marcheras sur ton ventre et tu mangeras de la poussière".
24. Dieu manquait un peu d'imagination.
25. C'est depuis ce jour que le serpent a perdu les longues fines jambes dont il était si fier.
26. Dieu dit à Adam : "Puisque tu m'as désobéi, tu mangeras ton pain à la sueur de ton front, la terre te produira des épines et des chardons, et ta femme enfantera dans la douleur".
27. Adam dit : "Mais, Seigneur Dieu, ce n'est pas juste ! Nous ne connaissions pas le bien du mal et c'est Vous qui l'aviez voulu ainsi ! Ah, non alors ! Ce n'est pas juste !".
28. Dieu dit : "Qu'à cela ne tienne, Je crée l'Injustice".
29. Dieu chassa l'homme et la femme du jardin d'Eden et Il mit des Chérubins devant

la porte avec des épées flamboyantes.

30. L'homme, maintenant, connaissait ce qu'était le bien et ce qu'était le mal.

31. Et telle était la règle du jeu : Chaque fois que l'homme faisait le mal, Dieu le punissait très fort.

32. Or, il est très difficile de ne pas faire le mal. Car Dieu a placé en l'homme un grand attrait pour le repos et le plaisir, qui sont le mal, et un grand dégoût pour le travail et la douleur, qui sont le bien.

Vous aurez sans aucun doute reconnu ce passage du premier chapitre de la Genèse (versets 11 à 32) dans la traduction de Cavanna.

Ce texte n'explique pas vraiment pourquoi le travail existe. Il nous dit simple.....ment : aussi bien pour l'homme que pour la femme, le travail est une punition. Il serait pourtant un bien tandis que le repos, le loisir, serait un mal. Dans ce cas, la société des loisirs, dont on nous rebat les oreilles depuis si longtemps, serait la société du mal. Et si on inversait sauvagement les données : le travail c'est le mal, le chômage c'est le bien, les pertes d'emploi le progrès ?

N'oublions pas qu'aux sources de notre langue, en latin, le travail se définit négativement : negotium, nec - otium, le non-loisir.

Travailler est issu du latin populaire tripaliare, tourmenter, torturer avec le trepalium, nom d'un instrument de torture. Il y a un mélange de sens entre trepalium, tripalium, tri-palus - trois pieux - machine faite de trois pieux servant à assujettir pour les ferrer les bœufs et les chevaux difficiles. On trouve aussi le roman trabicula qui désigne le chevalet de la question et trabiculare signifie torturer et travailler.

En ancien français, travailler signifie faire souffrir et se travailler, se tourmenter. On applique ce mot travailler à un condamné que l'on torture, à une femme dans les douleurs de l'enfantement, à une personne à l'agonie.

Dans le vocabulaire religieux, travailler son corps, c'est le macérer.

En argot, on rencontre travailler pour voler en 1623, assassiner (1800), se prostituer (1867), spécialisations de l'idée de travail professionnel dans un contexte d'illégalité. Le mot travail jusqu'à l'époque classique exprime couramment les idées de tourment, de peine et de fatigue.

Le mot travailleur a suivi la même évolution, il part du sens ancien de celui qui fait souffrir, spécialement le bourreau, et celui qui veut du mal à quelqu'un.

Ainsi l'origine de ce concept ne laisse-t-elle aucun doute. Le travail et la torture sont de cruels alliés.

Le système de mesure reflète un choix de société

Une autre Bible, l'Écho de la Bourse, titre dans une édition récente : La croissance française se remet à y croire. « Le Produit Intérieur Brut a augmenté de 1 % lors du dernier trimestre, donnant ainsi les premiers signes d'un redécollage tant espéré pour résorber le chômage ».

Une société peut se définir comme elle le souhaite.

Actuellement ce sont les "fondamentaux économiques", dont nous venons d'avoir un petit échantillon via l'Écho, qui prévalent et qui entrent dans la confection des systèmes de mesure de performances.

Le Produit Intérieur Brut, principale synthèse de ces "fondamentaux économiques" résulte de l'utilisation, par un État, de ressources naturelles et de travail humain.

L'articulet de l'Écho laisse sous-entendre que sa croissance est susceptible d'augmenter la quantité de travail pour l'homme, ce qui est présenté comme un espoir.

Corrolairement, cette croissance augmentera aussi l'exploitation des ressources

naturelles de la planète.

Un pays qui a de bons "fondamentaux économiques", taux de chômage faible, inflation faible, consommation élevée, investissements élevés, déficit budgétaire faible, coûts salariaux faibles... attirera les investissements, verra théoriquement sa consommation augmenter, son chômage diminuer... son Produit Intérieur Brut croître. La boucle est bouclée, une spirale s'installe. Croissance et compétitivité deviennent les concepts-clé. The sky is the limit.

L'aspirateur à Produit Intérieur Brut est branché.

Un État peut alors être présenté comme un modèle. Le peuple, sous influence médiatico-politique, devient obsédé par le chômage, concept par lequel on mesure le travail en économie, et l'on sortira les modèles économiques hollandais, anglais, américain.

Ces trois pays ont en effet un taux de chômage moitié moindre que la moyenne européenne.

Mesurons objectivement !

« Avez-vous travaillé une heure au moins pendant la dernière semaine ? Oui ? Vous avez un emploi. Non ? Alors avez-vous cherché activement un emploi pendant la dernière semaine et êtes-vous immédiatement disponible ? Non ? Alors vous êtes chômeur ».

C'est ainsi que le très sérieux Bureau International du Travail, le BIT, effectue des sondages et publie des indicateurs de chômage.

C'est peut-être oublier que les États-Unis sont les champions des petits boulots (baby-sitting, lavage de voiture, transport de sacs de provisions...). Cette formidabile machine à créer des emplois a cependant vu le salaire horaire moyen baisser de 13 % depuis 1973.

C'est peut-être ignorer que l'extrême faiblesse des rémunérations, en Angleterre, n'incite pas vraiment le million de personnes souhaitant travailler à "chercher activement un emploi". Ce million de personnes n'a, dès lors, aucune influence sur les indicateurs de chômage, au sens BIT.

C'est peut-être occulter l'apparente faiblesse génétique hollandaise, pays où l'on trouve plus de personnes inaptées au travail (8 % de la population en âge de travailler) que de chômeurs (seulement 5,5 %). On y trouve aussi le pourcentage record d'emplois à temps partiel (38 % de l'emploi total), pourcentage qui monte à 69 % si on observe le travail des femmes.

Pourtant, on nous incite à nous inspirer de ces modèles, tous installés fermement dans la logique de la croissance du Produit Intérieur Brut, voie unique à la solution de tous nos maux.

Voie unique, donc pas d'alternative

On entend peu parler du modèle de "croissance supportable", qui propose en préambule une limite à la croissance : quelle croissance économique peut-on supporter tout en préservant les ressources naturelles pour les générations futures. C'est pourtant un fameux changement d'optique. Une préoccupation à long terme.

L'Indicateur de Développement Humain mesure le développement d'une population selon trois critères : l'espérance de vie, le niveau d'instruction et le pouvoir d'achat. Cet indicateur, développé par un groupe d'experts indépendants sous l'égide du PNUD (le Programme des Nations Unies pour le Développement), ignore complètement le Produit Intérieur Brut, et est ignoré par les thuriféraires de ce critère. L'Indicateur de Développement Humain place la France, malgré un taux de chômage de 13 % et un

Produit Intérieur Brut qui commence à peine à redécoller, en deuxième position dans le monde, après le Canada (parle-t-on du modèle canadien ?) avant la Norvège et les États-Unis.

L'Indicateur de Pauvreté Humaine est tout autant ignoré. Il ne mesure pas les revenus, mais le risque de décès précoce, le taux d'analphabétisme, et le manque d'accès aux soins, à l'eau potable et à une alimentation convenable.

On peut deviner qu'un choix de société s'exprime par le système de mesure que l'on met en évidence.

Croissance du Produit Intérieur Brut, et de ses composantes, qui ne respecte ni la planète ni l'homme ? Ou bien Indicateur de Développement Humain, qui recentre l'intérêt sur des valeurs humaines !

Croissance et compétitivité ? Ou bien lutte contre la pauvreté et réduction des inégalités !

L'alternative, c'est utopique !

Pourtant, une amélioration significative des vingt pays les plus pauvres, au sens Indicateur de Pauvreté Humaine, mobiliserait 5,5 milliards de dollars.

C'est ce qu'a coûté EuroDisney !

Le capitalisme actuel réalise-t-il l'abolition de l'État et du Travail ? (Luc Cornet)

Il y aura bientôt 25 ans, le 1er mai 1973, le groupe verviétois Albinos, anarchiste, situationniste, dadaïste, placardait sur les murs de la ville une affiche réclamant l'abolition du travail. Bien sûr, c'était une provocation. Le groupe Albinos accordait beaucoup d'importance au rire et au jeu, à ce que, aujourd'hui on qualifierait de décapant. Plutôt que d'attaquer le pouvoir en place, il semblait préférable de le ridiculiser.

Mais, au-delà de l'aspect dérisoire, il y avait la croyance dans la nécessité d'une certaine utopie et le refus du travail comme valeur. Le 1er mai c'est la fête du travail, la fête des travailleurs, et plus particulièrement des travailleurs en usine, la fête des prolétaires. Or le prolétariat n'est finalement qu'un avatar de l'esclavage : vendre sa force de travail à autrui en échange de moyens de subsistance.

Il semblerait donc que le travail du prolétaire soit un des piliers de la société capitaliste. Il suffirait alors de supprimer cette force de travail pour démanteler cette société.

Hélas, c'est loin d'être aussi simple.

La belle utopie anarchiste serait réalisée par la société capitaliste elle-même qui ne s'en porterait absolument pas plus mal. Simple question de vocabulaire. Nous rêvions d'abolition du travail. On parle aujourd'hui de dégraissage.

Norbert Wiener lance en 1948 (il y a cinquante ans) le mot et l'idée de cybernétique. Les robots petit à petit quittent les romans de science-fiction d'Isaac Asimov et colonisent notre quotidien. Le robot est-il devenu ce "véritable bienfaiteur" que l'on espérait à la fin des années cinquante ? Au départ, le robot devait nous faciliter la vie, faire à notre place les tâches les plus assommantes, les corvées, supprimer l'homme-machine. Et c'est en partie ce qu'il fait. Le Charlie Chaplin des temps modernes disparaît.

En même temps, comme c'était prévu, le secteur associatif se développe, les services publics se multiplient, les maisons de la culture fleurissent, les subsides de l'État inondent les asbl. Nous sommes dans les années soixante et septante. Soyez réalistes, demandez l'impossible. En ces temps-là, on l'obtenait. Une certaine image du socialisme se réalisait : la société se mettait à devenir plus juste et les esprits, plus libres.

Mais, à la fin des années septante, le dinosaure capitaliste se réveille : "la justice sociale coûte trop cher". Pour rester au pouvoir, les socialistes deviennent libéraux : la culture passe à la trappe et les services publics volent par la fenêtre. Tout doit être rentable, c'est le maître-mot du retour à la "loi de la jungle".

Les réflexions que je suis en train de faire n'ont évidemment rien des réflexions d'un spécialiste. Elles sont celles d'un homme ordinaire qui se réclame de l'anarchisme.

Avant d'aller plus loin il est peut-être utile de savoir ce que l'homme ordinaire en question entend par anarchisme. L'anarchisme a pour objectif la suppression de l'État et son remplacement par une organisation sociale autogérée. Le pouvoir de droit doit être remplacé par un pouvoir de compétence. En fonction de cette ou de ces compétences, l'exercice du pouvoir n'y est qu'occasionnel et toujours provisoire. C'est tout le contraire du désordre établi.

L'anarchiste de gauche, que je prétends être, constate, en cette fin de millénaire, que les idéaux utopistes qu'il avait, il y a 25 ou 30 ans d'ici, à savoir l'abolition du travail et la suppression de l'État en tant que pouvoir politique, idéaux pour lesquels ce naïf aurait donné sa vie, sont en train de se réaliser grâce à la société capitaliste qui semble atteindre les limites de la folie. Jadis la gauche s'occupait du social et la droite du secteur économique. Le social a disparu. L'économique disparaît. Reste un seul secteur : le secteur financier : le capitalisme est logique avec lui-même. L'ouroboros est là plus que jamais. Le serpent qui se mord la queue arrivera-t-il enfin à s'avaler lui-même ?

Mise hors-jeu du politique ; financiarisation de la société (Daniel Chantraine)

Une négociation réussie est celle où tous les acteurs ont le sentiment de gagner. Win/Win (gagnant/gagnant).

Cette idée est largement diffusée en micro-économie, dans tous les séminaires destinés à améliorer la compétitivité des entreprises en affinant, par exemple, les techniques de négociation.

Se souvient-on, cependant, que la compétitivité est une notion essentiellement relative. On est compétitif par rapport à un autre, qui ne l'est pas ou qui l'est moins. Le discours sur la compétitivité ne peut dès lors n'être qu'un discours Win/lose (gagnant/perdant). Un discours paradoxal, puisqu'il préconise une voie d'accès à un meilleur-être qui ne peut exister que par l'extension de mal-être, ailleurs.

Dans le monde du travail, la compétitivité salvatrice engendrera une nouvelle élite d'innovateurs, de scientifiques, de techniciens, d'informaticiens, d'intellectuels, d'enseignants, de consultants... de "manipulateurs d'abstraction". Cette élite, ce "capital humain", s'opposera de plus en plus à une masse croissante de travailleurs de

plus en plus insécurisés, de plus en plus hors-jeu.

En pleine phase avec le discours dit "politique" actuel, les consultants diffusent avec succès les techniques d'accroissement de la productivité, dont la dernière en date, le re-engineering, fait fureur.

Le re-engineering s'attaque essentiellement à la rationalisation des processus de production, à leur réorganisation, au raccourcissement des procédures. Il ne vise pas l'amélioration des machines et des techniques, qui est de toute façon supposée acquise, mais bien l'autre facteur de coût, le travail humain. Il ne vise pas les processus de fabrications d'objets, par des ouvriers, mais bien les "cols blancs", les administratifs, le secteur tertiaire.

Les quelques milliers d'emplois créés par ces manipulateurs d'abstraction pour eux-mêmes ont pour conséquence la destruction de centaines de milliers d'emplois dans tous les secteurs de l'économie. À titre d'exemple, Arthur Andersen Consulting Company, l'une des plus grandes entreprises de consultance en restructuration d'entreprises, estime que dans le seul secteur bancaire, secteur tertiaire par excellence, 30 à 40 % des emplois seront perdus dans les sept années à venir : le prix du progrès.

Cela se passe aussi près de chez nous. Une entreprise publique, d'une certaine efficacité, opérant dans le secteur financier, a été privatisée, il y a peu, par un gouvernement dit "de gauche". Un deuxième plan social vise à licencier, sur base volontaire, un millier d'employés et de cadres de plus de 45 ans, qui coûtent trop cher, pour les remplacer par 500 jeunes, payés aux barèmes d'il y a 20 ans, non inflaté.

Le système de valeurs du groupe, qui se veut toujours humain, puisqu'il préserve des possibilités d'emploi dans le futur et ce, dans un environnement de plus en plus soumis à la compétition, est d'une simplicité déconcertante. Il est concentré dans le Business Excellence Model : les unités du groupe doivent connaître une croissance du chiffre d'affaire de 10 % par an, et un Return On Equity, un rendement sur le capital financier détenu par les actionnaires, d'au moins 14 % net.

Colgate-Palmolive. Il y a plus ou moins quatre ans, l'usine des Hauts-Sarts, reconnue officiellement en difficulté, a été fermée. Titre de l'Écho, il y a quelques mois : Colgate-Palmolive Incorporated : bénéfices records.

Néo-libéralisme ? Capitalisme sauvage ?

Ces termes sont dépassés, en ce sens qu'ils font encore référence à une organisation de l'activité humaine.

Ce qui est d'actualité, c'est la financiarisation de l'économie. L'économique est prétexte, le politique, hors-jeu, juste bon à veiller à l'environnement adéquat au bon fonctionnement des financiers.

Les gains de productivité de la révolution technologique, du re-engineering sont utilisés prioritairement au renforcement des bénéfices des entreprises, au profit exclusif de l'élite émergente (les manipulateurs d'abstraction) et, surtout, des actionnaires et des financiers.

Les politiques, qui n'en sont pas à une perversion près, commencent à nous parler de capitalisme populaire, percolant ainsi l'idée que les actions des entreprises seraient largement réparties au sein de la population. Tout le monde peut dès lors bénéficier des bienfaits d'une économie financiarisée performante.

C'est oublier l'existence de fonds de pension.

Un fonds de pension est constitué en grande partie (entre 60 et 70 %) d'actions de différentes sociétés. Il a pour but initial de constituer des réserves pour payer les pensions extra-légales des employés d'une entreprise. But a priori louable.

Ces fonds de pension ont cependant largement dépassé ce but, vivent pour eux-mêmes, et ont acquis, au fil du temps, une puissance financière phénoménale. Leur rendement et leur développement sont directement liés au Return On Equity des sociétés qu'ils ont dans leur portefeuille. On peut dès lors comprendre l'importance de ce critère, et pourquoi on devient "excellent" lorsqu'on dépasse les 14 % de rendement net.

Les budgets des fonds de pension feraient pâlir d'envie bien des États. En Angleterre, par exemple, les fonds de pension détiennent actuellement 62 % de la capitalisation boursière de la place de Londres, une des places les plus importantes dans le monde.

Les fonds de pensions se regroupent. Il existe des fonds constitués non pas d'actions de sociétés, mais de parts dans des fonds de pension. Ce sont des fonds de fonds de pension : les hedge funds. But : exclusivement financier. Les maîtres du monde sont parmi leurs administrateurs.

Par un effet de percolation, nous prêchons, inconsciemment, leur système de valeurs, lorsque nous parlons de survie économique, de compétitivité, de productivité, de réduction du coût salarial, lorsque nous re-engineerons. Mais aussi lorsque nous marchons pour l'emploi, rassurant ainsi le monde financier sur l'existence d'une armée de réserve, qui peut faire baisser le coût du travail. Le politique se chargera de créer l'environnement adéquat.

Marchons pour l'emploi, dont il faut réduire le coût.

Marchons dans le jeu des financiers.

Marchons pour le bien-être des fonds de pension.

Finalement, marcher, ça occupe. Les fonds de pension s'en portent bien. La richesse restera chez eux.

Win/lose.

Combattre la crise en réhabilitant l'Utopie (Luc Cornet)

Pour introduire un instant de réflexion sur la gauche et la droite, qui n'ont peut-être pas aussi disparu qu'on veut nous le faire croire, je rappellerai cette définition qui frôle l'évidence : le capitalisme, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme, et le socialisme, c'est tout le contraire.

J'attribuerai à la droite, dont l'objectif premier et avoué, est de "faire des sous", et j'emploie à dessein cette expression simpliste pour désigner une fois encore le déclin du système économique face au secteur financier, je lui attribuerai la recherche de l'efficacité et un grand déploiement d'énergie dans le court terme. Quant à la gauche, nous lui accorderons de ne pas reculer devant l'utopie et de grouper ses énergies dans la réflexion sur le long terme.

Vous accepterez peut-être qu'il n'est pas impossible de définir un projet de société en utilisant à la fois la réflexion sur le court et le long terme.

La réflexion que je fais est celle-ci : j'ai l'impression que notre société est malade d'avoir perdu sa capacité de concevoir un projet à long terme. Notre société est malade d'avoir perdu son utopie. On se dit souvent : Où sont passées notre créativité, notre audace, notre imagination ? Elles ont disparu avec notre sens de l'utopie. L'utopie,

c'est voir (loin ?) dans l'avenir. C'est imaginer le monde que nous aimerions pour nos petits-enfants. L'avenir est arborescent, c'est la multitude des branches qui sont à la porte du présent.

De quoi demain sera-t-il fait ? Nous n'en savons rien.

Alors à quoi sert l'utopie ? Simplement à ne pas laisser notre imagination s'endormir.

Si nous croyons, si nous voulons que le monde de demain soit plus humain, il a probablement plus de chance de le devenir.

Nous avons parfois l'impression que le présent ou le futur immédiat, le court terme, va dans tous les sens ; c'est que "faire des sous" est un idéal un peu maigrelet, une raison de vivre qui s'essouffle vite.

Ici, nous retrouvons une autre fonction de l'utopie. Si nous avons un projet de société, si nous savons quel monde nous voulons construire, alors nous savons quoi faire aujourd'hui pour jeter les bases de ce monde, on peut à nouveau se servir d'une boussole dans l'affolement du court terme.

Ainsi l'utopie qui mérite parfaitement son nom, l'utopie qui est sûre qu'elle ne verra jamais le jour parce que, parmi les multiples branches du futur, parmi les multiples possibles, celui qui arrivera, c'est généralement celui auquel personne n'aura pensé ; ainsi l'utopie trouve sa principale fonction dans l'exercice de la créativité qui éclaire le présent et lui insuffle l'énergie nécessaire pour quitter le petit projet mesquin.

"Faire des sous", il y a franchement mieux à faire. Et ce mieux à faire, c'est construire le monde d'aujourd'hui, c'est préparer la société de demain. Je vous entends ricaner et à juste titre. C'est un projet charmant, sans aucune originalité. Ce qu'il nous faut, direz-vous, ce sont les moyens pour ce faire.

Et j'entends certaine voix : On dirait le sermon de la messe de onze heures dans une paroisse ouvrière.

C'est vrai que ce n'est pas facile d'être crédible quand on fait dans les bons sentiments.

Mais revenons sur terre. Le capitalisme nous dit : la seule chose intéressante dans la vie, c'est "faire des sous". Si nous cherchons autre chose et tâchons de mettre un projet sur pied, on nous répond : il n'y a pas de sous. Pourquoi ? Parce que c'est la crise.

Voilà une notion très importante. La crise est indispensable au capitalisme. Si nous jetons un coup d'œil derrière nous, nous constatons que nous sommes perpétuellement en crise. La crise est nécessaire ne serait-ce que pour créer un discours et un état d'esprit défaitistes. On nous rééduque de façon permanente par un discours pessimiste en ce qui concerne le court terme et, lorsqu'on évoque le long terme, alors ce discours se fait apocalyptique.

L'individu perd son énergie et laisse faire. Il est trop content de se serrer si peu la ceinture puisque le pire est à venir. Nous perdons le contrôle des moyens de production et surtout le contrôle de l'affectation des ressources. Nous pensons que le monde est devenu pauvre, alors qu'il n'a jamais été aussi riche. Nous devons absolument nous convaincre de ceci : nous avons les moyens de réhabiliter l'utopie !

Vers la semaine de vingt heures (Daniel Chantraine)

« Nous avons fini de dîner. En face de moi, mon ami le banquier, grand commerçant

et accapareur notable, fumait comme quelqu'un qui ne pense pas. La conversation qui s'était alanguie peu à peu, gisait entre nous, morte. J'essayai de la ranimer, au hasard, en faisant appel à la première idée qui me passa par la tête. Je me tournai vers lui, en souriant.

- C'est vrai : on m'a dit qu'autrefois vous avez été anarchiste.

- Je ne l'ai pas été : Je le suis toujours. À cet égard je n'ai pas changé. Je suis anarchiste ».

Et Fernando Pessoa, dans son livre *Le banquier anarchiste*, d'en faire la démonstration.

Anarchiste intelligent et anarchiste en pratique, pas comme les poseurs de bombes et les syndicats, qui ne sont anarchistes qu'en théorie, et, dit-il... stupides.

Pessoa parle d'un anarchiste comme d'un révolté contre l'injustice des inégalités sociales à la naissance. Son rôle, c'est de détruire les fictions sociales, parce que ce sont des fictions, pour créer de la liberté future, sans, pour autant, induire de la tyrannie nouvelle.

En être cohérent, le banquier anarchiste s'attache à détruire la principale fiction sociale, l'argent, en la soumettant, en l'accaparant, en s'y rendant supérieur.

Soyons anarchistes intelligents, et attaquons-nous à cette autre fiction sociale : la nécessité de travailler.

Soumettons-la aux fins de créer des libertés nouvelles plutôt que d'attendre que les financiers la détruisent en ajoutant de la tyrannie.

Car il s'agit bien de cela : le travail se détruit, c'est inéluctable, mais pas nécessairement gênant. Il est détruit par la logique actuelle, mais, et ceci est gênant, cette logique ne propose en alternative non pas de la liberté, mais de l'oisiveté forcée, avec son cortège de désespoir, d'exclusion, de délinquance.

Les politiques, qui sont chargés de mettre en place l'environnement adéquat au bon développement des financiers, suivis par les syndicats, qui doivent revendiquer, exhibent une créativité époustouflante.

35 heures payées 39. Réduction du temps de travail à 36 heures, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire. Semaine de 32 heures. Et autres slogans trompeurs et "pactes sociaux", appréciés par l'armée de réserve, que l'on distrait.

Même l'éditorialiste du magazine du monde des affaires *Trends-Tendances* se marre poliment et estime que ces revendications relèvent de l'archéologie sociale.

Un coup d'œil sur les bilans sociaux de nos entreprises et sur les heures réellement prestées, sur base d'une année de 48 semaines.

Unilever affiche 33,2 heures par semaine en équivalent temps-plein. Agfa-Geevart, 32. Volvo-Europe, 31. Cockerill-Sambre, 29,7.

En 1932, aux États-Unis, le sénateur Black proposa au Sénat une loi pour la semaine de trente heures, seule méthode concrète et envisageable pour résoudre la question de l'emploi. Loi votée par le Sénat en 1933, mais sabordée par Roosevelt qui convainquit le Congrès et les syndicats de troquer la loi Black contre une loi sur la relance industrielle, qui garantissait aux travailleurs le droit de coalition et de négociation collective avec leurs employeurs, vieille revendication syndicale.

En 1997, le Ministre belge de l'emploi et du travail (voilà un maroquin qui devrait disparaître) ne propose rien de mieux que le travail à temps partiel, l'interruption de carrière, la pré-pension à mi-temps, la réduction du temps de travail à 32 heures.

Maintien de l'oisiveté forcée. Absence de réflexion sur la finalité de la société.

Superbe imagination.

Copie conforme du modèle hollandais, qui crée bien plus d'emplois que d'autres. Dont les trois quart à temps partiel, sur fond de modération salariale drastique (les salaires

n'ont plus été indexés depuis 1973), de privatisation de la Sécu, de réduction des charges et dépenses publiques, mais avec des fonds de pension qui permettent d'assurer un ancrage hollandais. Air connu.

Se préoccupe-t-on vraiment ainsi d'un système social et d'un système de valeurs où l'oisiveté forcée ferait place aux activités créatrices ? Augmente-t-on vraiment la liberté future ?

Inspirons-nous quelque peu de cette réflexion de Marcuse :

« Puisque la longueur de la journée de travail est l'un des principaux facteurs répressifs imposé au principe de plaisir par le principe de la réalité, sa réduction est la première condition préalable à la liberté ».

On ne peut décentement descendre dans la rue que pour exiger une semaine de, tout au plus, 20 heures, que pour imposer une autre répartition des bénéfices liés aux gains de productivité, que pour un autre modèle d'allocation des revenus, que pour un autre contrat social, une autre valorisation de l'existence... certainement pas pour exiger que l'on crée de l'emploi.

« La main qui caresse est aussi la main qui crée. Elle est l'enfance d'un style de vie où s'abolit le geste prédateur de la main au travail » (Raoul Vanheighem).

Réforme totale du système éducatif (Luc Cornet)

Dans Le Soir du 23 août 1997, sous la plume d'Ève Calingaert, nous pouvons lire ceci : « D'après une étude de Paul Ray, constituée d'une série d'enquêtes menées à plusieurs années de distance aux États-Unis, il apparaît que 24 % d'Américains redécouvrent les valeurs de la solidarité, de la communauté, du respect de la nature, de la créativité, de l'évolution personnelle, de l'engagement éthique, voire de la spiritualité. L'enquête les surnomme les "créatifs culturels" parce qu'ils sont en train de créer une culture adaptée aux changements perçus au sein de la société. L'importance de ces changements ? Selon Paul Ray, l'époque est comparable à celle de la Renaissance. L'ampleur de ce pourcentage d'Américains surprend. En effet, la plupart de ces "créatifs culturels" se sentaient isolés et minoritaires. C'est d'ailleurs ce que les médias laissent souvent entendre... Or, ces "créatifs culturels" forment presque le quart de la population, une personne sur quatre. La leçon de cette enquête ? Le changement de culture est beaucoup plus avancé qu'on ne le croyait... ».

Nous voici donc revenus au cœur du débat : que faire ?

Une partie de la réponse, petite peut-être, je n'en sais rien, mais une partie quand même, se trouve dans la réflexion sur les valeurs que nous voulons transmettre. Le temps est sans doute venu d'une réforme en profondeur de l'éducation.

On peut se demander s'il est bien raisonnable que celle-ci dépende d'un ministère. La remarque faite il y a un instant à propos des syndicats est valable pour l'école. La formation des enfants et des adolescents y est un but franchement secondaire. Ce qui compte avant tout, c'est l'école elle-même. L'énergie dépensée par le système éducatif l'est d'abord pour sa survie.

On entend quelquefois dire par l'un ou l'autre professeur, surveillant, secrétaire, l'horrible boutade suivante : L'école, c'est vraiment bien, dommage qu'il y a les élèves.

Pour tourner sur lui-même, le système scolaire n'a surtout pas besoin de créativité. La créativité inquiète et dérange. L'imagination au pouvoir terrorise l'école. C'est pourquoi je propose de supprimer l'école, la plupart des enseignants et le ministère de l'éducation. Avec les économies réalisées on assécherait la dette publique et nous voici partis vers le bonheur.

Et l'éducation alors ?

Arnould Clause dit que nous sommes la première génération à ne pas savoir ce dont nos enfants et nos petits-enfants auront besoin. Et de refaire la bonne vieille distinction : savoir, savoir-faire, savoir-être. Le savoir, la sacro-sainte "matière", l'a toujours emporté sur le savoir-faire, relégué dans les secteurs plus ou moins méprisés de technique et de professionnelle. Quant au savoir-être, on n'a pas le temps de s'en occuper, on n'est pas formé pour ça, on l'apprend juste un petit peu en maternelle.

Le savoir-être, c'est le développement personnel, la gestion des crises et des conflits, la capacité d'équilibre et de bonheur, objectifs affectifs fort peu présents dans l'école telle que je l'ai connue.

Un des savoir-faire les plus importants face au savoir-matière, c'est : comment acquérir le plus rapidement possible les connaissances dont j'ai besoin pour réaliser tel projet ?

L'école, telle que je l'imagine, est un lieu de rencontre et certainement pas un lieu d'évaluation. Son objectif est la réalisation de projets, personnels ou collectifs, à travers lesquels enfants et adultes s'éduqueront. Tout est décloisonné, on va chercher le savoir dont on a besoin là où il se trouve, dans cette ville ou dans une autre, dans ce pays ou dans un autre, auprès de celui ou de celle qui possède les clefs de ce savoir.

Ici se place une fonction que j'appellerai, faute de mieux, le "monitorat". Celui qui sait enseigne à celui qui ne sait pas. J'y tiens énormément parce que cette structure permet de mettre en valeur la richesse de la solidarité face à l'esprit de compétition développé par le système capitaliste. Ainsi, je conçois très bien qu'un enfant de 11 ans apprenne à lire et à écrire à un enfant de 5 ou 6 ans.

La fonction d'enseignant est alors remise en cause. Comme le dit la boutade : Quand on sait faire quelque chose, on le fait. Quand on ne sait pas faire quelque chose, on enseigne comment le faire. Quand on ne sait pas enseigner comment le faire, on enseigne comment on doit enseigner.

Ce qui sous-entend qu'un certain nombre d'enseignants ne servent pas à grand chose. On évitera aussi d'enseigner aux enfants ce qu'ils savent déjà et ainsi, on gagnera beaucoup de temps.

Enseigneront ceux qui seront capable d'apporter des réponses, d'apporter des solutions aux problèmes posés, d'aider à la réalisation des projets.

Je pourrais encore discourir longtemps sur ce sujet, mais ici, comme dans toute utopie, l'essentiel n'est pas d'avoir raison mais d'ouvrir des portes, de rendre possible des expériences nouvelles, essayer de nouveaux comportements, tester de nouvelles valeurs, découvrir que quand on fait quelque chose avec plaisir, on n'appelle plus ça "travailler".

**Le non-marchand,
base du nouveau contrat social**

(Daniel Chantraine)

L'oisiveté non forcée de mon comparse, Luc Cornet, et de moi-même nous a permis d'assister aux concerts du Jazz au Chardon (ex-Jazz aux pyramides, ex-Jazz au château). Un tubiste, c'est-à-dire un joueur de tuba, nous a envoûtés. Quoi de plus ingrat que cet instrument de fanfare. Pourtant, ce tubiste nous a fait un jeu d'une variété, d'une richesse exceptionnelle. Un sentiment de réjouissance a plané.

Il est encore possible, dans notre société, qu'un homme, le tubiste en l'occurrence, consacre une part importante de son existence à une activité complètement dérisoire, économiquement parlant, à tenter de sortir des sons inattendus d'un instrument barbare, et ce, manifestement, dans le seul but de se faire plaisir et de procurer à une poignée d'auditeurs un moment de bonheur.

Et d'en vivre.

L'existence d'une élite, d'un "capital humain", défini par certains en termes d'identificateurs de problèmes, des résolveurs de problèmes et des courtiers stratèges, est probablement nécessaire au fonctionnement d'une économie.

Mais une activité non-marchande, artistique, sociale, éducative, associative ne serait-elle pas indispensable au développement d'une société humaine ?

L'utopie technologique peut libérer l'homme du travail classique, peut limiter sa contribution en temps à, disons, 20 heures par semaine.

L'utopie sociale serait de reformuler et de mettre en œuvre un nouveau contrat social, basé, entre autres et par exemple, sur le développement du tiers secteur, du non-marchand.

Porter une attention à l'autre est une alternative aux formes traditionnelles du travail. Le développement d'asbl, dans les domaines de l'entraide sociale ou médicale, du développement artistique et culturel, de l'enseignement (la nouvelle éducation), du jeu peut contribuer à rapprocher les hommes et à donner un autre sens que ce que donne l'oisiveté forcée ou l'exclusion.

Il me semble grand temps que l'on change la perception du travail, des revenus liés au travail, de l'identité induite par le travail.

L'homme a le droit à l'existence et à l'épanouissement par le simple fait qu'il existe et non pas parce qu'il contribue à enrichir, par exemple, les fonds de pension. Il a dès lors droit à un revenu qui l'autorise à vivre décemment, revenu qui prendra la forme d'une allocation universelle, d'un impôt négatif ou... d'un salaire.

Corrolairement, la notion de chômage doit disparaître. Tout homme doit pouvoir décider d'allouer son temps à une activité de son choix, qu'elle soit marchande, sous la forme du travail au sens classique, non-marchande, sous la forme d'un engagement social ou d'un bénévolat fiscalement encouragé dans des activités socialement utiles, ou encore, sous une forme ludique (ne rien faire)

Financièrement utopique, direz-vous.

Tobin, prix Nobel d'économie, a proposé, en 1983, l'instauration d'une taxe d'un demi pour-cent sur les transactions financières, dont les fonds de pension sont si friands. Cette taxe, qui ne perturberait pas outrageusement le fonctionnement de l'économie, rapporterait plusieurs dizaines de milliards de dollars par an. De quoi réduire significativement la pauvreté dans le monde.

Plus localement, les entreprises peuvent contribuer au développement de l'économie sociale par un prélèvement sur leur valeur ajoutée.

Ce à quoi s'ajoute le budget alloué au paiement des allocations de chômage et celui alloué à l'éducation.

Le but n'est pas ici de démontrer comment cela peut être financé. On sait que la richesse existe. Ce que nous voulons suggérer, c'est que le développement du tiers secteur, de l'économie sociale, est une alternative de qualité. L'avenir de notre société, si on souhaite qu'elle conserve un caractère humaniste, passe par ce nouveau contrat social minimum.

Le rôle de l'État peut se limiter à la création d'un environnement adéquat au bon fonctionnement du monde financier, et stimuler la croissance du Produit Intérieur Brut, comme c'est le cas actuellement, ou revenir à la création d'un environnement favorable au citoyen et mesurer son progrès par un Indicateur de Développement Humain.

Dans le premier cas, il construira des prisons, dans l'autre il financera des formes de travail alternatif dans le tiers secteur.

Une seule valeur : le plaisir (Luc Cornet)

Dans la société libertaire et utopique que je me plais à imaginer, l'avoir ne l'emportera plus sur l'être, le paraître ne l'emportera plus sur l'être, le faire ne l'emportera plus sur l'être.

Pour illustrer ce propos, je vous dirai la petite histoire que voici, extraite de Paroles de Paresse :

« C'est l'histoire d'un homme d'affaires qui est en vacances en Inde. Sur la grève, il voit un pêcheur qui revient avec un poisson. Il admire sa prise et lui dit :

- C'est le bonheur. Tu retournes en chercher ? Je vais avec toi. Il faut que tu m'expliques comment tu pêches.

- Retourner en chercher !... mais pour quoi faire ? demande le pêcheur.

- Mais parce que tu en auras plus, répond l'homme d'affaires.

- Mais pour quoi faire ?

- Parce que, quand tu en auras plus, tu en revendras.

- Mais pour quoi faire ?

- Parce que, quand tu l'auras vendu, tu auras de l'argent.

- Mais pour quoi faire ?

- Parce que tu pourras t'acheter un petit bateau.

- Mais pour quoi faire ?

- Eh bien, avec ton petit bateau, tu pourras avoir plus de poissons.

- Mais pour quoi faire ?

- Eh bien, tu pourras prendre des ouvriers.

- Mais pour quoi faire ?

- Ils travailleront pour toi.

- Mais pour quoi faire ?

- Tu deviendras riche.

- Mais pour quoi faire ?

- Tu pourras te reposer.

Le pêcheur lui dit alors :

- Mais c'est ce que je vais faire tout de suite ».

Ne peut-on pas imaginer un monde dominé par l'esprit ludique ? L'enfant le croit spontanément : pendant que l'adulte travaille, l'enfant joue. Mais, nous disent les

psychanalystes, l'enfance est déterminée par le principe de plaisir. Devenir grand, c'est découvrir le principe de réalité. Et, comme on nous l'a si souvent répété : la vie n'est pas faite que de plaisir, elle se déroule dans cette "vallée de larmes".

Et si les psychanalystes et les parents se trompaient ? Si la seule réalité qui vaille la peine de nous faire lever le matin était le plaisir ?

Le mot travail n'existe pas en grec, écrit Joseph Delteil. Il n'y a que le mot agir, faire : faire l'amour, faire la sieste.

Jean-Philippe Toussaint, quant à lui, a décidé de ne plus regarder la télévision parce qu'elle l'empêche de ne rien faire. Ne rien faire, écrit-il, contrairement à ce que l'on pourrait imaginer un peu vite, exige méthode et discipline, ouverture d'esprit et concentration.

L'inactivité, loin de lui peser, l'occupe à temps plein : « Par ne rien faire, j'entends ne rien faire d'irréfléchi ou de contraint, ne rien faire de guidé par l'habitude ou la paresse. Par ne rien faire, j'entends ne faire que l'essentiel, penser, lire, écouter de la musique, faire l'amour, me promener, aller à la piscine, cueillir des champignons ».

J'ajouterai à cette liste d'activités propres à meubler le "rien faire", plancher sur l'abolition du travail, parcourir les canaux de Bourgogne en péniche à 6 km/h et bien sûr, se cuisiner les plats les plus fins et boire les vins les plus radieux.

Synthèse en trois pieux (Daniel Chantraine)

Un petit résumé avant la chute du cadre ? Un résumé en trois pieux.

- Premier pieu. La mondialisation de l'économie est un leurre. La croissance salvatrice en est un autre. Ils détournent l'attention du vrai danger qui est la financiarisation de la société à l'échelle planétaire. Ce constat nous a amenés à définir d'autres critères d'allocation des richesses que le travail, qui doit être aboli.

- Deuxième pieu. Stop à la percolation : un autre discours, s'il vous plaît. Les moyens existent pour sortir de la voie unique dont on nous rebat les oreilles. L'utopie, la vision à long terme, le champ des possibles, doivent être réhabilités.

- Troisième pieu. L'État politique comme nous le connaissons a fait son temps. L'État, s'il doit subsister, ne peut être qu'un service public. Il s'agit maintenant d'instaurer une économie sociale. Une autre éducation est nécessaire de même qu'une autre définition des moyens d'existence.

Il est temps de laisser tomber les œillères : devant nous, l'an 2000, quelques heures nous séparent.

« Devant nous l'an 2000. Quelques heures nous séparent. N'en parlez pas, m'a-t-on dit. Et pourtant ce silence a comme un balancement maudit qui vous met la pendule à l'heure. C'est le moment, c'est pas trop tôt pour parler des troisièmes couteaux. Ils ne font rien, ils se situent. Ils sont consultants ambigus des hydres multinationales. Pas de nom, que des initiales. Ils ont de grands ordinateurs. Poules de luxe, homme de paille. Requins, banquiers, simples canailles. Pas de nom et pas de photo, leurs sociétés sont étrangères. Plus compliqué est le réseau qui les relie à leurs affaires. Il était grand, il était beau. Il sentait bon son lugano, mon gestionnaire ». (Bernard Lavilliers, Troisième couteau)

Mon gestionnaire, jeune cadre dynamique. Fringue de chez Smalto. Mais, à propos, comment prépare-t-on un cadre ? Dans son Discours sur le fils de pute, Alberto

Pimenta nous propose ceci...

La chute du cadre

« L'époque où il fallait se rendre dans des réserves spécialisées pour se procurer de la viande de cadre est révolue. Ils sont loin les safaris à Wall Street, les chasses à La Défense, les longues traques au petit matin dans les quartiers de la Bourse. Contrairement à la loi commune d'extinction des espèces, le cadre, en quelques décennies, s'est reproduit très largement et a envahi à peu près tous les recoins de nos régions occidentales. La chasse perd du coup de sa saveur, de son goût d'exception, mais elle devient accessible au plus grand nombre.

Si le cadre n'est pas très courageux, il est plus sage de l'isoler des troupeaux de chiens de garde qu'il a créés à son image et dont le seul rôle est de le protéger. La chasse peut être solitaire, mais il est plus divertissant d'attraper dix cadres à dix.

Une fois capturé, le cadre commencera à manifester de l'angoisse ; n'essayez surtout pas de l'en dissuader, la viande doit garder le goût des inquiétudes autoritaires que le cadre aime à répandre autour de lui. Bien au contraire, torturez-le pendant vingt-quatre heures et conservez-le ainsi dans la plus cruelle expectative. L'essentiel de cette recette consiste à ce que la chair ne s'attendrisse pas, elle perdrait le peu de saveur qu'elle révèle naturellement.

Faites-le pleurer abondamment et réservez ce liquide trouble.

Débarrassez-le ensuite de ses habits, de ses billets, papiers d'identité, formulaires divers, puces électroniques et télécommandes.

Fendez-le en deux, depuis le cou jusqu'au fessier, parez les deux membres inférieurs. Videz complètement le cadre et pratiquez une petite entaille sous la tête afin de ne rien laisser à l'intérieur : tout y est mauvais.

Mettez ensuite ces pièces à rôtir pendant trente minutes en ayant soin de ne perdre aucune des graisses surtout brûlées. Dans une cocotte, placez la viande, peu d'oignons, peu de légumes, beaucoup de sel et de poivre, du piment à volonté. Il est conseillé d'ajouter du colorant, bleu jaune ou vert, c'est selon.

Mouillez le cadre en morceaux de ses larmes que vous avez réservées, ajoutez les graisses froides et laissez cuire pendant six heures si la bête était grosse, sinon cinq heures suffisent en général pour venir à bout de la sécheresse des tissus.

En fin de cuisson, ajoutez encore beaucoup de sel et de poivre. Sortez la viande, elle doit se détacher des os sans opposer aucune résistance. Passez-la au robot, cela lui rappellera le bon vieux temps. Vous obtiendrez ainsi un hachis qui convient parfaitement aux genres de préparation dont le cadre raffolait : hamburgers de toutes sortes.

Servez dans de beaux draps.

Sifflez votre chien, sa pâtée est prête ».

(Extrait du Discours sur le fils de pute d'Alberto Pimenta).

Luc Cornet
Daniel Chantraine

Réfractions

et

Les temps maudits

Le foisonnement d'initiatives libertaires actuelles se traduit aussi par la publication de revues, certaines nouvelles, exigeantes en qualité tant au point de vue du contenu que du contenant. La revue théorique de la CNT française vient de faire paraître son deuxième numéro des **Temps maudits tandis que **Réfractions** sort sa première livraison.**

Réfractions

La plus luxueuse, par sa présentation très soignée, parmi la nouvelle génération des revues théoriques libertaires, est le numéro un de Réfractions, recherches et expressions anarchistes (200p., 80Ff, hiver 97/98). Basée à Lyon, cette revue a pour directeur de publication Jean-Jacques Gandini et participe, pour partie d'entre elle, aux éditions ACL qui constituent, depuis plusieurs années, un riche catalogue dont nous avons déjà parlé ici. Voici comment l'équipe de Réfractions se présente elle même dans son édito original.

Réfractions naît à un moment où les anarchistes occupent de nouveau la rue, ainsi que l'ont signalé, à plusieurs reprises, des journalistes incrédules. En effet, depuis quelques années, les drapeaux noirs, les drapeaux rouge et noir, les banderoles aux slogans libertaires ont jailli, allumant les regards des passants, éveillant l'intérêt lors des manifestations. De plus, quantité de livres traitant de l'anarchisme avec plus ou moins d'objectivité, de pertinence et de capacité critique, mais toujours passionnés, sont apparus à la devanture des librairies. Les libertaires eux-mêmes, en quelques oasis préservées, ont réussi à produire, à fabriquer, à éditer des ouvrages d'importance non négligeable, mais aussi des brochures, des vidéos et des films qu'ils diffusent vaillamment. De nouvelles revues, des journaux sont nés... Depuis longtemps, s'exprimait le désir de publier une revue de réflexion critique, une revue théorique largement ouverte à tout questionnement anarchiste et qui aurait pour ambition à la fois le politique, le social et le culturel. Le relatif succès du colloque de Grenoble de mars 1996 sur la "Culture libertaire" transforma ce désir en besoin, ce besoin en nécessité. Nécessité d'approfondir des questions de plus en plus posées à l'intérieur du mouvement libertaire, à savoir si nos instruments d'analyse, nos paradigmes, nos principes, nos objectifs, etc, correspondaient encore à ce que nous sommes, à ce que nous voulons être. Nécessité qui vient du constat que l'anarchisme social, philosophique, psychologique, scientifique, militant, que l'anarchisme à la hauteur de

l'individu, de l'être humain tout simplement, ne peut plus se contenter de se ressourcer à des œuvres qui datent, ne peut plus se nourrir de fonds de tiroirs. Ce constat fait depuis une vingtaine d'années, on a, depuis, assisté à un renouvellement de la pensée libertaire en plusieurs domaines, et ce avec la volonté de ne pas se laisser aller à la nostalgie d'un passé

héroïque. De nouvelles analyses politiques, sociologiques, philosophiques, anthropologiques, etc. ont été proposées. Des chercheurs libertaires ont pu, au travers de leurs travaux, ouvrir la voie à ce renouvellement d'une culture qui, en fin de compte, n'a rien à envier aux autres courants de pensée, dominants ou marginaux, quels qu'ils soient. C'est à partir du constat de cette polyphonie de voix libertaires qui s'exprimait enfin que s'est constitué un réseau informel, réseau qui a dégagé des énergies multiples, des intérêts divers, des préoccupations divergentes, réseau qui s'est mis en mouvement, réseau qui a voulu réunir ce qui était dispersé. Après quelques réunions, quelques palabres animées, quelques tâtonnements, mais aussi des difficultés d'organisation, l'objet-revue a fini par se concrétiser, et nous sommes maintenant en mesure de travailler sur les questions qui peuvent agiter les anarchistes d'aujourd'hui, à l'aube du troisième millénaire. Nous n'avons pas fait d'étude de marché pour savoir à qui pourrait s'adresser le produit que nous mettons en route. C'est d'abord, pour nous, un outil de travail pour développer une culture qui est la nôtre. Notre but, en touchant le plus grand nombre, c'est d'ouvrir tous les champs du possible et de l'impossible. Sans complaisance idéologique aucune, nous veillerons donc à la remise en cause constante de la réalité du monde que l'on veut nous faire accepter, mais aussi à la remise en question de nous-mêmes quand nous traînons dans un passé dépassé. Notre but, c'est d'être prêts, de façon libertaire, à participer aux transformations sociales à venir. Dans la mesure du possible, la revue sera préparée collectivement par des discussions préalables lors de réunions de travail. Ce numéro un de Réfractations - et en cela il est révélateur de nos difficultés - n'est pas à proprement parlé né de cette dynamique que nous essayons de mettre en place. Les participants sont pourtant, pour la plupart, acteurs du réseau dont nous parlions plus haut. Ronald Creagh s'en explique plus loin. Si une revue sans lecteurs n'a pas de sens, une revue sans lecteurs qui participent pleinement à ses activités n'a pas lieu d'être. Nous en appelons donc à toutes contributions intellectuelles, artistiques, etc. Les Amis de Réfractations.

Une revue très ambitieuse donc, qui réussit là admirablement son pari d'ouverture et de cohérence alliées à une grande qualité intellectuelle et rédactionnelle. De quoi se remplir les cases du cerveau avec le sommaire suivant : Expérience libertaire du projet technologique - Hygiène publique, santé et sexualité : quelques concepts anarchistes - Calligraphie et pouvoir - Pour une critique littéraire libertaire - L'école et la barricade - La science anarchiste - L'Anarchisme et la rationalité du quotidien - L'illusion démocratique - Au-delà de la démocratie - La centralité dans les origines de l'imaginaire occidental - Anarchie et anomie - La civilisation et son centre: à la découverte d'une écologie sociale de l'imaginaire - La chronique, les livres... Longue vie à Réfractations.

Les Amis de Réfractations
BP 33, 69571 Dardilly Cedex

Les Temps maudits

Dans son numéro 2 (95p., 30Ff), la revue théorique de la CNT française Les Temps maudits, revient sur une question centrale, à savoir... Crise du travail ou crise du capital ?

Une offensive idéologique à grande échelle submerge le monde de l'édition et des médias sur la "fin du travail" et donc de délicieux frissons à une armada de théoriciens persuadés d'avoir découvert quelque chose de nouveau et enchantés d'avoir un sujet à se mettre sous la dent qu'ils ont parfois fort longue. Malheureusement pour eux, la tendance du capitalisme à se débarrasser du travail - sans jamais y parvenir - est un phénomène fort ancien, décrit par Proudhon en... 1846, dans le "Système des contradictions économiques". Il y déclare ironiquement que le capitaliste cherche à se débarrasser de "l'oppression du travail", mais que c'est un peu comme si l'État cherchait à se débarrasser de l'oppression de l'impôt...

L'article, fort bien documenté, est suivi d'un texte traitant de la Collusion terminologique et sémantique et la falsification idéologique écrit par Marc Chatellier et qui a provoqué quelques remous dans le comité de rédaction des Temps maudits. Ensuite, la militante anarcho syndicaliste et féministe, adhérente à la CGT, Élisabeth Claude, nous dit Comment parler du travail des femmes.

Plus loin, un autre article est titré : Nous ne voulons plus perdre notre vie à la gagner !. De toutes parts, on entend, comme seule réponse au chômage, la volonté de remettre tout le monde au boulot ! Celui-ci serait source de dignité, justifierait notre place dans la société, redonnerait sens à notre vie, etc. Exit de débat sur l'aliénation engendrée par le travail ; bref le travail devient la panacée, le moyen de lutter contre l'exclusion. En fait, il devient un but en soi alors qu'il ne devrait être qu'un moyen pour satisfaire nos besoins et nos désirs : une activité sociale parmi d'autres, comme celle de militer, de participer à la vie d'une association..."

Sont également évoqués les Réalités et problèmes du syndicalisme de base en Italie et la Misère au cœur de la culture : histoire de vacataires au Centre Georges Pompidou.

Un essai transformé pour cette nouvelle revue théorique anarcho-syndicaliste qui prend déjà son rythme de croisière.

Les Temps maudits
BP 72, 33038 Bordeaux Cedex

Franck Thiriot

ANARCHISME - ALTERNATIVE LIBERTAIRE 207 / JUIN 1998

L'anarchie : un idéal de société

Étymologiquement, l'anarchie est une absence d'autorité. Ce n'est pas le désordre comme la plupart de nos contemporains semblent l'entendre.

Le glissement de signification a probablement été provoqué par l'aspect "irréalisable" d'une société sans dirigeants. L'homme a cette aptitude insurmontable d'ignorer ce qui paraît impossible. Et puis, un idéal, une utopie, qui s'en soucie encore ?

Les théories sociales ont démontré à suffisance que la cohésion d'un groupe et sa subsistance dépendaient de la communauté des buts.

En outre, la méconnaissance de l'utilité pratique des idéaux, voire des utopies, positionne l'homme dans un drame qui fait tache d'huile dans toutes les couches sociales. La drogue, la délinquance, la corruption, le chômage, le quart monde, l'éclatement des familles sont autant de manifestations du malaise général. Les déclarations de nombre de personnalités soulignent à souhait le manque d'idéal dans la jeunesse actuelle et dans la société.

Malheureusement, personne n'explique à quoi sert un idéal. Pourquoi, en effet, puisqu'on ne l'atteindra jamais ou rarement. Ceux qui pensent cela mettent en réalité le doigt sur la principale qualité d'un idéal. Plus il est inaccessible, plus il est intéressant pour la survie d'un groupe et plus il a de chance de correspondre à une communauté de but.

En effet, l'idée choisie comme but a cette propriété d'installer une tension entre la réalité et ce qui devrait être. C'est grâce à cette tension que l'on trouve des héros, des gens hors du commun. Ces personnes sont capables de déployer une énergie extraordinaire pour avancer vers leur objectif. Dans la confusion du monde actuel, elles regardent vers l'idéal et s'en servent comme point de référence. L'homme qui perd ses rêves est un homme mort. Plus rien ne le motive pour entreprendre quoi que ce soit.

L'anarchie est sans aucun doute le plus beau rêve de l'humanité car l'absence d'autorité suppose que chaque être ait un niveau de responsabilité suffisant pour s'en passer. Nous imaginons donc aisément que le terroriste anarchiste est un non sens puisqu'il justifie la raison d'être de l'autorité et des prisons.

Par ailleurs, quel dirigeant mettra en œuvre les moyens de rendre à l'homme plus de responsabilité, plus d'autodétermination ? Qui fera en sorte que les habitants d'une zone s'entendent pour réparer les routes, s'occuper de la voirie, distribuer le courrier, transmettre des informations vitales et aider les malades sans l'intervention d'administrations lourdes et coûteuses ? Tous ceux qui s'acharnent à préserver la vie ou à l'améliorer travaillent à l'encontre des intérêts des gouvernements. Dès que ceux-ci s'aperçoivent du succès relatif d'une action, ils la reprennent à leur compte, s'en glorifient, pour ensuite s'en servir comme prétexte à de nouvelles taxes et règlements. Il suffit d'observer les mouvements écologiques.

Mais ne nous plaignons pas ! L'impôt que nous payons n'est jamais que la responsabilité que nous n'avons pas prise. L'autorité ou ce qui la représente trouve toute justification dans l'irresponsabilité des citoyens. Si ceux-ci ne veulent pas que la société s'écroule, ils doivent prendre leur destinée en main, car les choses se dégradent et l'État s'endette démontrant ainsi son incompétence.

Il ne nous reste que l'anarchie pour nous en sortir. Il faut dès aujourd'hui apprendre à nous passer de l'autorité. Les gens l'ont déjà fait tant de fois. Car l'autorité prend rarement l'initiative de sauvegarder quoi que ce soit. Le plus souvent, c'est le citoyen qui entreprend et l'autorité, avide d'électorat, qui continue. Mais n'oublions pas que le crime, le délit, la guerre et les querelles sont les moyens, perpétrés ou non par l'autorité, dans le but de justifier sa présence et le lourd tribut qu'elle prélève pour survivre à nos dépens.

Luc Spirlet

<http://www.ping.be/ecriture/>

*RÉVOLUTION / ALTERNATIVE LIBERTAIRE 207 / JUIN 1998
FLIP FLAP LA GIRAFE / QUELQUES MOTS À L'AMI DEPOUHON...*

Quelques pas vers la révolution

L'ironie du sort voudra que ce soit un taulard (que la majorité des gens n'hésiteraient sans doute pas à qualifier de "petite crapule") qui me témoigne autant de bienveillance, tandis que d'autres, qui ne tarissent pourtant pas d'éloges pour les écoles antiautoritaires (à juste titre), auraient plutôt envie de me clouer le bec (Tais-toi et laissent parler ceux qui savent !). À 25 ans, on n'aurait donc plus droit à "l'erreur" ? Comme si en matière de maturité intellectuelle, le mot adulte avait jamais voulu dire quelque chose... Dommage que certains voient dans mes propos des preuves de narcissisme, alors que je suis uniquement animé par une volonté d'empirisme. Les adeptes de la raison pure continuent à m'inquiéter... Cela dit, les petits concours de surenchère à la subversion, à l'activisme et à l'invective n'étant pas des signes d'intelligence et d'efficacité, mieux vaut ne pas remettre de l'huile sur le feu.

Salut, l'ami Depouhon ! Heureux que tes mots et les

nôtres puissent encore traverser les murs. Ton dernier article m'a réellement interpellé. Alors que d'autres perdent leur sang froid, moi, j'en perds mon latin. Dis-moi, y a t-il entre nous de profondes divergences d'opinion ou plutôt un différence de jargon ? Pour faire avancer cette question, je vais essayer de reléguer au second plan mes petites anecdotes pleurnichardes et mettre à plat mes préjugés pour une discussion franche. Tu vas avoir droit, tataaa, à un bref condensé de ma représentation actuelle du monde.

Métaphore pour un métal fort

Si tu me dis fascisme et stalinisme, je pense dictature de fer. Si tu me dis capitalisme, je pense dictature de mercure. Tape ton poing dans un amas de mercure et il se disperse pour ensuite se recomposer à un autre endroit. Je pense avoir commis une erreur en comparant le capitalisme à une forteresse. Nous combattons plutôt une substance liquide et protéiforme, qui fait autant de ravages qu'une colonie de sauterelles. Cette substance parasitaire peut se répandre ou plutôt épouser la forme de tous les régimes politiques existants. Elle étouffe l'initiative politique. Alors que les gouvernements résignés au dogme de la guerre économique s'attellent à la construction de blocs concurrents (NAFTA, UE, ASEAN, ALENA) réactualisant la dystopie orwellienne, les règles de la bataille continuent à être fixées par de grandes institutions internationales (OMC, FMI, OCDE, Banque Mondiale) qui échappent à tout contrôle démocratique et dont la majorité des citoyens ignorent jusqu'à l'existence. Nous avons affaire à un processus de centralisation sans précédent dans l'histoire de l'humanité, car il s'opère à une échelle mondiale, à l'aide d'individus peu visibles et peu connus. Voilà l'ennemi : une structure totalitaire subtile dont le principal atout n'est autre que la dilution des responsabilités. Et elle continue à œuvrer à la propagation de ses métastases (37.000 transnationales et 170.000 filiales)...

Nous connaissons les risques sociaux et écologiques que nous fait courir la technologie dès lors qu'elle n'a plus pour finalité l'amélioration des conditions de vie, mais uniquement le profit par le biais du productivisme. L'économie de marché nous place devant un dilemme crapuleux. D'un côté, on entend des économistes dire que cinq milliards d'individus sont déjà de trop. Mais ils n'ont pas l'intention de les exterminer. Ils préfèrent les laisser crever à petit feu, c'est beaucoup plus rentable. Or, la paupérisation engendre toujours une recrudescence du taux de natalité (ce qui est pour le

moins inquiétant, puisque des statistiques prévoient déjà que nous serons entre dix et onze milliard aux environs de 2050). D'autre part, si le capitalisme permettait même à ces populations de sortir de la misère, nous devrions faire face à des catastrophes écologiques irréparables. Combien la Terre peut-elle supporter d'humains ayant le même mode de vie que les occidentaux ? Des calculs effectués par des équipes américaines et françaises aboutissent à la même réponse : pas plus de 700 millions (cf. J'accuse l'économie triomphante, Albert Jacquard). Or l'arrogance ethnocentriste des financiers les conduit sans doute à penser que vivre mieux, c'est vivre à l'américaine.

Voici mes questions : Est-il encore judicieux de chercher à détruire des structures politiques nationales (l'État) dans une dictature économique supranationale ? N'est-ce pas prendre le risque de faciliter la tâche du capitalisme ? J'enfonce le clou en citant une petite arnaque intellectuelle d'Ian Angell : Les entreprises ont aujourd'hui les cartes en mains pour redistribuer les richesses. Si elles ne sont pas soumises à une pression d'arrière-garde d'États finissants (L'Écho, 5.7.97) Pour moi, Angell demande tout simplement aux gens de transférer leur soumission du pouvoir politique vers le pouvoir financier. S'ils acceptent, alors peut-être que... ils l'auront encore plus dans le cul qu'avec l'État !

L'État est-il encore le véritable ennemi ?

J'ai eu beau relire trois fois le texte de Jean-Marc Raynaud (AL 206), je ne pige pas... Soit je suis le pire des demeurés et je remercie alors Franck Thiriote de me le rappeler, soit les bonnes vieilles théories anti-étatistes sont, comme j'en ai l'impression, en décalage total avec la redéfinition géopolitique actuelle. Vive l'anachronisme ! Je rejoins toutefois le texte sur un point : Avec l'État, le pouvoir (politique) s'extrait du corps social.... Peut-être est-il important de rappeler aujourd'hui qu'avec la mondialisation, le corps économique s'extrait du corps politique et que l'État n'est dès lors plus l'épicentre de l'oppression physique ou psychologique, le premier maillon de nos chaînes. Ce n'est plus la sphère politique qui conditionne la sphère économique, mais bien la sphère économique (ou plutôt financière) qui conditionne successivement les sphères politique, sociale et familiale.

Pour moi, l'État n'est donc pas le principal ennemi. L'ennemi est derrière l'État (il s'en sert comme voile, comme bouclier et comme bombardier social) et l'État est

derrière l'ennemi (il s'est résigné à le soutenir). L'État reste selon moi intrinsèquement une coquille vide qui doit son identité plus ou moins autoritaire et/ou sociale à certains individus. Or à entendre les anars, on dirait que l'État est une structure tombée tout droit du ciel. Il y avait de l'État dans l'air, certaines sociétés primitives le sentait venir, et boum... a tombé ! Méchant bon dieu ! En outre, ça nous fait une belle jambe de savoir que l'État n'est pas immanent et que des sociétés "primitives" microcosmiques continuent à s'en passer. Je ne crois pas que les incantations théoriques du style Du passé faisons table rase vont nous permettre de revenir sur l'impact psychologique et culturelle de trois siècles d'industrialisation européenne, qui n'ont à mon sens fait que justifier l'existence et le rôle plus ou moins régulateur de l'État. L'État était une étape intermédiaire tant pour le capitalisme que pour le communisme. À présent que le communisme est tombé et que le capitalisme est parvenu à créer des structures supranationales œuvrant à sa pérennité, l'État n'est plus qu'une structure secondaire chargée des tâches policières et dont le côté social est condamné à la liquidation. Il me paraît en effet irresponsable de la part des partis politiques (même celui dont je suis membre, Écolo) de continuer à faire croire que l'État sera encore là longtemps pour organiser la solidarité (via l'argent du citoyen, car les anars semblent souvent oublier que derrière l'État social, il n'y a pas le capitalisme, mais la collectivité). Pas même le parti le plus idéaliste n'est aujourd'hui en mesure de promettre quoi que ce soit à la population. Promettre non, mais proposer oui. Car la proposition exige des gens qu'ils se responsabilisent et soient les principaux acteurs du changement. Or on assiste pour le moment à une défiance des gens vis-à-vis de tout le pouvoir politique. Vous vous réjouissez peut-être de cette défiance, alors qu'elle n'a selon moi rien de libertaire, vu qu'elle se porte également sur la chose politique et ne fait qu'alimenter les replis individualistes et sécuritaires. Une extrême-droite de 10 à 25 % dans certains Länder d'ex-RDA, en Italie, en Norvège, en France, en Flandre et surtout en Autriche... voilà l'amorce d'une belle révolution réactionnaire...

Cher Depouhon, parlons révolution !

OK l'ami, je reconnais que ma définition d'un révolutionnaire était fort réductrice et que mes exemples étaient mal choisis. Un révolutionnaire est aussi quelqu'un qui prépare la révolution. Mais quel type de révolution ? Nous divergeons encore sur ce point. Je refuse la lutte armée, car au vu des technologies de

pointe en matière d'armement, il me semble suicidaire de déclarer la guerre aux brutes qui construisent les missiles, les satellites, les bombes chimiques et bactériologiques, et qui ont en outre les moyens de s'acheter les armées. Ce serait jouer sur leur terrain de prédilection et faire basculer le monde dans une guerre civile interminable qui n'aurait en définitive de rouge et noir que le sang et les cendres des vaincus.

Tes propos sur les partis réformistes m'ont semblé tout aussi réducteurs. Ça me fait marrer quand les anars parlent des verts qui se sont fourvoyés dans l'action parlementaire, bla bla bla. Ce que je sais moi, c'est que ma régionale m'autorise à m'exprimer librement, que ses militants sont de vrais activistes qui ne supporteraient pas une quelconque centralisation des décisions. La dernière tentative du genre à suscité une levée de bouclier immédiate et je peux te dire que certains apparatchiks n'étaient pas très à l'aise quand ils ont dû s'expliquer. Écolo continue à véhiculer une image qui ne correspond en rien à son identité interne, ce qui ne fait qu'alimenter toute une série de préjugés. Il n'y a chez Écolo qu'environ 2000 militants alors que le parti est crédité de 20% des intentions de vote. Tous ces militants ne sont pas forcément gauchistes, mais 80% d'entre eux sont impliqués dans des mouvements à caractère social ou environnemental. Ça m'amuse que l'AL ait parlé à plusieurs reprises d'un chômeur condamné par l'ONEM pour sa participation à un SEL, alors que ce mec est un des secrétaires de ma régionale. Foutre les roses et les verts dans le même sac, c'est tellement gros que j'en ris.

Comme je ne cautionne pas la révolution pour la révolution, il est clair qu'on voit certainement en moi un adepte du réformisme pour le réformisme, ce qui est également réducteur. Dans ton dernier article, tu dis qu'il faudrait créer un parti [sic] libertaire qui profiterait de la tribune parlementaire pour répandre ses idées. En quoi cette idée diverge des miennes quand je dis je ne considère pas Écolo comme un tremplin au pouvoir, mais comme un tremplin à la résistance et, surtout, à la communication. Je ne suis pas bête au point de penser qu'une poignée d'écologistes-réformistes-étatistes wallons vont pouvoir renverser l'OMC. Et quand je te demande s'il est stupide ou lucide d'utiliser la démocratie représentative pour favoriser l'essor de la démocratie directe, ce n'est pas parce que je ramène les théories anarchistes à ce seul objectif, mais bien parce que c'est la condition préalable à la création d'un véritable rapport de forces. Ce n'est que dès ce moment là que l'on peut envisager une éventuelle action révolutionnaire. Quand on veut amener les gens à se poser

des questions sur ce système, il faut faire l'effort d'occuper tous les espaces de communication, quand bien même ceux-ci se trouvent à un niveau que la chaste doctrine condamne (à moins que les anars craignent de ne pas être incorruptibles). Pourquoi le réformisme alors ? Je pense que si Écolo (ou un autre parti progressiste) parvenait à faire passer quelques idées, ça permettrait de faire un sort à la fatalité ambiante, ce qui pousserait peut-être les gens à en vouloir plus... C'est une hypothèse comme une autre. Qui de nous oserait encore prétendre qu'il est capable d'anticiper les conditions de réussite ou d'échec d'un réveil citoyen ?

S'embarquer tous tête baissée dans une seule alternative (du type SEL) en considérant que c'est la solution, c'est perdre d'avance. Si ce genre d'initiative prend de l'ampleur, les premiers à gueuler seront les petits commerçants et ils demanderont à l'État d'intervenir. Si on n'a pas au sein des institutions des gens qui défendent les SEL's, elles seront balayées comme fétu de paille. Je m'inquiète quand j'entends certains anars dire que le capitalisme s'apprête à nous lâcher la grappe et qu'il ne tiendra qu'à nous de reconstruire des poches sociétales sur de nouvelles bases. Quand 358 personnes détiennent autant que les 2,3 milliards les plus pauvres, il me paraît évident que ce n'est plus la richesse qu'il recherche (il n'aurait pas assez de toute une vie pour la dépenser), mais bien le pouvoir, en ce compris le pouvoir sur l'existence des autres. Il sont prêts à ramener sur le ring du darwinisme social tous les gens qui veulent fuir. Nous ne pouvons dès lors nous passer d'une quadruple logique confrontation-communication-émancipation-reconstruction.

Mon trip bancal et mégalomane

Je ne demande pas aux anars une bénédiction à Écolo ou à la stratégie de l'Olivier. Je rêve de la création d'un gigantesque réseau qui œuvrerait à la polarisation des énergies pour une meilleure délocalisation des initiatives. Un réseau qui permettrait à chacun de s'investir en fonction de ses affinités et de ses aptitudes, mais toujours dans un effort d'action concertée. Un réseau qui ne pencherait pas pour une alternative, mais en faveur de toutes les alternatives, pour mieux permettre de se reporter sur les autres, si une échoue. Un réseau qui utiliserait diverses stratégies subversives (entrisme, terrorisme informatique, théâtre-action, légions de clowns armés de tartes à la crème, groupes de choc style Greenpeace pour des actions sociales, balanceurs de cocktails molotovs et de pavés...) pour que l'ennemi en perde la tête. Un réseau

en trois dimensions qui se propagerait à la fois horizontalement, obliquement et verticalement. L'équilibre de l'écosystème planétaire ne peut être protégé qu'à une échelle internationale. Ce n'est donc pas détruire les édifices institutionnels internationaux qu'il faut faire (qui peut y croire ?), mais les utiliser avant qu'ils ne nous utilisent, en renversant le processus décisionnel. J'aurais presque envie de dire : et le reste suivra !

Avant cela, il va falloir que nous acceptions de nous considérer comme des partenaires potentiels et non comme des adversaires éternels, sans quoi nous continuerons chacun dans notre coin à construire des châteaux de sable sur ce qui ressemble de plus en plus à une faille volcanique. Je suis décontenancé par tous ces individus qui continuent à apposer maladivement leur petit grillage marxiste-léniniste ou anarchiste sur l'histoire, le présent et l'avenir pour tout expliquer et mieux justifier de ce fait leur embrigadement idéologique. Les réflexes tribaux m'exaspèrent. Je leur préfère de loin la mosaïque des hommes, des pensées et des initiatives. Les idéologies sont mortes, bordel ! Si les anarchistes n'acceptent plus la divergence de point de vue, à qui dois-je m'adresser ? Les doctrinaires continuent à s'accrocher à un macchabée, pendant que l'esprit libertaire se fait la malle. Rattrapez-le et essayez de vous ouvrir aux autres en transgressant vos propres tabous !

À bas tous les grillages et vive les abacules !

Didier Kuckaertz (Flip)

NB : J'en ai marre de mes redites. Répétition n'est pas synonyme de démonstration. Je promets de faire plus court à l'avenir, pour autant que les lecteurs taiseux se mettent à parler. Qu'ils me disent Ta gueule, si ça leur chante, mais qu'ils disent au moins quelque chose.

ÉCOLO UNE AUTRE MANIÈRE DE FAIRE DE LA POLITIQUE ?

Imagine

L'autre jour, Barella et moi, on s'était accordé une journée à la campagne pour tirer des plans sur l'avenir.

Le téléphone sonne. Pan, qu'est-ce qu'est là : Imagine, la nouvelle revue écolo. Mon interlocuteur, avec une mauvaise éducation tout-à-fait touchante, me demande si **Chômeur, pas chien !** ne pourrait pas les dépanner. Je les voyais déjà aux prises avec la police, l'extrême-droite, ou une multinationale enragée - je suis romanesque et parano, mes bons amis le savent. C'était pas ça du tout. Leur journal avait organisé pour le jour même une "table ronde" sur les victimes, à laquelle ils auraient bien voulu que participassent des chômeurs. Ils avaient invité Chômeurs actifs, mi FGTB, mi CSC, mi chic, mi bon genre (quoique'on s'entende pas mal, faut le dire, mais dans l'esprit d'Imagine, sans doute sont-ils plus convenables que les braillards de **Chômeur, pas chien !**), et voilà que ces invités-là leur pétaient dans la main. Je m'apprêtais à les envoyer se faire voir - n'avaient qu'à penser à nous plus tôt, chômeurs, ni chiens, ni bouche-trous -, quand, dans l'énumération de la brochette d'invités, les noms de Carine et Gino Russo me sont tombés dans l'oreille. Je ne suis pas de bois et Barella non plus, comme son nom italien l'indique.

Beaucoup de gens de ma connaissance flashent pour les Russo. Les autres, on est plein de compassion, mais eux, on les aime. Je pense que c'est parce qu'ils rassurent : ils ont été affreusement frappés, mais ils se sont redressés, ont dit leur colère avec une redoutable intelligence, ne se sont pas arrêtés à leur cas personnel. Ont persisté avec entêtement, même quand la grande voix médiatique leur a donné à entendre qu'ils commençaient à n'être plus sortables. L'écrasement des "victimes" accable. La révolte atteste que le pire n'est pas certain et que demain peut ne pas être la copie d'aujourd'hui.

Pas toujours d'accord avec ce que dit Gino, toujours confondue par la clairvoyance et la lucidité de Carine, j'ai pris l'habitude de les fréquenter dans ma tête comme ces amis innombrables que la notoriété vous révèle, en les tenant éloignés.

Nous sommes parties sur les chapeaux de roue, pour arriver à l'heure, après avoir emmerdé un maximum de gens pour dégager une voiture. Personnellement, je ne le regrette pas.

Mais tout de même : dans ma putain d'existence, on ne m'a jamais donné à comprendre avec aussi peu de manière que j'étais là pour faire potiche, pas pour ramener ma fraise et ma vision du monde. Si j'avais été seule, sans doute aurais-je hésité à conclure : je sais qu'on peut parfois être victime d'erreur de perspective, mais Barella en est restée comme deux ronds de flanc, elle aussi.

Nous sentions bien au cours de l'entretien enregistré que le staff d'Imagine se raidissait, ô imperceptiblement, devant notre véhémence et notre, comment dirais-je ? "radicalité". Qui ne semblait par ailleurs pas du tout heurter Carine et Gino Russo, manifestement assez grands pour exprimer leur désaccord, quand désaccord il y avait...

Toutes les lèvres pincées du monde ne m'ôteront pas de l'esprit que Dutroux est une fabrication sociale, la manifestation épouvantable de l'indifférence à laquelle on nous drille depuis l'enfance : cacher sa copie au petit camarade qui se noie dans son examen, enjamber la misère exotique et assister sans un

mot à l'expulsion des clodos hors de la ville, ne pas voir le visage décomposé d'un collègue licencié, ne pas se mêler des affaires d'autrui, ne pas entendre les cris d'enfant chez le voisin, être discret, savoir se tenir en société, savoir savourer des cuisses de grenouilles, le petit doigt en l'air, devant un reportage télévisé sur l'Algérie, tout ça, enfin, qui fait de chacun de nous des hommes de notre temps... À observer la multiplication des affaires de maltraitance infantine, on jurerait qu'elle fait partie des rouages secrets de notre société. Un ami, éducateur dans un home pour enfants du Juge, nous raconte des histoires épouvantables, qui semblent se répandre et se banaliser, déborder les murs de l'institution et atteindre les écoles publiques, bouleversant les instituteurs stupéfaits et les laissant sans voix...

Il faudrait cesser d'être jobards : nous lâchons chaque jour des centaines de milliers de mômes sous les roues d'un trafic dément. Nous savons qu'au bout du compte, chaque jour, parmi eux, il y aura des morts. Nous savons que notre manière de vivre prépare leurs leucémies, leurs cancers, les modifications génétiques léthales..., des hommes d'affaires savent que grâce aux pratiques qui les enrichissent, des milliers de gens mourront pas cool du tout. Faut-il rappeler que de braves fonctionnaires européens ont tout fait pour empêcher que la vérité ne sorte à propos des vaches folles, que les gens les plus en vue, les plus honorés, négocient des traités qui précipiteront tant d'entre nous dans une épouvantable détresse et que De Haene s'en fout ? Mais alors totalement. Comme Maystadt. Comme Di Rupo. Comme Busquin. Et comme sans doute des millions d'autres, puisque, mise à part la Marche, on ne les entend jamais.

Dans la société que nous nous coltinons, il est difficilement compréhensible qu'il n'y ait pas plus de Dutroux. Du reste, comme m'a reprise Carine Russo, il y en a. Et je sais, non, ce n'est pas une excuse, ce n'est pas une excuse pour Dutroux, mais ce n'est pas une excuse non plus pour ceux qui comprennent et ne font rien pour empêcher les causes de se reproduire.

La tendance catho-psycho, lénifiante, m'horripile. Elle isole le comportement criminel et la souffrance de la victime dans un aparté humanitaire ; elle prétend punir et soigner des individus, alors que leurs moules inondent le marché et font tourner les banques.

Gino Russo pense que les gendarmes sont devenus les boucs-émissaires d'un système complètement perverti. Moi, je ne le pense pas. De les avoir (re)vus de tout près, à Vottem, d'avoir vu le conducteur du combi rouler les mâchoires serrées contre le corps de Michel qui se dressait devant eux, les mains nues (voir page 3), je sais que ce sont là des hommes (et aujourd'hui des femmes), soumis à un dressage déshumanisant (auquel, sans doute, un très petit nombre résiste), prêts à obéir à n'importe quel ordre, à faire n'importe quoi, à laisser passer le pire ou à le fomenter. À espionner des gens simplement parce qu'ils ne pensent pas comme tout le monde, à violer leur courrier (voir page 2). À être sourds aux supplications et aux gémissements de petites filles, à descendre un jeune dealer arabe sans sommation et en toute impunité. À fourrer des familles de sans-papiers dans des camps, à expulser des morts en sursis vers le lieu de leur exécution... Ah, dites-moi, Carine, entre ceux qui ont renvoyé des Algériens à la mort, ou des Zaïrois, ceux qui ont tourmenté des petits Rwandais, et Dutroux, existe-t-il vraiment

une différence autre que l'impunité assurée des uns et l'impunité aléatoire de l'autre ?

C'était tout ça et tant d'autres choses dont nous aurions voulu pouvoir parler avec les Russo. Spontanément, librement, hors du cadre d'un enregistrement.

Quand le débat s'est terminé, celui qui m'avait téléphoné a lancé à la cantonnade : On va boire un verre ? Un regard qui nous effleurait à peine, un peu gêné, quand même... Nous avons décidé que oui, nous irions boire un verre. Pendant que l'une d'entre nous s'attardait aux toilettes, l'autre a vu passer toute la petite troupe sans un mot. Ils se sont évanouis dans la nuit et nous ont laissées comme des malpropres. Vraiment une autre manière de recevoir. Dans un Namur complètement retourné par les travaux, nous n'avons pas retrouvé notre chemin, nous avons roulé interminablement sur des petites routes qui traversaient des patelins déserts, secouées le plus souvent d'un rire convulsif : Tu vas voir qu'ils vont nous effacer de la bande, a dit l'une. On parie ? a dit l'autre.

On attend avec la plus extrême curiosité la synthèse du débat. J'espère qu'on parlera beaucoup du besoin de communication, de tolérance et d'ouverture aux autres.

Chiquet

étranger immigré asile alternative libertaire

Bon de réduction

Ce jour-là, parmi quelques autres gourmandises
que je m'étais offert,
j'avais laissé choir dans mon caddie une belle entrecôte.

Je me réjouissais de la griller le soir même et de la déguster devant la télévision. Par chance, il n'y avait pas de file à la caisse. Après les quelques rituels d'échange qui président dans ce pays à l'appropriation de la nourriture - tendre sa carte de fidélité à code-barres, la ranger, tendre sa carte de banque, composer le numéro, la ranger, recevoir le ticket - je sautai dans ma voiture et fit route vers mon appartement. J'arrivais dans ma rue lorsque je m'avisai d'un oubli. J'avais failli négliger ma petite précaution habituelle. Je fis demi-tour et retournai vers le centre-ville. J'avais acheté du bœuf et, comme chaque fois, je me rendis discrètement au laboratoire où je travaillais pour m'assurer qu'il ne présentait pas de danger pour ma santé. L'épisode de la vache folle m'avait rendue méfiante et, bien que l'on soutint que tout risque était écarté, j'avais bricolé un petit détecteur de prions et je ne manquais pas d'y soumettre chaque morceau de bœuf que je me proposais de manger.

Et à ma grande surprise, cette fois-là, il sonne. Je n'en reviens pas. La viande est pourtant dûment labellisée Bœuf Européen Garanti Sain. Mon appareil est formel, et

comme c'est moi qui l'ai conçu, je lui fais confiance. Je jette l'entrecôte de la mort à la poubelle et rentre chez moi avec des frissons dans le dos. Depuis ce jour-là, il y a à peu près un an, le bœuf ne me dit plus rien. Je pourrais vérifier à chaque fois et continuer à en manger, mais je suis dégoûtée. Et comme je ne mange pas de porc, je redécouvre les mille et uns accommodements du poulet...

J'en ai justement quelques-uns dans mon caddie quand, à la sortie du grand magasin Super-Tout, je me fais appréhender par le personnel de sécurité, comme une voleuse. Deux sbires me maintiennent fermement par les bras et me conduisent de force jusqu'au bureau du gérant. À peine entrée, je me débats et m'écrie : Mais qu'est-ce qui vous prend ? Lâchez-moi, ou j'appelle la police. Je n'ai rien volé. J'ai mon ticket de caisse.

Le gérant, la quarantaine un peu dégarnie, me regarde d'un œil mauvais et me lance : Ça, à votre place, Mademoiselle Salima, avec un nom pareil et par les temps qui courent, je ne m'y risquerais pas. Il prend son temps pour asseoir son pouvoir et fait semblant de consulter des listings.

Entièrement d'accord avec vous, Mademoiselle Salima. Vous n'avez rien volé. J'aimerais en revanche vous poser une petite question : pourquoi tous ces poulets ? J'en reste abasourdie. Je lui demande de répéter, puis lui réponds, narquoise : Vous croyez sans doute que je fais un élevage de poulets morts ? Qu'est-ce que vous voulez que j'en fasse, à part les manger ?

Vous n'achetez plus jamais de bœuf, Mademoiselle Salima. Je suis sûr qu'il y a une raison. Douteriez-vous de sa qualité ? À ce moment, je réfléchis à toute vitesse et juge plus prudent de dire :

- Je n'aime plus le bœuf. Ca m'est venu comme ça, après une indigestion.
- Vraiment. J'ai déjà entendu ça quelque part.
- Sauf que pour moi, c'est vrai. Ensuite, je m'en tiendrai là jusqu'à ce que le gérant, de mauvaise grâce, me relâche. L'important est de sortir de là. Je trouverai une explication à tête reposée.

Je n'en ai pas encore trouvé, deux jours plus tard, lorsque la même sensation se reproduit, alors je quitte mon travail au laboratoire. Je marche sur le trottoir, deux mains m'agrippent et je suis forcée d'entrer dans une voiture de police. Je remercie le ciel que mon origine ne se voit pas sur mon visage. Quelques générations l'ont estompée, mais il me reste mon nom. À l'arrivée au commissariat, je suis introduite dans un bureau où m'attend un policier gradé, qui me salue avec beaucoup de classe. Je suis presque rassurée. C'est encore une erreur. Comme ce cinglé du Super-Tout qui trouve que j'achète trop de poulet.

- Mademoiselle Salima, on a appris des choses sur vous. Des choses fort déplaisantes. Il y a quelques temps, lors de votre naturalisation, vous aviez, je vous cite, déclaré vous conformer parfaitement au mode de vie belge et avoir renoncé aux us et coutumes de votre pays d'origine, ainsi qu'à sa langue et à sa religion. Je dois bien constater que vous avez menti.

- Comment ça, menti ? lui dis-je. Je travaille, je parle français et néerlandais, j'ai des amis belges...Qu'est-ce qu'il vous faut ?

- Indubitablement, vous ne consommez pas de porc.

Je sens comme un malaise. J'ai déjà peur et je décide à nouveau de jouer les butées.

- Je... Je n'aime pas.

- Et le bœuf non plus, vous n'aimez pas ! explose le policier. Premièrement, vous mentez sur votre intégration. Deuxièmement, vous mettez implicitement en doute la politique de la Commission européenne, en vous méfiant du bœuf garanti. Comment l'ont-ils su, me dis-je, prise de panique. Quelqu'un aurait-il trouvé mon détecteur ?

- Ça fait mauvais genre, reprend-il, surtout quand, comme vous, on a boycotté les fruits d'Israël pendant la dernière crise du Golfe. Israël est un allié de l'Union. Ce flic, c'est Big Brother, ma parole. Je crois rêver, mais le cauchemar continue.

- Vous fumez, dit-il. Mais ça, ce n'est pas très grave. On l'a seulement signalé à votre mutuelle, vos cotisations vont augmenter.

Cette vacherie me tire de ma réserve. Cette fois, je me lève et crie : De quel droit... mais il m'arrête d'un geste et, méprisant, me fait :

- Mademoiselle, calmez-vous. Ce n'est pas parce que vous allez avoir vos petits ennuis réguliers qu'il faut être désagréable. Sous le coup de la surprise, je me rassieds. Il tapote son stylo à bille sur le bureau, comme s'il était navré de ce qu'il avait encore à dire. Un genre qu'il se donne, sans aucun doute.

- Ce que nous n'aimons pas du tout, c'est que vous résistiez au Nouvel Ordre Moral que la Commission a décidé de restaurer parmi les pays membres. Vous n'êtes pas mariée. Pour une fausse blonde comme vous, remarquez, ça se comprend. Mais je ne vois alors aucune raison d'utiliser des préservatifs.

Je blêmis sous l'injure. Ma dernière teinture, achetée au Super-Tout, n'est pas franchement réussie, mais ma vie sexuelle, que je sache, ne concerne pas encore la Commission. Heureusement, cependant, que je me tais, car il poursuit, de plus en plus menaçant :

- J'espère pour vous que c'était un accident. Il y a quatre ans, vous avez acheté un chocolat "issu du commerce équitable". En pleine période d'application des nouvelles lois sur la compétitivité. Vous vous moquez de qui ? tonne-t-il. Il est trop tard pour nier. Vous êtes devenue totalement indésirable, surtout dans un institut public de recherche scientifique, et votre naturalisation va être revue. Là, je commence à regarder autour de moi pour repérer les issues. Je voudrais m'enfuir. J'ai peur de ne plus jamais revoir Mokthar et de finir dans un charter. Les deux agents qui m'ont interpellée dans la rue réapparaissent et restent devant la porte, bloquant le passage.

- Et pour couronner le tout, mademoiselle Salima, on s'apprêtait à faire un long voyage, pas vrai ? Acheter du lait solaire protection 20 en cette saison ! Bien sûr, il a fallu un peu économiser pour payer le billet. Renoncer aux grandes marques, et manger plus simplement... Vous pensiez sans doute qu'on allait vous laisser gentiment rejoindre l'Armée Islamique sans sourciller ? Mademoiselle Salima, je n'aimerais pas être à votre place. Je n'ai même pas eu le temps de leur dire que je faisais du banc solaire. Ils m'ont emmenée. Après trois jours, j'ai appris qu'ils m'envoyaient dans un ancien pays de l'Est, qui avait été irradié et où depuis quelque temps on déportait les chômeurs. Ils m'ont laissé rassembler quelques affaires chez moi. J'ai trompé leur surveillance et j'ai glissé à la voisine un billet pour Mokthar. J'espère qu'il l'a reçu.

Il y était inscrit : Oublie les bons d'achat de 250 francs et n'utilise plus jamais ta carte de fidélité Super-Tout. Je t'aime. Salima.

Chantal Boulanger

MUNDIAL

ALTERNATIVE LIBERTAIRE 207 / JUIN 1998

Brève histoire de la coupe du monde de football

L'histoire de la Coupe du Monde de football est jalonnée d'évènements, de faits significatifs et symptomatiques de la réalité politique footballistique, de son fondement duel qui oscille entre capitalisme libéral et fascisme.

Le temps des dictatures

En 1934, la Coupe du Monde a lieu en Italie. Deux stades portent des noms significatifs : celui de Rome se nomme Stade du Parti fasciste et celui de Turin se nomme plus simplement Mussolini. Le Président de la Fédération italienne de football déclare alors que "le but ultime de la manifestation sera de montrer à l'univers ce qu'est l'idéal fasciste du sport". L'affiche qui annonce le championnat représente un athlète le bras tendu. Lors des matches de l'équipe nationale italienne, de nombreuses Chemises noires encadrent le public et la foule scande alternativement Duce et Italia.

Pour cette Italie là, pour ce régime politique, l'organisation de cette compétition va se révéler être une parfaite réussite propagandiste. Car, non seulement de nombreux participants vont se croire obligés de rendre hommage à l'Italie fasciste et à son chef (Argentins, Autrichiens, Brésiliens, Espagnols, Français, Hollandais et Suisses), mais, de plus, la victoire de l'équipe italienne devient le tremplin idéal pour la célébration du génie national. Ainsi, il est écrit dans le Corriere della Sera du 9 juin 1934 : "On sera envahi par la divine passion qu'on porte inévitablement à tout ce qui est nôtre, à tout ce qui porte la marque de notre race, aux couleurs de notre drapeau". Cette Coupe du Monde a effectivement servi de moyen de reconnaissance officielle et d'acceptation/banalisation du régime fasciste. Légitimé par cette organisation internationale, Mussolini devient acceptable.

En 1938, la Coupe du Monde a lieu en France, malgré le bruit des bottes. En Espagne, le général Franco est en passe d'imposer son totalitarisme. En Autriche, l'Anschluss est décrété. La compétition sert encore de vitrine au fascisme : preuve en est l'acceptation faite à l'équipe nationale allemande de participer à l'épreuve alors qu'elle comprend en son sein des joueurs autrichiens. Les Juifs sont eux, exclus de l'équipe. L'annexion de l'Autriche est officiellement entérinée tout comme est acceptée la politique antisémite des dirigeants allemands. De son côté, l'équipe italienne est venue gagner sa deuxième Coupe du Monde. Les mots de Mussolini ne laissent d'ailleurs planer aucun doute : Vaincre ou mourir, écrit il aux joueurs. Jules Rimet, alors président de la FIFA et créateur de la Coupe du

Monde qui porte alors son nom, voit, pour sa part, avec bonheur les foules françaises acclamer les symboles du fascisme italien : drapeau, couleurs et représentants qui, lors de tous les matches, lèvent le bras pour le salut fasciste.

En 1942, la Coupe du Monde aurait pu être organisée par trois pays : l'Allemagne, l'Argentine et le Brésil. En 1938, Jules Rimet conseille de ne pas prendre de décision, attendant que le temps fasse son œuvre. Une fois de plus, les instances dirigeantes du football international refusent de mettre hors jeu l'Allemagne nazie. La compétition n'aura finalement pas lieu.

1978 est l'année de l'Argentine. La junte militaire du général Videla est alors au pouvoir. Des centaines de millions de dollars sont dépensés pour une opération de prestige, alors que le pouvoir d'achat des travailleurs baisse de 65 % lors des deux précédentes années. Les matches vont se dérouler dans un pays concentrationnaire où des milliers de personnes sont emprisonnées. Plus encore disparaissent : 15.000 en avril 1978, selon Amnesty International. Dans le même temps, on estime entre 8.000 et 10.000 le nombre de personnes assassinées par les forces de l'ordre. Les tortures, physiques et morales, se multiplient, mais l'Argentine va néanmoins recevoir la légitimation de son régime par ce que l'on nomme habituellement la communauté internationale. Pourtant, le Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de football (COBA) ne manque pas d'informer l'ensemble des responsables et des populations concernés par cet état de fait. Et, même si le mouvement de boycott obtient un certain succès, le football, institution autoritaire dont les amitiés fascistes ne sont plus à démontrer, ne se laisse pas fléchir. La Coupe du Monde a lieu avec la victoire de l'Argentine comme point d'orgue de la propagande, refermant le couvercle sur la marmite aux horreurs du fascisme argentin.

Instrumentalisation politique

Au delà de ces exemples, la Coupe du Monde a toujours été le théâtre de manifestations politiques. Non pas qu'elle les ait subies. Elle les créait et en était la principale cause.

En 1930, l'Uruguay célèbre le centenaire de son indépendance. Les fêtes commémoratives se mélangent aux matches. Le stade construit pour la finale se nomme Stade du Centenaire. Le pays organisateur gagne le tournoi et le lendemain de la finale est décrété fête nationale.

Le Brésil organise la Coupe du Monde en 1950. Les pays de l'Est n'y participent pas. Ils n'ont pas encore rejoint le mouvement sportif mondial. Pour l'occasion, le plus grand stade du monde a été construit : le Maracana. Il renferme 250.000 places. La finale oppose l'Uruguay au Brésil. Le premier gagne le match, ce qui provoque des mouvements de foule. Les blessés et les crises d'épilepsie ne se comptent plus. L'hôtel de l'équipe uruguayenne est pris d'assaut par les Brésiliens qui souhaitent écharper les vainqueurs.

En 1958, lors des éliminatoires, les Indonésiens refusent d'aller jouer à Tel Aviv.

La Coupe du Monde 1962 est organisée au Chili, dans un pays alors dirigé par une oligarchie stable dont le point fort n'est pas la démocratie. Le pays est surexploité et connaît des problèmes de pauvreté et d'identité. Le football

mondial reste fidèle à sa ligne philosophique : "l'ordre politique", partout et pour tous !

En 1966, lors de l'épreuve qui se tient en Angleterre, les pays d'Afrique, d'Asie et d'Océanie n'obtiennent à eux tous qu'un seul représentant. Ils n'attirent pas les spectateurs. Le football se veut égalitaire mais pas forcément juste.

Le Mexique organise la Coupe du Monde 1970. En 1968, à Mexico, plusieurs centaines d'étudiants sont assassinés sur la place des Trois Cultures. Quelques jours plus tard, durant les Jeux Olympiques, deux athlètes américains lèvent le poing ganté du Black Power (pour cette manifestation courageuse, ils seront déchus de leur titre : l'olympisme ne plaisante pas avec les manifestations des opprimés). Cette Coupe du Monde sert de rédemption pour le pays. Celle ci connaît des problèmes d'analphabétisme. L'indianité n'est toujours pas acceptée et ces populations vivent dans des conditions inacceptables. Lors des phases éliminatoires, la FIFA, toujours "apolitique", exige la réunification des deux Corées. Le sélectionneur anglais, de son côté, déclare au moment d'affronter l'Allemagne : "Pourquoi l'Allemagne nous battra à Léon puisqu'elle ne l'a pas fait sur le terrain en 69 ans ni en trois guerres que se sont livrées nos deux pays". L'affrontement entre le Mexique et la Belgique se terminera par 6 morts et 500 blessés. La victoire du Brésil entraînera la mort de 74 personnes et l'hospitalisation de plus de 2.100 autres, rien qu'à Rio de Janeiro.

En 1974, la Coupe a lieu en Allemagne, alors de l'Ouest. En 1972, les Jeux Olympiques de Munich ont été le théâtre de l'action d'un commando palestinien de l'organisation Septembre Noir : bilan, douze morts. Désormais, la compétition devra être policée à l'extrême. Policiers armés jusqu'aux dents, chiens, barbelés, fouilles systématisées : c'est l'univers carcéral en action.

En 1986, le Mexique organise à nouveau la Coupe du Monde. Le 19 septembre 1985, un tremblement de terre fait plus de 20.000 morts. Le chômage sévit partout dans le pays, la pauvreté également. Politiquement et économiquement, les problèmes ne sont pas réglés. La contestation est permanente, mais la FIFA confie tout de même l'organisation au Mexique, plutôt qu'à la Colombie qui connaît une certaine instabilité politique, ce qui ne plaît jamais aux dirigeants de cette fédération internationale. La défaite du Brésil contre la France entraîne, à Rio de Janeiro, la mort de sept personnes et plus de 2.000 hospitalisations.

En 1990, en Italie, le Costa Rica, qui arrive pour la première fois au niveau des huitièmes de finale de l'épreuve, décrète que le 20 juin sera jour de fête nationale. La victoire est hissée au niveau d'un événement historique.

Enfin, la Coupe du Monde de 1994 aux États Unis, reste l'épreuve de la mondialisation de la compétition, de la réglementation, et le support de la pensée unique capitaliste et libérale dont Coca Cola reste l'un des grands prêtres. Le footballeur colombien Andres Escobar est victime de l'importance des enjeux politiques et économiques du football puisqu'il sera abattu, suite au but marqué contre son camp face aux États-Unis.

Le football a donc toujours été l'un des meilleurs supports idéologiques, soit du fascisme, soit du libéralisme, selon le vent dominant du capitalisme.

COBOF
7 Villa Stendhal 75020 Paris

Ce texte est extrait de l'excellente
Lettre d'information
éditée par nos ami(e)s
du Réseau Vivre au Présent
BP 9223 à 34043 Montpellier
vap.message@pobox.com
<http://pobox.com/~vivre.au.present/>

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL
ALTERNATIVE LIBERTAIRE 207 / JUIN 1998

Le mensonge du ballon rond

**La démocratie est la pire des dictatures,
car c'est celle du plus grand nombre sur la minorité.**
(Pierre Desproges)

C'est reparti ! Le Mondial, comme on dit, s'installe en France, et pendant plusieurs semaines, on ne va plus nous parler que de cet étrange spectacle consistant en vingt deux personnages, par définition virils, se disputant un ballon dans une arène entourée de dizaines de milliers d'hommes et de femmes hurlant et se comportant parfois en véritables forcenés.

La télévision imposera ce spectacle sur la plupart des chaînes accessibles, assorti de commentaires parfois aussi hurlants et forcenés, qui relèvent davantage du métier de correspondant de guerre que de celui de journaliste soucieux d'objectivité. Comme il s'agit d'une compétition entre équipes représentant des nations, c'est à un déferlement de passions nationalistes que l'on va assister. La Belgique en sera. C'est sans doute le seul lieu où elle peut encore passer pour nation, et où le tricolore est brandi sans crainte de ridicule. On verra, dans les tribunes, des grands ou qui se voudraient grands de ce monde soucieux de se montrer "près du peuple". Le foute, on le sait, est le plus grand rassembleur de monde qui soit sous nos latitudes. Chaque semaine, rien que chez nous. les stades voient affluer presque autant de monde qu'une visite papale. En France, ce sera à dix, vingt, trente équivalents de visites papales que l'on aura affaire. Si j'étais le Pape je créerais une équipe du Vatican, la ferais sponsoriser par Walt Disney et l'accompagnerais dans tous ses déplacements

On va encore essayer de nous faire croire qu'il s'agit d'un sport, c'est à dire d'un jeu populaire pratiqué, hors les portes de la ville (des portés), par de braves petits gars qui ne songent qu'à s'amuser tout en veillant au développement harmonieux de leur corps. C'est sans doute ce que

le foute était au temps où se pratiquait la soûle entre des groupes représentant des villages ou des quartiers voisins. Cela n'allait pas sans bagarres mais il n'y avait guère de récompenses autres qu'honorifiques à la clé. Alors qu'aujourd'hui les joueurs sont des professionnels payés comme l'étaient jadis les plus grandes divas. Surentraînés et souvent soumis à des traitements médicaux destinés à accroître leurs performances (1). En temps normal, ces gens là sont au service d'une entreprise de spectacle, appelée club, disposant de capitaux considérables et patronnée par d'autres entreprises n'ayant que peu de rapports avec le sport, comme des banques, des fabricants d'automobiles, voire des producteurs de boissons alcoolisées. Leurs marques s'étalent sur les maillots des joueurs, tout comme sur des panneaux disposés tout autour des stades, dont la lecture est rendue obligatoire par le balayage des caméras de télévision. On est loin des pacifiques rencontres entre amateurs désintéressés, sous le regard de quelques amis et amateurs de jolies passes. Quand les couleurs portées sont celles d'un pays, l'identification nationaliste se superpose à celle que les supporters accordent à leurs clubs, avec une ferveur qui relève souvent de l'engagement religieux (2).

On a vu ainsi des pays entiers s'enflammer pour les équipes censées les représenter, et croire gagner de la part des autres nations une estime à laquelle les résultats de leur économie ou leur régime politique ne leur permettraient pas de prétendre. On sait déjà que l'équipe d'Iran fourbit ses armes en vue de sa rencontre avec celle des États Unis, dont elle veut faire La démonstration de la capacité du pays des Ayatollahs à écraser le Grand Satan.

Sans doute s'agit il là, comme l'a prétendu Umberto Éco, d'une manière de faire la guerre par des moyens sensiblement moins sanguinaires que la manière habituelle. Il n'empêche que le réveil, à l'occasion de ce qui ne devrait être qu'un jeu entre preux chevaliers du ballon déterminés à faire du mieux possible, de passions aussi funestes, encore capables de nos jours de dégénérer en d'horribles massacres (en ex- Yougoslavie par exemple), devrait inciter à la réflexion. Car, si l'hypothèse de la fonction cathartique de tels affrontements ne doit pas être a priori écartée, celle de l'entretien par le spectacle des mêmes affrontements d'hostilités nocives est tout aussi pertinente. La résurgence des nationalismes aura été l'une des plaies les plus sanglantes de la fin de ce siècle.

Faut il que le fanatisme de supporters aveuglés par le camouflage des enjeux véritables contribue à la maintenir ouverte ?

Car, il ne s'agit au fond, que d'audimat et de promotions publicitaires. Les chaînes de télévision autorisées à retransmettre les matches accroîtront leur capacité à attirer les spots de réclame (3), et les joueurs ne seront que les démarcheurs de marques pour qui le prétendu sport n'est qu'un prétexte à étendre leurs marchés. On sait aussi qu'à l'occasion de cette Coupe du Monde le business du foute pourra accroître son chiffre d'affaires, grâce aux transactions qui s'opéreront autour des joueurs considérés comme les meilleurs, et qui ne sont que les domestiques portant livrées bariolées d'intérêts étrangers à la finalité proclamée du véritable sport : mens sana in corpore sano.

Le pire est sans doute la prétention des médias et de la presse écrite (même Le Monde s'y est mis !) à rencontrer ainsi le goût de l'immense majorité des citoyens. Il va de soi que l'on doit s'intéresser au Mondial, comme il va de soi que l'on doit pleurer Diana et prendre Teresa pour une sainte. Cette supercherie appelée football va renforcer l'emprise de la télévision sur les foyers et sur les consciences individuelles. Cela permet certes de masquer des enjeux authentiquement vitaux. Mais aussi de rassembler autour des petits écrans une foule hypnotisée par la même absence de sens et qui confond son atomisation avec le faux slogan

de l'individualisme contemporain.

Allons, il sera temps, lorsque déferleront sur nos postes les images de ballets anabolisés et de vociférations primitives, de pousser sur la touche extinction du zappeur et de prendre un bon livre. Le Mondial nous fournira ainsi l'occasion de redécouvrir le plaisir de se mêler à la pensée d'un auteur capable de parler de vraies passions, loin du bruit et de la fureur d'un monde déboussolé par des intérêts mercantiles. Ce sera la seule raison de le remercier (4).

Claude Javeau

(1) Cela s'appelle le dopage. Et qui donc aurait le droit de leur jeter la pierre ? Pourquoi les sportifs de tous les professionnels du spectacle. seraient ils les seuls à ne pouvoir ingurgiter des drogues capables d'améliorer leurs prestations ? Contrôle t on les urines des danseuses ou des présentateurs à la télévision ? Cette façon de vouloir faire accroire qu'il s'agit de "sport" au sens ancien du terme ne relève t elle pas de l'hypocrisie la plus effrontée ?

(2) Religieux, en effet, les incantations mille fois répétées, les transes, les accoutrements stéréotypés voire le marquage du corps des supporters, les beuveries et les autres dépenses de consommation qui accompagnent les matches etc.

(3) Comme le font les chaînes publiques françaises à propos du scandaleux Paris Dakar j'ai déjà eu l'occasion d'en traiter dans le n°297 du 26 janvier 1997 du Journal des procès.

(4) Pour les lecteurs que la critique radicale du sport intéresserait, je recommande le livre de Jean Marie Brohm, Les meutes sportives Critique de la domination, L'Harmattan, 1993, 575 pages.

Ce texte est extrait de l'excellente

Lettre d'information

éditée par nos ami(e)s

du Réseau Vivre au Présent

BP 9223 à 34043 Montpellier

vap.message@pobox.com

<http://pobox.com/~vivre.au.present/>

ALTERNATIVE LIBERTAIRE 207 / JUIN 1998

Chômeur, pas chien !

RÉSISTER, S'ORGANISER !

C'est bien, ce que vous faites, il faut continuer ! Nous entendons ça souvent lors de nos interventions dans les files de pointage ou ailleurs. On est content, c'est sûr, mais le vous nous inquiète : c'est un peu comme si nous étions une équipe de foot que les supporters encouragent à affronter

l'adversaire. Le truc gênant, c'est que l'enjeu de la partie engagée à l'échelon mondial, c'est nous tous. Nous. Pas vous. Ça n'a rien d'un divertissement sportif. L'adversaire ne respecte aucune règle, nie la réalité, use de tous les tours imaginables pour nous enfoncer. La seule efficacité est dans l'extension rapide d'une attitude de résistance à tous ceux que la politique d'exclusion menace. C'est-à-dire toi, moi, il, elle, eux.
Nous.

Hommes et femmes sans emploi ou avec emploi harassant, tant que vous ne vous mettez pas vous-mêmes en mouvement pour dénoncer et rendre public le comportement scandaleux des administrations et des pouvoirs qui gèrent votre vie sur ordre d'en haut, le rouleau compresseur continuera à avancer.

Nous ne sommes pas au bout du chemin : des accords se préparent, dont les auteurs et les négociateurs ont tenté de garder le secret jusqu'il y a peu, notamment le fameux AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement). Son ajournement, dû au scandale suscité par la révélation de son existence dans la presse mondiale, ne signifie en rien que les banques et les multinationales vont l'abandonner : il s'agit pour elles de remodeler de fond en comble la vie des sociétés. Notre vie. La philosophie de ce remodelage est simple : plus rien ne doit limiter les profits des entreprises, aucune considération sociale, morale, environnementale. Et selon leurs experts, il existe parmi les six milliards d'humains dont nous faisons partie un nombre limité de travailleurs dits "intelligents", c'est-à-dire ceux dont les compétences permettent un accroissement rapide des profits dans les entreprises et les banques. Les autres n'intéressent plus le système. Le problème pour les possédants, c'est que ces autres-là (c'est de nous qu'il s'agit) constituent l'écrasante majorité de la population du globe. Comme ils ont l'intention de s'appropriier à peu près tout, qu'ils sont suffisamment insensibles et puissants et qu'ils disposent d'un arsenal répressif hyper performant, ils ne vont pas se gêner. C'est dans ce cadre général qu'il faut analyser les dispositions dont nous sommes l'objet.

La réglementation ONEm vise en premier à nous mettre chacun dans une situation de délinquant.

Pour mener une vie plus ou moins normale, beaucoup d'entre nous sont obligés de "frauder" à un moment ou à un autre. C'est le premier pas : en enfreignant ce que nos "responsables" politiques appellent la loi, nous commençons à nous cacher, à craindre la dénonciation ou le flagrant délit... à nous affaiblir moralement. Excellente affaire pour le pouvoir :

culpabilisés, nous nous défendons mal ou pas du tout. Les autres, voisins ou inconnus, témoins quotidiens ou accidentels de nos existences, deviennent à nos yeux, et parfois réellement, des ennemis potentiels, des délateurs : la solidarité se meurt. Le phénomène de ghetto survient : avec l'organisation actuelle de la société, il n'est même plus nécessaire de rassembler dans un même endroit la population à traiter. Grâce à l'informatique et la formation policière de ses agents, l'Onem a désormais en Belgique la haute main sur des centaines de milliers de personnes et, pour exercer son mandat, il a reçu de l'autorité politique l'autorisation de ne plus les considérer comme citoyens.

Hélas, cette manœuvre d'encerclement a beau se fonder sur des mesures anticonstitutionnelles, elle ne rencontre jusqu'ici que des succès (deux cent mille exclusions en trois ans). La première raison en est que le pouvoir nie effrontément la réalité des contrôles et du non-respect des droits constitutionnels chez les chômeurs. La deuxième est qu'en cela, il est puissamment aidé par les chômeurs eux-mêmes : confrontés au cynisme et à la brutalité des inspecteurs, la majorité d'entre nous se laisse intimider, baisse la tête, ouvre les portes, s'enferme dans des interrogatoires dignes du NKVD.

Pourtant quand un groupe de chômeurs s'organise, l'administration locale de l'ONem attrape la fièvre : réunions, dispositions internes, mises au point se succèdent pour faire face à l'incroyable menace... Ce que l'Office a en effet le plus à craindre, c'est que ses agissements ne soient répercutés dans le grand public, qu'on apprenne, qu'on entende et qu'on voie comment certains employés, investis d'un incompréhensible pouvoir de répression, osent traiter des hommes et des femmes de la commune ou de la ville où ils travaillent sous prétexte qu'ils sont chômeurs ou minimexés.

Il ne faut pas considérer les associations de chômeurs, existant déjà, comme les organismes spécialisés dans la défense de tous les autres chômeurs : déléguer sa parole et la défense de ses intérêts, ça ne donne jamais de bons résultats : les syndicats ont été combatifs et efficaces tant qu'ils ont été l'affaire de tous les syndiqués. Le mouvement de chômeurs en train de prendre forme est animé par des hommes et des femmes qu'indignent l'injustice et le retour à une misère inacceptable face au fabuleux accroissement des richesses actuel, mais leur indignation restera sans effet si vous restez spectateurs au bord de la route : vous êtes l'opinion publique, vous faites partie du peuple souverain, vous avez des informations, des compétences, des idées... Ne les laissez pas en friche, organisez-vous, vous aussi, pour devenir une force, qui, en se

joignant aux autres, fera reculer le malheur.

Michelle Beaujean

Chômeur, pas chien !
087/37.63.70

ALTERNATIVE LIBERTAIRE 207 / JUIN 1998
MOBILISATION GÉNÉRALE

Solidaires aujourd'hui **... vivants et bien-portants demain !**

Ce qui pointe à l'horizon (dispositions internationales sur les orientations économiques qui seront imposées à chaque pays, nouvelles lois définissant ce qu'est une "organisation criminelle", etc.) annonce clairement la couleur : nous sommes en danger. Nos enfants ont toutes les chances de grandir dans une société qui ne prévoit pas de place pour eux. Bientôt, si les sans-emplois ne constituent pas une force représentative de leur nombre réel, les allocations seront réduites à un symbole avant de disparaître.

On imagine mal comment vont se terminer demain certaines rages de dents ou certaines crises de reins. Ne parlons pas de pire. On n'imagine pas du tout dans quel état vont vivre des millions de personnes sans protection sociale ou presque, acculées à accepter un esclavage itinérant pour survivre au jour le jour : une semaine d'assainissement d'un site pollué par ci, un mois au service d'un home de vieillards par là, et entre, on sait pas.

Il y a vingt ans, un spécialiste ès société avait annoncé : Le jour où, en Belgique, le nombre de chômeurs dépassera les cent mille unités, la marmite sociale explosera.

Aujourd'hui, un million de sans-emplois et rien ne bouge. Une espèce de léthargie hypnotique : non, ceux qui ont encore du travail ne volent pas au secours de ceux qui le perdent. Ceux qui l'ont perdu se terrent dans une semi-clandestinité. Tout - ou presque - leur est interdit. Pas besoin de barreaux, pas besoin de cellules d'isolement, la traque au chômeurs est superbement organisée. Les gens qui ont encore du travail savent, même si tous ne se le disent pas clairement, que ce qui les attend probablement un de ces jours prochains, c'est un C4 définitif.

Il est confondant que de bonnes âmes continuent à s'aveugler : les progrès technologiques (électroniques, chimiques, "génétiques") sont tels aujourd'hui que les activités de production (et même de distribution) seront presque entièrement automatisées d'ici quelques années. Activités de production, donc marchandises, c'est-à-dire des objets qui rapportent plus que ce qu'ils ont coûté... On pourrait dire : Ouf ! Quel soulagement ! Nous n'avons plus besoin que des hommes acceptent de devenir des morceaux de machines (1). On va pouvoir s'occuper de choses vraiment intéressantes, c'est-à-dire de nous, les êtres humains dans le vaste monde... Il n'échappe à personne que les services, les activités concernant la vie des personnes, les relations qu'elles ont ou n'ont pas entre elles - éducation, santé, communications et déplacements, création artistique, recherche, exploration, passions en tous genres etc. -, ces activités-là deviennent une priorité. Une priorité que notre société laisse tomber de plus en plus ouvertement. Un service ne peut pas être considéré comme une marchandise : il y a là une part incontrôlable d'humanité difficile à chiffrer. Dans les États démocratiques d'après-guerre, le pouvoir a encouragé le développement d'un réseau de services assez performant : il avait besoin d'une population en bonne forme pour poursuivre ses objectifs économiques. Aujourd'hui, grâce au progrès, la forme de la majorité des gens, c'est le cadet de ses soucis. Sur le marché du travail, il y a trop de monde. On fourre dans les services "de proximité" les premiers qui traînent, à des conditions salariales ahurissantes. Et, en ce qui concerne les "services" un peu trop spécialisés, on "privatise" à tour de bras, pour vendre plus cher à ceux qui peuvent payer (pensez à la médecine, aux écoles, aux moyens de communication, au théâtre et tout le reste) ou alors, pour les usagers qui n'ont pas le sou, on restreint, on coupe-sombre, on supprime...

Si nous continuons à laisser passivement s'installer l'indifférence, le cynisme et la répression brutale, nous atteindrons rapidement un point de non-retour. Il ne sera plus possible alors de réclamer justice pour des individus piétinés par les puissants et leurs acolytes : il n'y aura plus de lois pour le faire. Les nouvelles lois en voie de fabrication sont conçues par ceux qui possèdent les richesses et détiennent les armes. Elles consacrent leur souveraineté absolue, le crime, et l'écrasement des consciences.

Il y a un peu plus de cinquante ans, par manque d'énergie, des populations entières ont permis que le pire leur arrive. Après, quand il a été installé, seuls quelques fous ont osé l'affronter. Pour bien marquer la différence, on appelle "héros" - ou terroristes, ça dépend du point de vue - ceux qui ne tiennent pas compte de leur peur et affrontent la tyrannie. Ils sont imprévisibles et en général très peu nombreux, ce qui est bien compréhensible : nous ne sommes pas nés pour nous accommoder de la mort.

Leur petit nombre donne toute facilité aux gouvernants de les perdre et les faire disparaître. Plus une collectivité s'écrase et se soumet, plus il devient

dangereux d'affronter le pouvoir. C'est la lâcheté générale qui engendre les héros. Pas besoin d'eux si chacun est décidé à faire respecter sa dignité. Pas besoin d'eux si, devant l'abus d'autorité, chacun se sent autorisé à en appeler à ses proches, ses voisins, ses collègues, ses semblables, et que cet appel suscite immédiatement un soutien spontané. En démocratie, même très malade comme la nôtre, si la population est énergique et solidaire, pas besoin de héros : les représentants du pouvoir sont astreints à tenir un certain langage s'ils désirent conserver leur part de fromage électoral et ce discours, qu'ils trahissent les doigts dans le nez tant que nous ne bougeons pas, dès que nous commençons à nous ébrouer, ils sont obligés d'en tenir compte. C'est ce qui s'est passé avec la Marche blanche. Sauf que pareil effort n'était pas naturel du tout pour ceux qui l'ont produit. Si les marcheurs blancs étaient restés vigilants et soudés, s'ils n'avaient pas donné très vite le sentiment d'avoir réagi impulsivement pour décharger leur conscience du poids de leur passivité habituelle, peut-être les choses se seraient-elles passées autrement.

Le hic, c'est que nous ne pouvons pas nous contenter d'une manifestation à grand spectacle et puis basta. Il faut tenir, se mobiliser chaque jour là où nous sommes, établir des contacts avec d'autres groupes, forcer la porte des médias, oser prendre la parole, faire le siège des administrations et des ministères. S'ils sont inapprochables physiquement, ils ont des téléphones, des fax et des sites internet. Ministres, députés et sénateurs habitent dans des maisons, vont à des réceptions, inaugurent expositions et centres sportifs. Les hommes d'argent aussi. Il faut leur rappeler que nous existons, que nous ne sommes pas d'accord avec eux, qu'ils ont des comptes à nous rendre. Pour que nous nous mettions à exister dans leur tête, il faut que nous existions dans la nôtre, que nous consentions du temps à nous rencontrer, à décider ensemble de ce que nous pouvons faire et à l'organiser...

La mobilisation effective aujourd'hui de ceux que menace le nouvel ordre social nous épargnerait bien des souffrances demain et permettrait de faire l'économie de héros, souvent inutiles : Che Guevarra est mort sans avoir pu sauver les pauvres d'Amérique latine. La seule force que peuvent opposer les exclus présents et à venir à l'oppression qui s'organise, c'est eux-mêmes, en s'organisant.

Chômeurs, parlez-vous, groupez-vous, organisez-vous, défendez-vous : personne ne le fera à votre place, sans vous.

Chiquet

1) Le travail ouvrier, à l'époque industrielle, a été découpé de telle manière que les hommes et les femmes attelés aux machines y fonctionnent comme des éléments de la machine, sans âme, sans pensée, sans parole, sans besoin (même pas celui de pisser). Leurs talents, leurs connaissances, leurs facultés de création sont devenus inutiles, voire

encombrants.

Chômeur, pas chien !
087/37.63.70

ALTERNATIVE LIBERTAIRE 207 / JUIN 1998

Chômeur, pas chien !

Publicité, sauvegarde du peuple

Ne restez pas seuls face aux contrôles !

S'il reste aujourd'hui à la ville de Verviers quelque chose de remarquable, c'est cette inscription en lettres gravées au fronton de son (très bel) Hôtel de Ville. Pour les plus jeunes, précisons que l'idée de Publicité, sauvegarde du peuple signifiait qu'il fallait rendre public ce que décidaient les autorités de la ville afin que chacun puisse connaître quelle position le pouvoir communal adoptait réellement vis-à-vis de la population.

Comparés aux journaux du siècle passé, la télé et la radio donnent aujourd'hui l'impression que nous sommes informés de tout instantanément, et que la publicité réclamée par nos ancêtres est désormais garantie à chaque foyer. Or, nous n'avons aucun contrôle sur les médias modernes : leur réalisation et leur fonctionnement nous échappent totalement (évidemment, aujourd'hui, il y a Internet, réservé à une élite formée et certainement pas pauvre).

Jadis, des ouvriers à peine alphabétisés pouvaient parfois prendre l'initiative de faire connaître ce qu'ils vivaient : les moyens pour le faire ne leur étaient pas inaccessibles. Il faut désormais un argent fou pour promouvoir une publication ou une émission. Aujourd'hui, pour qu'une personne arrive à faire connaître ce qu'elle vit, les médias doivent trouver un intérêt à s'en occuper. Les budgets dont ils disposent - et sans lesquels ils ne peuvent fonctionner - viennent de quelque part : des entreprises et/ou de l'État. Inutile de faire un dessin, dans la presse, à la radio, à la télé, il y a des choses qu'on ne dit pas, qu'on évoque à peine

ou qu'on dit d'une certaine manière.

Les brimades infligées aux chômeurs par l'ONEm sont un des aspects de la réalité généralement occulté et par conséquent ignoré par ceux qui ont encore la chance d'avoir du travail.

Le Ministère de l'emploi et du travail et les cadres de l'Onem nient qu'ils ont perdu le contrôle de leurs agents. Du reste, le flou des structures de fonctionnement (notamment, le pouvoir arbitraire des directions locales) et de la réglementation semblent conçus pour permettre toutes les dérives. Le rendement est excellent et le rythme des exclusions conforme aux critères de Maastricht. Avec plus d'un million de pauvres, la Belgique mérite l'euro.

Bien sûr, il y a des fuites : certains employés nous décrivent à quoi ressemble l'Office vu de l'intérieur, mais leurs révélations, si même elles recoupent les témoignages des chômeurs, ne peuvent être juridiquement utilisées puisque leurs auteurs doivent conserver l'anonymat (en attendant, l'Onem se sert sans vergogne de dénonciations anonymes pour jeter des chômeurs dans la misère, sans attendre un jugement légal).

Les chômeurs doivent se convaincre que s'ils ne s'occupent pas eux-mêmes des difficultés de leur existence et du régime d'offenses et d'injustice dans lequel le pouvoir les enfonce, ni les individus, ni les associations les plus volontaires ne pourront les aider : rien de solide et d'efficace ne peut se faire sans le concours des intéressés.

Depuis le début de son activité, Chômeur, pas chien ! propose des interventions pour ceux qui sont en difficulté. Il est clair que nous ne sommes pas en mesure humainement et financièrement de résoudre les problèmes individuels de chaque chômeur qui se débat, mais ensemble, nous pouvons appeler la population à l'aide, réclamer le respect de la Constitution, soutenir et entourer ceux qui ont décidé de ne pas se laisser faire. Ensemble, c'est-à-dire nous avec vous et vice-versa), nous pouvons organiser la publicité sur le véritable comportement des inspecteurs face aux chômeurs.

C'est là une démarche essentielle, une priorité : tant que le public ne verra pas et n'entendra pas comment les choses se passent, il aura des difficultés à le croire et donc à exiger que ça cesse.

**Actifs ensemble,
nous devons viser, en premier lieu:
la suppression du statut de co-habitant**

**et la suspension de toute sanction
tant que le Tribunal du Travail ne s'est
pas
prononcé sur la réalité d'une infraction.**

Pratiquement : ceux qui se retrouvent dans les files de pointage d'un même bureau ont toutes les chances d'habiter le même quartier, la même commune, des rues ou des maisons voisines ; ils peuvent, ce n'est pas la fin du monde, se saluer, prendre des nouvelles les uns des autres et mettre des systèmes d'assistance mutuelle au point. Rien n'empêche un chômeur soumis à une visite domiciliaire d'inviter un voisin, chômeur ou non, à prendre une tasse de café pendant que l'inspecteur se livre à sa sinistre activité. Des choses comme ça se préparent. Si les inspecteurs dépassent leurs prérogatives, vous interrogez sur ce qui ne les concerne en rien, se montrent désagréables, tentent de vous intimider, il faut exiger que ce soit noté dans le procès verbal de l'entretien et ne pas le signer avant que ce soit fait. Ou marquer par écrit votre désaccord avant la signature (lu et pas d'accord). Ce genre d'attitude exige de la force de caractère : une présence amie est un encouragement considérable.

S'ils se présentent chez vous sans mandat, vous avez le droit de ne pas les recevoir. Si vous décidez de les laisser s'installer quelque part pour vous interroger, c'est à vous de décider où et combien de temps. Si vous êtes impressionnable ou que vous manquez d'informations, ne les laissez pas entrer : une convocation officielle à l'Onem, à laquelle vous pouvez vous rendre bien préparé, accompagné d'un délégué syndical ou d'un avocat, vaut mille fois mieux que l'incognito et l'impunité dont ils bénéficient dans vos murs !

Lorsque vous êtes avertis à l'avance, si nous disposons d'un délai suffisant, nous pouvons vous aider à installer de quoi capter les propos d'un inspecteur en train de vous cuisiner ou filmer l'entretien : s'ils n'ont rien à cacher, ça ne devrait pas les gêner. Ces documents pourraient ultérieurement constituer une illustration éloquente du régime très particulier en train de se mettre en place dans notre pays à l'insu d'une fraction encore majoritaire de la population.

Sans-emplois, chômeurs, minimexés, ôtez-vous de la tête que vous êtes coupables de votre détresse : dans une société d'abondance, la misère est bien un crime, mais c'est celui des détenteurs de richesses et, donc, du vrai pouvoir. "Tricher", ne pas respecter une législation démente, c'est devenu inévitable et ce n'est certainement pas plus malhonnête que de prétendre que l'assistance à un vieux voisin sans le rond est du travail en

noir.

Quand un patron, réalisant de plantureux bénéfices, licencie des gens qui ont travaillé pour lui sans se soucier une seconde de ce qui va leur arriver dans leur vie quotidienne, ce n'est rien d'autre qu'un salaud : en quoi se distingue-t-il de ceux qui se moquent de faire trimer des enfants pourvu qu'on puisse les payer avec des ronds de carotte ? Dans tous les cas, la vie des autres - et particulièrement de ceux qui les enrichissent - ne les intéresse pas.

Quand les agents de l'Onem mènent une traque impitoyable contre les chômeurs pour réduire artificiellement les statistiques sur le chômage et permettre à l'État de redistribuer l'argent économisé aux entreprises (qui en font ce qu'elles veulent), ce sont des salauds aussi : pour continuer à gagner leur salaire, ils consentent à tourmenter ceux qui n'en n'ont plus.

Chômeur, pas chien !
087/37.63.70

ALTERNATIVE LIBERTAIRE 207 / JUIN 1998

Chômeur pas chien !
fais la fête le 19 juin à
Liège

**C'est pas parce qu'on est chômeur
qu'on doit fermer sa gueule !**

Autrement dit, on a le droit comme tout un chacun à l'expression. Et le vendredi 19 juin à la Zone (27 rue Méan à 4000 Liège, 04/341.07.27), on va en profiter !!!

Au programme : des zartistes (chômeurs ou pas) de tous poils (on n'est pas des chiens ! merde), vont se faire voir (eh non, restez !) et se faire entendrrre...

Et puis, pour tous, un espace à prendre sera offert pour le plaisir d'être ensemble et réfléchir en buvant...de l'eau minérale, bien entendu (ce n'est qu'une plaisanterie, il y aura de la bière et du

schnaps) !

En résumé, il y aura donc concerts, expos et animations diverses à partir de 18 heures et jusqu'à plus soif. Et tout ça, pourquoi ?...

Eh non, Messieurs les contrôleurs de l'ONEm, tous ces gens ne feront pas ça pour du pognon ! Mais pour le plaisir. Et puis en soutien aux actions de Chômeur, pas chien !, en soutien à ce que nous revendiquons. C'est-à-dire : pour les chômeurs, mais aussi tous les bénéficiaires d'aide sociale, pour obtenir le droit et les moyens d'être considérés autrement que comme : fraudeurs, tricheurs, profiteurs, abuseurs (pas sexuels, grands dieux !), feignants, menteurs, assistés, moins que rien...

Bon, là, je parle aux sbires de l'ONEm, mais je doute qu'ils soient nombreux à lire cette prose (quoique...) : en tout état de cause, vous voilà informés.

Il me reste juste à préciser le programme (qui n'est pas encore totalement clôturé, il y aura des surprises...)

Seront présents : Alan Free Jump (Alinos, tu sais me confirmer que c'est du jazz, SVP ?) ; Chaos Bastard et peut-être des copains à eux ; Dom et Sylvain pour nous aphoriser ; Marie-Eve Dimitchein, pour de grands rêves dans le monde du petit ; Michel Feilner, une voix, une guitare et des textes à vous faire vibrer la réalité ; Gilles et les siens, pour nous performer une petite impro musicale ; Jean-François et les autres, pour quelques exercices de style en jonglerie ; KGB rock'n blues, si Bobby retrouve une guitare... Ludo, automatiquement vôtre ; Nénesse et son accordéon, et il paraît que c'est surprenant ! (avec Ghislain à la batterie) Phil au crayon noir, accompagné par Tartempion au crayon de couleur ; Claude Semal, tout le monde connaît. Si ce n'est pas le cas, c'est l'occasion ou jamais (des chansons comme les siennes, ça vous sauve la vie) ; Le Grand Méchant D'Orazio et ses marottes ; Dominique proutera sur des airs de Séba... Last but not least : la soupe C4, recette piquée dans les fiches cuisine de C4, le mensuel qui vous pend au nez.

Et si vous avez une percu ou un biniou, prenez-les, il y aura bien un moment où on pourra percuter - pacifiquement - ensemble...

Ingrid

Chômeur, pas chien !
087/37.63.70

Daniel Vidal

Paul Roussenq

le bagnard de Saint-Gilles

Il y a quelques années, en rendant visite à deux Saint-Gillois, vieux militants libertaires usés (mais pas désabusés !) par la vie et ses batailles, je ne savais pas encore que cet écrit verrait le jour.

José et son ami Manuel me mirent donc sur la piste d'un personnage hors du commun, oublié de la population gardoise et du mouvement anarchiste. Seuls les spécialistes de l'histoire des bagnes semblaient le connaître encore...

C'est cette injustice que je décidais de réparer en vous livrant ici le fruit de mes recherches.

Bien sûr, cette trop courte biographie est incomplète.

Mais puisse un jour, un travail plus complet être réalisé.

Puisse surtout, Paul Roussenq être réhabilité et faire partie de nos mémoires,

au même titre qu'Henri Marius, le mineur anarcho syndicaliste de Bessèges

ou le nîmois Bernard Lazare, l'avocat anarchiste du capitaine Dreyfus...

Daniel Vidal

**L'auteur tient tout particulièrement à remercier Séverine et Louis
Beumier
pour leur soutien et leur fidélité à Paul Roussenq.**

NOTES DES ÉDITEURS

Les mots sont des nains, les exemples des géants !

C'est bien connu, les idéaux ne sont pas toujours très faciles à appréhender. Ils ont souvent le regard fier des grands principes. La démarche raide du pèlerin. L'intransigeance rugueuse des certitudes péremptoires. Et quand ils ne causent pas

langue de bois, ils ne condescendent, généralement, à ne tutoyer que le seul futur.
Est il besoin de le préciser, l'idéal libertaire, le plus beau de tous les idéaux de liberté et d'égalité et le seul qui soit encore coté à la grande bourse de l'espoir, n'échappe pas complètement à la règle.

Il est, en effet, par trop souvent distant. Vague. Impalpable. Lointain. Redondant. Démesuré. Moi je. Demain on rasera gratis. Avenir radieux. Présent de mots. De discours. De théories...!

Oh, bien sûr, nos rencontres avec l'histoire ont été si brèves que nous n'avons guère eu le temps de construire autre chose que les fondations (et elles sont gigantesques et merveilleuses) des cathédrales de liberté, d'égalité et d'entraide qui sont au cœur de nos rêves. Oh, bien sûr, la révolution sociale, ça se prépare, et il faut mettre le paquet sur l'organisation, l'effort et l'intransigeance. Oh, bien sûr, nous n'aurons jamais assez de mots, de principes, de concepts, de projets, de propositions, d'actions, de luttes contre, de révoltes et d'espoirs... qui, tous et toutes, participent à créer les conditions de...

Reste que, l'idéal libertaire, et on ne le mettra jamais assez en avant, c'est aussi et avant tout des êtres humains qui mettent leurs rêves en actes individuels ou collectifs et qui font de cet autre futur un autre présent.

Et là, c'est assurément du palpable, du concret, du facile à piger... et de la dynamite ! Aussi, tout en continuant à vous proposer des mots, des principes, des théories... susceptibles d'armer encore un peu plus votre révolte et vos espoirs, les éditions du Monde Libertaire associées à Alternative Libertaire ont décidé de lancer une nouvelle collection de brochures - Graines d'ananars -avec pour objectif de mettre un peu de chair, de sang et d'humain autour du rêve libertaire.

Les libertaires c'est qui ? Ça vit comment ? Et surtout ça fait quoi ?

Autant de questions qui, nous l'espérons, devraient habiller notre idéal d'une exemplarité à nulle autre pareille !

Nous aurions pu inaugurer cette nouvelle collection par la biographie d'un(e) "grand(e)" de l'anarchisme.

Nous avons choisi de parler d'un obscur. D'un sans grade. D'un gueux. D'un bagnard... dont c'est peu dire qu'il est l'honneur, le sang et l'âme de la révolte, de l'espoir et de l'esprit libertaires.

En 1903, Pierre Roussenq, âgé de dix huit ans, fils d'ouvriers agricoles, lecteur assidu d'Élysé Reclus (le célèbre géographe anarchiste), en délicatesse avec son milieu familial, routard avant l'heure (mais sans guide), écope de cinq ans de prison pour vagabondage et pour avoir balancé le quignon de pain dur qu'il avait dans sa besace sur la tronche d'un procureur qui lui faisait la morale. Prison, service militaire et donc billet aller dans un bataillon disciplinaire (Biribi) quand sonna l'heure du service militaire. Les coups, encore les coups, toujours les coups, le mépris... étaient bien évidemment le lot commun de ce séjour aux Bats d'Af. Et quand il s'est agi de refuser l'intolérable et de manifester une opposition à cet intolérable en brûlant une vareuse, ce fut une condamnation de vingt ans de bagne à la clef.

Le libertaire Pierre Roussenq fit donc vingt ans de bagne à Cayenne. Et il les fit debout. Sans jamais transiger sur quoi que ce soit. Fier. Courageux. Exemplaire. Cassé cent fois par jour mais...

Son histoire, là bas et ensuite, Daniel Vidal nous la raconte dans cette brochure.

Il nous la raconte parce que Pierre Roussenq est de chez lui. De ce sud de la France. De ces villages libertaires comme Aimargues qui gardent le souvenir et le conjuguent au présent avec le lieux de vie Le Corral.

Il nous la raconte avec les poings serrés de la révolte et beaucoup d'émotion.

Et ça vaut le détour !
Les mots ne sont pas toujours des nains, mais les exemples, eux, sont toujours des géants !
Qu'on en juge !

**Pour les éditions du Monde Libertaire, Jean-Marc Raynaud
Pour les éditions Alternative Libertaire, Roger Noël, dit Babar**

Mon destin

En l'an quatre vingt cinq du siècle dix neuvième,
Un lundi de septembre et vingt huit du quantième,
À Saint-Gilles du Gard, terroir du jus vermeil,
Sans bruit, je vins au monde au lever du soleil.
Élève studieux, sur les bancs de l'école,
Mon esprit vagabond allait, à tour de rôle,
Des mornes rudiments aux horizons lointains,
Vaguement imprégné de désirs incertains.
Et puis je pris mon vol, loin du toit séculaire,
Quittant, d'un chaud foyer, l'asile tutélaire
Où mes rêves d'enfant connurent leur essor
Et que je délaissai pour marcher vers mon sort.
Il me fallut mener le combat de la vie,
Sans trêve ni répit sur la route suivie,
Miné par le carcan de la fatalité
Et sous le joug pesant de la Société.
Cette société conformiste et cruelle,
Qui fait un paria de tout être rebelle.

Paul Roussenq

CHAPITRE UN

Le début d'une vie

Dans la modeste maison des Roussenq, rue du Puit de Paty à Saint-Gilles du Gard, c'était une bien longue nuit qui s'achevait là. Henri, soulagé, voyait se lever le soleil : sa femme, dans la chambrée, dormait. Madeleine venait de donner naissance à cet enfant tant attendu. Et c'était un garçon. Dans la salle à manger voisine, les proches et amis laissaient éclater leur joie comme il se doit en de pareilles circonstances. Mais qui donc aurait pu se douter que Paul Henri Roussenq, enfanté dans la douleur ce 18 septembre 1885, subirait sa vie comme il l'avait commencé : dans la souffrance...

Dans cette commune de 6000 habitants située entre Nîmes et Camargue, le temps manque pour goûter aux joies de la vie. Aux plaisirs de ce début de siècle que

d'aucuns surnommeront la Belle Epoque. Henri Roussenq, le tout nouveau chef de famille, fait partie de cette cohorte d'ouvriers agricoles aux revenus pour le moins modestes.

Ces journaliers travaillent principalement dans les vignes, les vergers et les champs de céréales, nombreux autour de Saint-Gilles. Les femmes, elles, travaillent parfois dans les rares petites usines alentours ou bien suivent leurs maris dans les champs. Elles restent accaparées par le foyer familial et les tâches souvent ingrates qui leur incombent, tout de même. Les enfants, quant à eux, s'ébattent dans les rues rarement pavées de ce paisible village du midi. La vie s'écoule simplement, ponctuée par les marchés, les courses de taureaux et les quelques bals organisés de temps à autre.

Très vite, l'école aidant, le petit Paul Roussenq, seul enfant de sa famille, fera preuve d'indépendance et d'une robustesse rares à son âge. En outre, sa maturité d'esprit le poussera à s'intéresser au formidable écho que suscitent les mouvements révolutionnaires qui déferlent sur l'Europe en ce début des années 1900. Et en particulier au mouvement anarchiste.

Il faut dire que les libertaires, entraînés par une minorité, s'étaient fourvoyés dans la polémique de la "propagande par le fait". La presse sensationnaliste d'alors et la bourgeoisie apeurée avaient contribué à faire parler des bandits tragiques. Beaucoup trop. Mais des penseurs et militants tels que Fernand Pelloutier ou Émile Pouget avait adopté ce retour aux sources du mouvement ouvrier qui cadrerait tellement mieux avec la doctrine de Bakounine. Issu de la grande pensée socialiste, l'anarchisme ne pouvait négliger plus longtemps la naissance et le développement des syndicats, des bourses du travail. Par leurs revendications, leur dévouement et leurs pratiques d'action directe, les anarcho syndicalistes enrichirent indéniablement le syndicalisme français et furent à l'origine de quelques bourses du travail comme celle de Nîmes. D'où leur popularité grandissante chez les partisans de la Sociale.

Le Libertaire, Le Père Peinard et Les Temps Nouveaux font partie des journaux anarchistes paraissant alors. Le jeune Paul les lira avec attention. Dès l'âge de 14 ans, il dévore les dix neuf volumes qui composent la fameuse Géographie universelle du géographe libertaire Élisée Reclus. Peut être est ce la lecture de cette œuvre imposante qui l'inspirera et lui fera quitter ses parents à l'âge de 16 ans. À la suite, semble t il, d'une dispute avec son père : une peccadille peut être. Mais le garçon est têtu : il quittera son village et ses parents et partira à l'aventure. Ainsi en a t il décidé. Il regrettera cette décision toute sa vie, car c'est la dernière fois qu'il voit ses parents vivants. Mais l'adolescent rêveur ne le sait pas encore.

Partir à l'aventure, faire la route, c'est bien sûr vivre au jour le jour. Coucher là où la nuit le surprend : dans une grange, sous un arbre. Subir les caprices des saisons et avoir froid sous la pluie et dans le vent. Affronter la haine farouche parfois des gens qui ont toujours peur de ceux qui ne leur ressemblent pas. C'est vivre d'expédients, de petits travaux, de fruits trouvés ou volés au hasard du chemin et des rencontres. C'est ainsi que sa route le mène jusqu'en Provence où, le 6 septembre 1901, il se voit condamné pour vol. Il a 16 printemps et la cour d'Aix en Provence le condamne à 6 mois de prison avec sursis : il devait s'agir d'une rapine quelconque...

Ce qui ne l'empêche pas de poursuivre son voyage solitaire. Mais le vagabondage est fort mal vu par la loi qui aime les gens qu'elle peut contrôler et surveiller, pas ceux qui lui échappent en se déplaçant sans cesse. L'Ordre a ses raisons que la raison ignore pense peut être le jeune Paul, assis dans la salle d'audience de Chambéry. Il est sur le banc des accusés ce 5 mars 1903. En effet, peu auparavant, la même chambre l'avait sanctionné de 3 mois de prison pour vagabondage. Il avait aussitôt fait appel et sa requête le fit donc aboutir à nouveau au palais de justice.

M. Orsat, l'avocat général, venait de terminer sa plaidoirie. En conclusion, il demande l'incarcération de ce jeune homme de 18 ans à peine. Au nom de la morale d'une société sans doutes. Cette société dont Roussenq ne veut surtout pas, puisqu'elle ne l'accepte pas tel qu'il est. Voilà à quoi elle mène doit songer le jeune accusé en fixant les hommes de robe somnolant dans leurs fauteuils. Soudain, Roussenq se lève, plein de colère. Quoi, demande t il, aller par la route, pauvre et démuné est donc criminel ? Mais ce sont les riches justement qui devraient passer en justice, forts de leurs crimes d'exploiteurs !

Déjà, le prétoire jusque-là assoupi semble se réveiller. Et Orsat se déchaîne, blême de rage devant tant d'insolence et d'innocent courage. Le flot de reproches du magistrat sera stoppé net par un croûton de pain dur reçu en plein visage. C'est Roussenq qui l'a lancé. Il n'a pas pu se contenir : mal lui en prit ! Le juge lui demande de faire des excuses. Le refus de l'adolescent est catégorique et le restera, malgré les tentatives infructueuses du juge, plutôt conciliant. Alors la sentence tombe après délibération : cinq ans de prison ferme. La Justice, en la personne de l'avocat général, a sauvé son honneur. En gâchant la vie d'un jeune homme.

CHAPITRE DEUX

Aux Bats'd'Af

De 1903 à 1907 donc, c'est la prison à Clairvaux dans l'Aube. Le jugement inique dont il a été la victime et son séjour carcéral donneront à Roussenq une haine farouche des uniformes. Ses convictions anarchistes sortent renforcées de toutes ces épreuves : la police, la justice et l'armée lui sembleront des adversaires résolus de la condition d'homme libre. Au service de l'asservissement et d'une justice de classes, ces institutions sont les artisans des malheurs de Roussenq.

L'État Français le lui prouvera encore en l'incorporant, le 8 octobre 1907, au 5ème bataillon d'Afrique. Il rejoint son affectation le 14 octobre sous le numéro matricule 6470. Roussenq écrira plus tard de son séjour dans l'armée coloniale française : « la vie des casernes est bien la plus abrutissante qui soit sous la calotte des cieux [...] Les soldats n'y sont que des machines à obéir ».

Mais les tristements célèbres Bats'd'Af sont bien pires encore que des casernes.

Ces camps militaires abritaient des compagnies disciplinaires réservées aux fortes têtes, ceux qui ne pouvaient se résigner à courber la tête : bref, les indésirables de la "grande muette". La bêtise des officiers de ces camps africains, leur cruauté qui faisait subir mille maux aux malheureux tombant sous leurs griffes, les cas de torture sont fréquemment dénoncés en France. L'écrivain Georges Darien, antimilitariste convaincu, sera l'un des premiers à parler de l'horreur des Bats'd'Af dans son brillant roman Biribi. Livre bien inspiré puisque l'auteur avait lui même séjourné là bas trois années durant (1883 1886).

Et Aristide Bruant chantera longtemps encore sa Complainte de Biribi dont voici un couplet qui donne une idée de ce que Roussenq y a vécu :

À Biribi c'est là qu'on crève de soif et d'faim,
C'est là qu'y faut marnier sans trêve jusqu'à la fin !
Le soir, on pense à la famille, sous le gourbi...
On pleure encore quand on roupille à Biribi...

Car tout mouvement de protestation à l'égard des Bataillons d'Afrique retombait vite dans l'oubli. Et une chape de plomb, sans cesse renouvelée, s'abattait sur cette infamie. Prestige colonial oblige.

Roussenq subira donc le régime militaire jusqu'à plus soif. Son caractère entêté, ses convictions et sa dignité d'homme l'amèneront une fois de plus à connaître le pire qu'une vie puisse offrir. Las des caprices de ses supérieurs engalonnés, il aura une altercation violente avec un officier. Cela lui vaudra de faire connaissance avec le cachot .

Mais Roussenq ne se laisse pas abattre pour autant. Aussitôt la porte de sa cellule refermée, il demande à en sortir. Mais les gardes ne répondent pas. Le prisonnier crie plus fort encore, puis s'énerve devant ses prières restées sans effets. Alors il hurle sa colère, puis tourne en rond entre murs et barreaux. Roussenq veut sortir ; assez de prison. Il vient d'y passer 4 ans en France, et à 22 ans, on a envie d'autre chose, tout de même ! Et puis, ces hommes dehors, avec uniformes et galons, qui ne cherchent qu'à le briser, lui et ses compagnons d'infortune... Tout, mais pas leur ressembler, pas leur obéir...

Alors, d'un geste de révolte mêlé de désespoir, il se dévêt de son treillis, le pend aux barreaux et y met le feu. Dehors, c'est la panique. Un peu de fumée (autant que peut en produire un treillis qui flambe) et c'est le branle-bas-de-combat, malgré la canicule africaine. Tout le monde s'élance vers les points d'eau, d'autres évacuent les lieux. La porte de la cellule de Roussenq est ouverte en un temps record et... deux seaux d'eau suffiront finalement à éteindre le "sinistre".

Il faut dire que le cachot ne contenait aucun mobilier d'aucune sorte susceptible de brûler. Les prisonniers se couchaient à même le sol pour dormir et manger. Une fois l'étoffe brûlée, le feu se serait éteint seul. Sans dommages .

Notre incendiaire de pacotille était donc arrivé à ses fins : se faire entendre et voir s'ouvrir la porte de la cellule. Mais il n'avait pas prévu qu'il passerait, peu après, en conseil de guerre de la division d'occupation de Tunisie...

Et là encore, c'est le cynisme qui prédominera sur le jugement et la sentence des militaires. Examinons plutôt les chefs d'accusation qu'indique le dossier militaire de Roussenq :

- 1) Tentative d'incendie volontaire d'un bâtiment à l'usage de l'armée ;
- 2) Voies de fait envers un supérieur pendant le service ;
- 3) Outrages envers un supérieur pendant le service ;
- 4) Destruction volontaire d'effets ;
- 5) Refus d'obéissance.

Rien de moins !

À cette bordée de reproches, il est bon de répliquer que :

- 1) On n'enflamme pas une cellule de pierre.
- 2) Les recrues n'ont pas, elles, la possibilité de traduire en justice les officiers zélés coupables de châtiments corporels à leur égard.
- 3) L'encadrement militaire garde t il, dans sa confortable position, une correction verbale irréprochable à l'égard des appelés ?
- 4) Le montant de la "destruction" a été estimé à l'époque, à... 40 francs !
- 5) Peut on obéir à une institution et ses représentants dont le seul but avoué est de briser et d'avilir les plus rebelles ? Institution qui est de plus, imposée et non pas choisie par la victime.

En fait, rien d'autre que le courage de Roussenq et son refus de s'abaisser sur ordre de prétendus supérieurs ne sont visés. L'incendie, si ridicule par son importance, n'est qu'un mauvais prétexte. La mauvaise foi évidente des accusateurs de Roussenq se

manifeste définitivement dans ce passage extrait d'un rapport de l'administration qui rappelle les motifs d'inculpation portés à l'encontre du Saint-Gillois : Tentative d'incendie volontaire d'un bâtiment à l'usage de l'armée, laquelle tentative manifestée par un commencement d'exécution n'ayant manqué son effet que par suite de circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. La cellule, vide de meubles, était en pierre : seraient ce là "les circonstances indépendantes de la volonté de son auteur" ?

Le verdict tombe et par 5 voix contre 2, l'accusé est reconnu coupable. La peine prononcée est terrible et démesurée : dégradation militaire, 15 ans d'interdiction de séjour et... 20 ans de travaux forcés. C'est l'horreur et Roussenq s'écroule, effondré. Nous sommes le 5 mai 1908.

Après avoir transité à l'Harrach, un dépôt de forçats situé à Maison Carrée près d'Alger, Roussenq sera embarqué à bord de La Loire avec 600 forçats pour s'acheminer le 30 décembre 1908 vers la Guyane.

C'est le 13 janvier que les forçats découvrent au loin les terres de la Guyane.

CHAPITRE TROIS

L'enfer du bagne

C'est à travers les nombreux ouvrages écrits sur le bagne que l'on retrouve la trace de Roussenq au cours de son séjour en Guyane. Ces témoignages sont la preuve que celui ci a marqué de façon irrémédiable la triste histoire des forçats de Cayenne. Au delà, le cas Roussenq ne fait que confirmer également le lourd tribut des anarchistes à l'histoire de la déportation dans les bagnes de Guyane. Pour éviter les sottises et les inexactitudes qui foisonnent sur Roussenq, nous allons, sans extrapoler, nous baser sur les témoins les plus importants de cette triste épopée. Ceci dans le seul but de reconstituer le calvaire de celui que l'on n'allait pas tarder à surnommer l'Inco (l'incorrigible).

Avec 3.779 jours de cachot (soit plus de... dix ans), Roussenq reste le recordman absolu de cette discipline. C'est qu'il n'obéissait pas volontiers aux serviles employés de l'AP (l'Administration Pénitentiaire), le bougre ! Aussi les motifs de punitions portés à son encontre sont ils nombreux et variés.

Qu'on en juge :

- A excité ses camarades à l'hilarité par son bavardage continu pendant la sieste - 30 jours de cachot.
- Lacération complète de ses effets d'habillement - 30 jours de cachot.
- N'a pas cessé pendant la sieste d'appeler les autres punis pour les obliger à parler avec lui - 30 jours de cachot.
- S'est catégoriquement refusé à se laisser mettre aux fers - 30 jours de cachot.
- A accusé un surveillant de lui avoir volé 2 francs - 30 jours de cachot.
- A grimpé jusqu'au sommet des barreaux de sa cellule et a déclaré qu'il en redescendrait quand il lui plairait - 30 jours de cachot.

Comme on le voit, ses séjours réguliers en cellule étaient dus uniquement à sa soif de défier l'autorité pénitentiaire, à cette force inouïe qui lui permettait de rester en vie et de lutter toujours contre la soumission. Car Roussenq n'était pas un violent.

Mais ce cachot où Roussenq et ses congénères séjournèrent, qu'était il ?

Il s'agissait, en fait, d'une pièce de 13 à 17 m³ où régnait constamment une totale obscurité. Un tuyau d'aération au plafond et 10 trous placés en bas de la porte faisaient office d'entrées d'air. Les fers, car il y en avait, étaient placés aux chevilles des malheureux tous les soirs. Le prisonnier ne touchait sa ration normale de nourriture qu'un jour sur trois. Les autres repas étaient composés de pain sec et d'eau.

Dans ces tristes conditions de survie, on comprend mieux que Roussenq ait frôlé la folie : il en était même venu à provoquer la punition. Et ce par les moyens les plus insensés. Il refusait de se laisser déferrer, par exemple ; une autre fois, après avoir forcé le guichet de sa cellule pour y passer la tête, il criait : Une autre punition, s'il vous plaît ! Il ira jusqu'à se lacérer le corps avec un couteau... Il faut dire qu'avec 20 ans de bagne à purger, 30 jours de plus ou de moins ne faisaient guère de différences aux yeux de Roussenq.

Aussitôt achevées ses punitions et sorti du cachot, il retrouvait ses compagnons d'infortune et les dures lois de cette communauté pour le moins hétéroclite. Il faut savoir que la loi du 27 mai 1885 prévoit une large palette de "crimes" pouvant mener à la relégation. On y trouve bien sûr des criminels de sang (1/4 des effectifs environ), mais aussi de simples escrocs, des voleurs à la tire, des réfractaires à la discipline militaire, des prisonniers politiques...

Les cases des bagnards, peu contrôlées par les agents de l'AP, se formaient parfois en fonction des affinités entre leurs occupants. Mais certaines cases étaient réputées pour servir de salles de jeux ou de bordels avec des malheureux qui, de gré ou de force, se prêtaient aux "amusements" des plus forts et des plus cruels... Ceci étant, Roussenq dira souvent que les bagnards étaient capables du pire comme du meilleur, l'entraide étant nécessaire aux conditions de vie.

Roussenq, comme ses congénères, devait donc se méfier de tout et de tous : voleurs, caïds, mouchards, gardiens... Seuls les esprits droits et rigoureux, pourvus d'une volonté à toute épreuve pouvaient éviter la dérive et la déchéance : Roussenq fut de ceux là. De toutes façons, il savait qu'il ne pouvait compter sur les malheureux qui l'entouraient. C'est ainsi qu'il déclare à Albert Londres venu le visiter dans son cachot : « On ne me verra plus chercher des amis dans ce fumier. Je me demande même comment je ferai quand je sortirai du cachot ».

Il faut encore préciser que ces détenus avaient été déportés en enfer. Du fait du climat tropical, d'abord. Une humidité constante, une chaleur étouffante obligeaient à des efforts inouïs pour mener une activité physique. Il y a la jungle aussi : omniprésente, écrasante, véritable mur végétal qui rend impossible toute exploitation agricole pour les relégués. Dans cette jungle, une faune dangereuse. Et puis les fièvres, les maladies : syphilis, palud, dysenterie, tuberculose... Le taux de mortalité des bagnards était de 8 à 10% environ ; celui de la population non pénale de 2%. Sans commentaires.

Et puis, sait on en Europe qu'une île, l'îlot Saint Louis, servait de mouroir aux 70 bagnards qui avaient contractés la lèpre ? A t on suffisamment dit que de 1852 au 31 décembre 1921, sur 48.537 déportés, 25.747 étaient morts (soit près de la moitié) ? Et comme si tout cela ne suffisait pas, la Tertiaire (surnom de l'AP) se chargeait de rappeler à ces malheureux qu'ils étaient au bagne. Le moindre fait était prétexte à punition. La moindre animosité entre bagnards était exploitée par les mouchards patentés. Le moindre signe de révolte à l'égard d'une discipline de fer finissait en drame : punitions, prison, châtiments corporels... Et l'on aurait voulu que ces malheureux acceptent de s'amender ? Qu'ils vivent ensemble dans des conditions normales ? Qu'ils ne se révoltent pas contre leurs bourreaux en uniforme ? Allons donc !

Pour, peut être, oublier ou ignorer en partie les conditions atroces dans lesquelles il

vivait, Roussenq se replia sur lui même. Son goût prononcé (et jamais démenti) pour l'écriture et la lecture se confirma et lui furent sûrement d'un grand secours. Il mit ses qualités au service de son impertinence, décidément incorrigible. Ses missives, abondantes, étaient envoyées à l'administration ; il dénonçait ainsi toutes les injustices subies par lui et ses compagnons. Ces dénonciations reposaient sur l'ensemble des lois, règlements et décrets régissant la vie du bagne et qu'il avait méticuleusement appris. À tel point qu'un des commandants du bagne, Jarry, aurait déclaré : « Si j'en avais deux comme Roussenq dans le pénitencier, je démissionnerais ». Dans une autre lettre, s'adressant au gouverneur de Cayenne : « Je me contente de vous dire, à vous gouverneur, que vous êtes un dégoûtant personnage ».

Heureusement, il avait la plume plus tendre lorsqu'il écrivait à sa mère, à Saint-Gilles. Ou lorsqu'il écrivait avec mélancolie, des vers pleins de solitude :

Lorsque l'on souffre à deux, moins lourdes sont les peines.

Le plaisir est doublé dans les heures sereines

Marchant toujours unis en se donnant la main

On trouve une oasis dans le désert humain

L'âme y prend son essor et le cœur s'y repose

De l'amitié jaillit la source qui l'arrose.

Finalement, le temps, les vexations, l'usure psychologique et physique (il avait contracté la cachexie) eurent raison de l'Inco. De celui que le reporter Albert Londres avait appelé, dans son retentissant ouvrage *Au bagne* parut en 1932, « l'as des révoltés ». Celui ci était délabré et las d'une bataille inégale contre le bagne. À preuve, l'extrait d'une lettre adressée au commandant de la place, Masse, et datée du 8 juin 1923 : « [...] C'est pourquoi, dans ma détresse, je me tourne vers vous. Je ne puis plus avaler mon pain, les jours de pain sec. J'ai 1m75 et je pèse 50 kilos. La misère physiologique se lit à travers mon corps. J'espère, malgré tout, arriver à subir les 150 jours de cachot qu'il me reste ». Par chance, une commission interministérielle, sous la pression de l'opinion publique, décida d'abolir le cachot en 1925, ainsi que le pain sec et les fers. Roussenq se trouva ainsi sauvé par ce secours inattendu.

Il est malaisé de faire une description de notre personnage, les photos étant rares. Le gouverneur Chanel qui le rencontre en 1924 le dépeint comme « net, soigné : c'est le gars du midi, brun, sec, nerveux ». Autres renseignements, plus précis ceux-là : ceux du dossier militaire le concernant. Il y est décrit avec une taille d'1m70, visage ovale, des yeux marrons et les cheveux châtons foncés.

Enfin, une notice individuelle faite en 1935 par la gendarmerie d'Aimargues signale, en outre : signes particuliers : voûté. Le poids de la souffrance et de la solitude qui pèsent sur ses épaules, sans doute.

CHAPITRE QUATRE

Libérez Paul Roussenq !

La première tentative connue pour demander le retour de Roussenq est l'œuvre de sa mère. Gaston Doumergue, ex ministre des colonies, est élu président de la république le 13 juin 1924. Cet enfant du pays (il est né à Aigues Vives le 1er août 1863) promet aux Gardois de célébrer cette victoire avec eux. C'est donc dans une liesse soigneusement entretenue par la presse et les notables locaux que les Gardois

accueillent "leur" président. Celui ci passa deux jours (11 et 12 octobre) à Nîmes et voulut aller à Aigues Vives le 3ème jour de son voyage. L'événement était de taille. Suffisamment pour que la veuve Roussenq (elle avait perdu son mari en 1911) aille à pied demander la grâce de son fils. Deux enfants d'une même région, élevés sous le même soleil ne devaient ils pas s'entraider ? Mais l'un était bagnard et pauvre, l'autre président et puissant. Quoiqu'il en soit, le 13 octobre, l'entrevue eut lieu et Doumergue eut tôt fait de promettre qu'il ferait tout son possible pour accéder aux vœux les plus chers de cette mère éplorée de 70 ans. Mais tout gardois qu'il est, notre président est avant tout fin politique. Sachant la popularité de Roussenq, il ne pouvait faire moins que de promettre. Vœu pieu et bien vite oublié puisque jamais, à notre connaissance, il n'intervint en faveur de la libération de Roussenq qui restait le seul enfant de Madeleine Roussenq qui avait perdu sa fille en 1919.

Le 24 juin 1930, la revue Détectives organise un concours, pour le moins peu banal, dans ses colonnes. Cette revue avait fait paraître jusqu'alors de nombreux articles sur les bagnes de Guyane. Joseph Kessel, Georges Simenon, Marius Larique et beaucoup d'autres encore avaient su témoigner de ce qu'ils avaient vu. Les lecteurs étaient donc bien informés et sensibilisés à la question. Aussi, la rédaction de ce journal envisagea t elle de soumettre à ses lecteurs dix dossiers de "criminels" pourrissant au bagne. Et selon leur préférence, c'est celui qui sera arrivé en tête des suffrages qui obtiendra l'appui de ce périodique afin de bénéficier sinon d'une grâce, à tout le moins d'une révision de son procès.

Voici donc un extrait de l'annonce des résultats de ce "référendum concours" : « Après la confusion des premiers résultats un nom, peu à peu, se détache : Roussenq [...] Roussenq, le révolté assagi [...] Roussenq qui a payé et qui paie encore si durement une erreur de jeunesse. Roussenq, condamné à 20 ans de travaux forcés pour avoir, étant soldat, brûlé son treillis dans un geste d'énervement [...] Roussenq le pauvre gars, tout en violence, mais sans méchanceté [...] Roussenq qui par sa conduite exemplaire a largement racheté son "crime" et ses révoltes ». De quoi mettre du baume au cœur de tous ceux qui se soucient de le faire libérer.

Notons au passage que c'est un autre anarchiste, Vial, qui arrive second dans cet étrange concours. Il avait été emprisonné et déporté pour désertion et insoumission lors de la "boucherie héroïque" de 14 18. Au bagne donc pour avoir refusé l'apprentissage de la tuerie, il sera libéré peu de temps avant Roussenq.

Toujours dans le Détective ("revue au titre suspect" bougonne l'hebdomadaire communiste Le Travailleur du Languedoc), l'ancien gouverneur de la Guyane prend fait et cause pour Roussenq. Dans un long article où il décrit sa première rencontre avec le bagnard, il écrit : « J'ai frêmi et j'ai tendu de grand cœur la main à ce "criminel". Je pensais comme lui quand je lisais dans une de ses premières lettres : "Si mon "crime" m'a laissé des regrets cuisants, jamais le remord, ce juge implacable, ne m'a hanté" ». Jean Charles Chanel, qui a participé, en tant que gouverneur, à l'amélioration de la condition des détenus des bagnes de Cayenne, finit en demandant lui aussi le retour de Roussenq.

Plus tard, en 1932, c'est le livre d'Albert Londres qui permettra de populariser le "cas Roussenq" et beaucoup d'autres et de sensibiliser ainsi une opinion publique qui manquait d'informations sur Cayenne. Son livre fit l'effet d'une véritable bombe. Comme à son habitude, Albert Londres prenait la défense de ceux qu'il voyait souffrir, et ses plaidoyers contre les responsables étaient impitoyables. Le passage entier consacré à Roussenq l'Inco nous permet, ainsi, d'obtenir une évocation des tristes conditions dans lesquelles le bagnard survécut. Le chapitre se termine par une phrase qui peut donner une idée du caractère peu banal de Roussenq et exprimant sa soif de

vivre et de s'en sortir : « Je finirai dans un requin, mais je veux revoir le soleil ! ». Cette phrase rapportée par le grand reporter et attribuée à l'Inco sera plus tard dénoncée par le bagnard qui accusa Albert Londres d'avoir inventé un certain nombre de détails rapportés dans le livre .

Autre soutien, plus décisif et plus politique celui là : celui du Secours Rouge International (SRI) et de sa section gardoise.

Le Parti Communiste Français SFIC avait développé dans les années 20 une propagande très virulente sur de nombreux terrains politiques et syndicaux. L'agitation révolutionnaire dans le monde et en Europe, les guerres coloniales, les ravages de la Grande Guerre notamment, lui permettait de développer une activité intense. En point de mire bien sûr : la défense de la Russie soviétique et le développement du tout jeune parti communiste de France. Le SRI fut créé dans les années 20 et participait à l'augmentation de l'influence communiste, au même titre que l'ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants) ou la CGT Unifiée (scission de la CGT historique en 1922), en ramenant dans son giron d'éventuels militants de la cause communiste.

De fait, le SRI devait aussi "concurrer" la très vénérable Ligue des Droits de l'Homme, créée en 1898. Cette organisation, au même titre que la SFIO était considérée comme trop bourgeoise. Le SRI, fidèle aux directives du Komintern, adoptait donc la fameuse tactique de "classe contre classe", en défendant les militants révolutionnaires (surtout communistes). Et en rejetant pêle mèle tout ce qui n'était pas conforme à l'idéologie marxiste alors en vigueur.

Mais le SRI c'est d'abord 25 sections à travers le Gard regroupant près de 500 adhérents (chiffres du congrès d'Alès du 3 mars 1929). Cette organisation dispose d'une tribune qui lui est constamment ouverte : l'hebdomadaire Le Travailleur du Languedoc et qui paraît dans le département depuis 1925. Si l'on ajoute à cela les potentiels de mobilisation des organisations communisantes évoquées plus haut, un parti communiste fort de 750 adhérents dans le rayon de Nîmes en 1930, il est facile d'imaginer que cette organisation pouvait jouer un rôle non négligeable dans la vie politique du Gard et en faveur de la libération de Roussenq.

L'honneur de la première intervention communiste revient à Jacques Duclos, député, qui interpellera Paul Painlevé, Ministre de la guerre en 1927. Sans succès. La première grande manifestation en faveur du bagnard semble avoir été celle du 23 décembre 1928. Convoquée par le SRI, la CGTU et le Rayon Communiste, elle attira près d'un millier de personnes à Saint-Gilles (chiffre des organisateurs). Puis ce fut une interminable série de réunions publiques d'information qui prit fin en 1933. La plupart du temps, c'est Malbos de Nîmes ou Vallat du rayon d'Alès qui présidaient ces soirées Contre la répression, pour la libération de Roussenq.

Dès janvier 1929, le SRI alloua une somme de 100 francs par mois à Madeleine Roussenq, "comme à toute les familles des victimes de la répression capitaliste", est il précisé. Le 3 mars de la même année, le congrès du SRI admet le principe d'une délégation composée de MM Layre, Vallat et Borgo ; délégation qui serait envoyée auprès de M. Doumergue, président de la République jusqu'en 1931, afin de lui rappeler la promesse faite quelques années plus tôt à Mme Roussenq. Une entrevue eut donc lieu le 19 avril 1929, mais sans Doumergue : il était parti en vacances à Rambouillet... C'est donc M. Mouthon, directeur des grâces, qui accueillit la délégation gardoise et leur avoua d'ailleurs son ignorance à propos de l'affaire qui les amenait. Il promit d'étudier le dossier. Lui aussi.

Qu'à cela ne tienne ! Les réunions continuent à s'organiser, avec des fortunes et des affluences variées. La veuve Roussenq apparaît même à la tribune du meeting de

Nîmes, le 6 octobre 1929. L'Humanité et La Défense, organe national du SRI, reprennent les arguments en faveur de l'élargissement de Roussenq. Il n'est plus tout à fait un inconnu à présent. Le sénateur gardois J. Bosc prend position à son tour. Le 28 octobre 1929, le Ministère de la Guerre sort enfin de sa léthargie. Une lettre est envoyée à la mère du bagnard : « Madame, en réponse à votre requête, un nouveau recours en grâce est soumis à l'instruction réglementaire en ce qui concerne l'obligation de résidence aux colonies ».

Mais là un point d'éclaircissement est nécessaire pour comprendre le sens de cette missive. En 1929, notre héros malgré lui avait purgé sa peine de 20 ans de travaux forcés ; il aurait donc dû être libéré. Mais en vertu de l'article 6 de la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés, un détenu condamné à plus de huit ans de réclusion doit rester en Guyane jusqu'à la fin de ses jours. Interdits de séjour dans l'hexagone, prisonniers du bagne même après avoir purgé leur peine, ils n'ont aucune chance de retour. C'est pourquoi l'action en faveur de Roussenq était surtout dirigée contre cette loi macabre qui obligeait les forçats à mourir en terre hostile, sans espoir de retour en France, donc sans jamais revoir leur famille.

D'ailleurs Roussenq, dans une lettre adressée à sa mère et datée du 9 décembre 1928 écrit : « [...] il ne faut pas perdre de vue que même une remise totale de peine interviendrait elle , il n'en resterait pas moins qu'à ma libération je serais astreint à la résidence perpétuelle à la colonie. Il est donc essentiel qu'en ma faveur soit requise l'exonération de la résidence. Cela est d'importance capitale car la résidence obligatoire, c'est le bagne numéro deux ». Dans ce même courrier, il remercie les organisations qui prennent sa défense. Et qui sont loin de baisser les bras : le SRI de Saint-Gilles qui tient ses réunions au 1er étage du Café des Alliés, organise le 8 février 1930 une "soirée familiale" pour Roussenq. Cette soirée eut lieu au Fémina Cinéma avec une opérette locale : la Carmen joyeuse avec J. Lafont, Ginette Verneuil, Darian... Parallèlement à cela, des envois massifs de brochures, livres et illustrés de toutes sortes sont expédiés en Guyane à la demande de l'exilé.

En avril 1930, le Conseil Général du Gard vote un vœu "demandant le retour en France de la victime des Conseils de guerre de Tunis".

Le 31 mai, c'est le Conseil Général des Bouches du Rhône qui imite son confrère gardois. Le Ministre de la Guerre, devant cette levée d'indignation, réagit par lettre le 6 juin. La peine de résidence perpétuelle est commuée à 4 ans.

Dans les colonnes du Travailleur du Languedoc, c'est la colère face à un nouveau report de la libération de Roussenq.

Une nouvelle manifestation est convoquée le 6 juillet à Saint-Gilles. Plus de 1.500 personnes y assisteront. À 15 heures, la manifestation s'ébranle, drapeaux rouges en tête en direction des arènes, où, Perrier (SRI) et Jacques Sadoul (PCF) prirent la parole.

Place de la Bascule, où se trouve le siège de la cellule communiste locale, une collecte a lieu "en faveur de tous les emprisonnés politiques, civils ou militaires" et rapporte 574 francs, dont 200 seront envoyés à Roussenq. Celui ci avait grand besoin d'argent...

CHAPITRE CINQ

Les lettres du bagnard

Le Travailleur du Languedoc publia, dans ses colonnes, quelques lettres de Roussenq, désormais numéro matricule 16185, 4ème catégorie, 1ère section pour l'administration pénitentiaire. Ces lettres du mois d'octobre 1929 nous permettront de prendre conscience de l'univers dans lequel il vécut depuis sa sortie du bagne jusqu'à son retour en France. Mais aussi de constater que son esprit était très alerte, notamment dans la description de l'organisation sociale qui régit le bagne et dans la vision réaliste qu'il avait de sa situation malgré 20 ans d'exil en enfer.

Iles du Salut, 1er octobre 1929.

Je suis mis en cellule jusqu'à mon départ à Saint Laurent, capitale et tombeau des libérés. On prétend en effet que n'étant pas libéré je ne dois pas côtoyer les hommes en cours de peine : ne mélangeons pas les serviettes avec les torchons ! Ils ont du souffle. En réalité, je me morfonds gratuitement entre 4 murs. Drôle de libération !

2 octobre, en mer.

Je fais route avec un déporté dont la peine perpétuelle est commuée en celle de vingt ans de détention. C'est un brave bonhomme nommé Lallemand, âgé de 65 ans. Il me raconte ses peines et je l'écoute. Quant à moi, je ne peux en "placer une". La mer est bonne, le temps est doux et le ciel étoilé. Après avoir pénétré dans l'embouchure du fleuve Maroni et l'avoir remonté pendant deux heures, nous arrivons en vue de St Laurent. En face le port, le vapeur Édith Clavel qui se brisa sur une roche, il y a trois ans, dresse au dessus des flots sa carcasse ravagée. Je prends pied sur l'appontement.

4 octobre, Saint-Laurent-le-Maroni.

À peine débarqué, j'aperçus tout le long de l'appontement une foule de libérés venus là dans l'espoir de décharger le bateau, mais s'il y a beaucoup d'appelés, il y aura peu d'élus.

Il y a là plusieurs centaines de pauvres hères, vêtus de haillons et pieds nus. Sur leur visage cadavérique se lit la faim qui les tenaille. À mesure que je pénètre dans le village, j'en rencontre d'autres déambulant ou bien assis en groupe sur l'herbe. Je savais ça et ne m'en étonne pas. On me délivre la tenue de sortie des libérés : un complet bleu, une chemise, un chapeau de feutre et des galoches. Après cela, il ne faut plus compter sur rien. Ainsi fagoté et le mince pécule en poche, on est complètement libre de crever de faim ou de se pendre, à moins que l'on ne vole ou rapine. Si l'on se fait prendre, on a le gîte et le vivre à la prison des libérés, quand on ne retourne pas au Bagne numéro un. Belles perspectives ! Parmi ces misérables, quelques uns reçoivent des secours de leur famille, ce qui leur permet de subsister. Quant à trouver du travail, il ne faut pas y songer. Sur 600 libérés qui végètent à St Laurent, il y a du travail pour une centaine et encore pas régulièrement. Les débrouillards sont ceux qui jouent des coudes pour se faire embaucher au déchargement des rares bateaux qui arrivent, ceux qui peuvent acquérir un canot pour faire la pêche dans le fleuve ; les ouvriers qui ont un métier, les peintres, maçons, serruriers, ferblantiers, boulangers, tailleurs, etc... D'autres s'établissent gargotiers, cordonniers, coiffeurs, brocanteurs, charrons, etc... dans des cabanes ou des hangars. Ce sont les aristocrates du lieu. En fin de compte, il y a dix pour cent des libérés qui ont la possibilité de se livrer à un travail quelconque et assuré [...]

Aujourd'hui un camarade libéré que j'ai connu aux îles m'a invité à partager son repas, d'autres m'ont retenu pour ce soir et demain. Au sein de cette affreuse misère, il y a des gestes de solidarité [...]

7 octobre, Saint-Laurent-le-Maroni.

Chère mère, C'était hier dimanche. Ce jour là ne diffère pas des autres pour les libérés. Impossible de trouver du travail. Pourtant il y a des usines et un personnel

pour les services municipaux. Alors ? C'est bien simple : l'édilité et les employeurs ont recours à la main d'œuvre pénale, en passant des contrats avantageux avec l'administration pénitentiaire. Voilà pourquoi les libérés n'ont pas de travail et sont sur le pavé. Lorsque, par hasard, on consent à les employer on leur donne des salaires de famine : dix à douze francs par jour [...] Dans le courant de l'après midi, ayant porté mes pas du coté du port, je m'étais assis sur un des bancs placés à l'ombre des arbres. Mais un agent y a mis bon ordre. J'ai appris ainsi que les bancs des promenades publiques ne sont pas à l'usage des libérés. Je me suis estimé heureux d'avoir été épargné d'une contravention. Pourtant mon livret ne m'avait pas prévenu de cette défense, mais il y a d'autres chinoiserie tracassières consacrées par des arrêtés municipaux et des circulaires du gouverneur qui renforcent celles dont le livret fait état. Par exemple, nous autres libérés ,ne devons pas marcher sur le gazon des promenades, l'accès de nombre d'établissements nous est interdit. Nous sommes traités en vrais parias que nous sommes.

Il faudra que je note sur mon calepin tout ce qu'il faut éviter de faire et qui n'est pas consigné sur mon livret. L'autre jour, j'ignorais que je ne devais pas sortir, heureusement que je n'ai pas rencontré l'autorité. Je vais donc me documenter auprès des anciens. On m'a fait voir l'asile de nuit, vieux bâtiment lépreux situé à 200 mètres du village. Il contient des lits de camps et beaucoup de vermine. Là, se donnent rendez vous tous ceux qui n'ont pas de chambre.

C'est le seul palliatif que la bienfaisance officielle accorde à la misère des libérés et encore la charité n'y est-elle pour rien : on a construit cette bâtisse afin de parquer en lieu sûr les libérés sans abris pour ne pas qu'ils aient l'excuse par force majeure des vagabondages nocturnes et de leurs suites... À part ça, pas un morceau de pain ne nous est donné. La mendicité est inconnue ici. On vole quand on peut, on crève de faim, mais on ne tend pas la main. Il y a bien pour l'opinion française, un comité d'aide et d'assistance aux libérés, notamment pour leur trouver du travail, mais cette institution théorique ne fonctionne pas. Il y a une SPA, les libérés de la Guyane sont moins que des bêtes, puisque personne ne s'occupe d'eux. Ils n'ont que la sollicitude de la police et des tribunaux et vraiment, c'est un bien pour eux. La prison des libérés les sauve de l'inanition, c'est le seul refuge qui leur est offert [...]

9 octobre, Saint-Laurent-du-Maroni.

Il y a quelques jours, un libéré nommé Fayot se traîne à la visite médicale rongé par l'ankylostomiase. Il ne peut plus absorber aucun aliment et vomit tout ce qu'il prend . Le médecin ne fait aucun cas de cette épave humaine. S'il fallait hospitaliser tous les libérés malades ! Fayot rampe jusqu'à l'orée de la brousse, se couche sous un arbre et râle deux jours et deux nuits.

Hier matin, à la première heure, des libérés, l'ayant trouvé mort, s'en vont prévenir la police. On ne vient qu'à trois heures du soir pour enlever le corps. Les fourmis rouges avaient dévoré les yeux du cadavre.

Relevons-nous ici d'un pays civilisé ou bien sommes-nous à la merci d'ignobles brutes qui nous régissent en son nom ? En tous cas il se passe des choses qui dépassent l'imagination [...]

10 octobre, Saint-Laurent-du-Maroni.

J'ai aperçu un de mes anciens commandants aux Iles du Salut. C'est M. Jarry. Il démissionna et s'établit commerçant à St-Laurent. Il liquida ensuite et maintenant il achète et revend des papillons pour teinture et collections. Il est tout blanc mais encore droit. D'une voix chevrotante, il me dit quelques paroles sans conséquence et je le laisse à ses papillons. Cet homme m'infligea un millier de jours de cachot.

CHAPITRE SIX

Enfin le retour !

En juin 1930, nouveau coup de théâtre : Roussenq est de nouveau mis au cachot. L'Administration Pénitentiaire ne demandait sûrement pas mieux. Ce bagnard, trop connu de l'opinion publique, commençait à l'embarrasser sérieusement. Et puis ses lettres qui paraissaient en dénonçant l'institution du bagne et ses ravages faisaient leur petit effet en France. C'est une complicité d'assassinat et une tentative d'évasion qui sont reprochées à notre ami. Un autre détenu, Burkowsky, a été tué pour être dépouillé des 1400 francs qu'il possédait. Histoire sombre donc, mais dont Roussenq sera innocenté sans difficulté. Et en 1932, c'est l'amnistie. Enfin !

Le SRI ayant acquitté le prix du billet du retour, Roussenq embarque à bord du Pellerin de Latouche dont le port d'attache est le Havre ; mais une grève des dockers fera débarquer le bagnard à St-Nazaire où un meeting est improvisé le soir même de son arrivée.

Il arrive à Paris par la gare St-Lazare, acclamé par une foule bruyante. Il déclarera alors : « Mes impressions sont celles d'un damné sortant de l'enfer ».

C'est le 16 janvier qu'il gagne Saint-Gilles. Il y sera accueilli, comme de bien entendu, par nombre de ses concitoyens mus par la curiosité autant que par l'enthousiasme de voir rentrer au pays un des leurs. Et puis il devait y avoir les amis d'enfance, ceux et celles qui ont lutté pour son retour en France... On imagine bien l'émotion qui a dû dominer ces retrouvailles après 25 ans d'absence !

Il ira aussi se recueillir sur la tombe de ses parents. Il les avait quittés à l'âge de 16 ans ; il en a maintenant 48. Sa mère, inlassable à défendre son fils, n'aura même pas pu assister à son retour. Elle est morte trop tôt, le 29 mars 1931, dans sa demeure de la rue du Puit de Paty, assistée notamment d'Alexandre Girard, le maire. Cette mort, prématurée en regard du retour du fils tant attendu, est rageante pour Roussenq qui aura peu connu sa famille. Son père et une sœur (qu'il n'a jamais connu) avaient déjà précédées Madeleine Roussenq.

Roussenq est demandé partout. À Alès le 18 janvier, il est accueilli à sa descente de car avant d'être officiellement reçu par la municipalité. Il participera dans la soirée à son premier meeting gardois. Le lendemain, c'est à Nîmes qu'on l'acclame. Arrivé à la gare à 6 heures, il est emporté par la foule dans une manifestation qui parcourt la ville. Direction : la prison centrale où sont détenus deux militants communistes, Planque et Vittori. Le soir, une conférence a lieu salle Jean Jaurès. Après l'intervention de Roussenq, très applaudi, c'est le maire et quelques orateurs politiques qui font vibrer une salle pleine à craquer. C'est un retour en fanfare pour l'enfant du pays !

Et les conférences se multiplient pour Roussenq, sous la houlette du Secours Rouge International. Il est à Arles le 27 mars, à Vallabrègues le lendemain. Puis à Montpellier le 4 juillet, à Sète le jour suivant. Et encore Narbonne, Perpignan,... Il ira jusqu'en Vendée afin de dire ce qu'il a vécu et enduré. Car Roussenq se démènera comme un beau diable pour dénoncer le bagne et les conditions de vie désastreuses qui y règnent. Inlassable orateur, il participera ainsi à l'effort entrepris par ceux, de plus en plus nombreux, qui demandent l'abolition de ces camps de travail, si souvent mortels .

Parallèlement à ces réunions publiques, il écrira ses souvenirs dans un numéro de la Défense, mensuel du SRI. Souvenirs qui paraîtront en 1934, sous le titre 25 ans de

bagne.

Après cette tournée de conférences, Paul sera désigné pour faire partie d'une délégation française qui sera envoyée en URSS. Il y séjournera quatre mois comme nous le verrons plus en détail par la suite.

Aussitôt rentré de son voyage au pays des soviets, c'est une nouvelle tournée de réunions qui est organisée par les communistes et qui débutera le 21 novembre 1933 à Tamaris (Alès) pour finir en janvier 1934 à Lansargues (Hérault). Au total, quelques 28 localités du Gard et de l'Hérault recevront la visite de Roussenq flanqué de Ghislain, ex militant anarchiste montpelliérain rallié à la cause stalinienne.

D'après le Travailleur du Languedoc, ce sont donc des centaines de personnes qui assistèrent à ces réunions. Le prestige de Roussenq, désormais connu sous le surnom du Bagnard de Saint-Gilles, est largement exploité par les communistes languedociens. Sans notre ami, ceux-ci auraient fait un bide partout où ils seraient passés pour chanter les louanges de la "Patrie du socialisme". Et puis, pour hardie que soit l'hypothèse, il est probable que la présence à la tribune de deux personnalités se réclamant de l'anarchisme ne soit pas due au hasard. L'empreinte anarchiste est encore forte dans les régions visitées par les conférenciers. Ne s'agissait-il pas d'une opération de séduction de la part des staliniens à l'égard des sympathisants et militants anarchistes ? Cette réflexion se trouve renforcée par la publication, dans l'Humanité du 5 novembre 1934, d'une Lettre ouverte aux anarchistes espagnols ; elle est accompagnée d'un commentaire qui s'adresse notamment aux groupes anarchistes français de Lyon, Marseille-St-Henri, Aimargues et Coursan, et qui demande "l'unité d'action par-dessus les têtes des chefs anarchistes" (sic). Le risque de récupération est évident, les liquidations physiques des anarchistes russes après la prise du pouvoir par les bolcheviks sont encore dans tous les esprits. Les libertaires concernés répondront donc sèchement à cette proposition.

Cette tentative de recrutement politique est probablement due aussi à un problème d'effectifs chez les communistes de la région. À preuve d'ailleurs, un rapport de police daté de 1934 et qui met en évidence le peu d'écho suscité par la propagande, étant donné leur faiblesse numérique. Il y avait 32 cellules en 1927 dans l'arrondissement de Nîmes : il en reste 14 au moment où le rapport est rédigé. De 1.253 militants, seuls 294 restent adhérents au parti. "Somme toute, le Parti communiste traverse, depuis 1930, un malaise sans précédents et son action tend à s'affaiblir un peu plus chaque jour" conclut le rapport qui nous a permis d'obtenir ces précisions. Remercions, tout de même, au passage, MM. les mouchards de la préfecture pour ces intéressantes investigations.

En marge de ces meetings, à la demande du SRI, Paul Roussenq doit à nouveau mettre à contribution ses talents d'écrivain pour décrire ses impressions de voyage en URSS, cette fois. C'est ce qu'il fera ; mais ce qui provoquera une rupture définitive avec les organisations communistes. Son manuscrit avait, en effet, fait l'objet de "corrections" avant parution. Préfacée par Marcel Cachin, c'est une version quelque peu insipide qui sortira de l'imprimerie. Les staliniens sont passés maîtres dans l'art de réécrire l'histoire à leur avantage. Mais Roussenq ne veut pas de ces méthodes. Certes, il leur a été redevable pour l'aide qu'il a reçue en vue de son élargissement ; bien sûr, dépourvu de moyens d'existence (sans famille, ni travail avec un lourd passé) c'est aux communistes (en grande partie) qu'il doit de pouvoir subsister. Probablement, le prix de sa présence à leurs meetings. Mais là, c'en est trop. Ses remords, tardifs, n'empêcheront pas la parution de l'ouvrage rédigé.

Mais lisons plutôt ce que Paul Roussenq écrivit dans un article intitulé Un libertaire en URSS, et paru dans le journal anarchiste Terre Libre (n°5).

« J'ai séjourné durant trois mois en Union Soviétique, ayant été désigné pour faire partie d'une délégation du SRI, d'août à novembre 1933. L'ensemble de cette délégation quitta la Russie au mois d'octobre ; j'y demeurai un mois de plus, parce que l'on tenait à ce que j'assiste aux fêtes commémoratives du 7 novembre. Après avoir parcouru la Russie du nord au midi, sous la conduite vigilante des guides officiels, il m'était donné de voler de mes propres ailes. Je fus singulièrement aidé en cela par un camarade russe sans parti parlant le français et qui, quoique sympathique au régime, était conscient de ses tares. Il me pilota à travers Moscou pour me montrer le revers de la médaille.

Le SRI a édité une brochure sur mon voyage en URSS. Cependant mon manuscrit fut passé au crible, et je dus biffer de nombreux passages soulignés au crayon bleu... Qu'importe ! Je dirais ici, et dans leur intégralité et quoique brièvement ce que furent mes impressions de voyage [...]

Le Guépéou. Tout d'abord, c'est un fait que la liberté individuelle n'existe pas en Russie ; l'individu est un automate dont tous les gestes sont ordonnés d'avance. Le collectif est une religion. La justice de la Guépéou se manifeste sous l'éteignoir, sans aucune garantie de défense [...] La plupart des condamnés politiques sont envoyés en Sibérie, où se continue... la tradition tsariste [...]

Salaires et niveau de vie. Les coopératives d'alimentation sont dépourvues de tout, à part le pain, les pommes de terre, le poisson salé et le thé indigène.

Théoriquement, il devrait y avoir du beurre, de la viande, des œufs, etc... mais pratiquement il n'y en a pas. Les travailleurs doivent donc s'approvisionner, selon leurs moyens, dans les magasins d'état où par exemple, ils doivent payer le beurre 40 roubles le kilo qui ne vaudrait que 5 roubles dans les coopératives [...] La faim règne en maîtresse au pays des soviets. Les camarades avec qui j'étais en délégation ne me contrediront pas, s'ils sont sincères. Combien de fois avons nous donné le surplus de nos provisions aux employés, avant notre descente de train ? [...] Certes, tout un peuple qui endure de telles privations pour édifier une société nouvelle, mérite une grande estime. Mais que l'on ne vienne pas nous chanter que les ouvriers en Russie ne manquent de rien, qu'ils sont plus heureux qu'ailleurs, car cela est archi faux [...]

La jeunesse. La jeunesse est enthousiaste, qui a sucé le lait de la révolution. Comme sont enthousiastes également la jeunesse hitlérienne et mussolinienne. Les jeunes reçoivent et conservent l'empreinte qu'on leur donne. Néanmoins, j'aime cette jeunesse soviétique pleine de foi, intellectuelle et sportive, dont les sentiments généreux mériteraient mieux que cet encasernement politique, économique et social. Car la Russie est une grande caserne. Le collectivisme y assassine l'individu. Étatisme, ordre, discipline, dogmatisme, conformisme absolu, sont les fondements du nouvel État Prolétarien.

La fouille dans les usines. En URSS, on se préoccupe fort peu de la dignité humaine, du libre arbitre de chacun. Ce qui le prouve, ce sont les fouilles systématiques opérées notamment à la sortie des ouvriers et des ouvrières des usines textiles, manufactures de tabac et autres [...] J'ai protesté au siège central du SRI à Moscou, ainsi qu'au siège de l'Internationale Communiste. On m'a fait valoir qu'il fallait sauvegarder la propriété nationale, que des brebis galeuses se trouvaient dans les usines, que les ouvriers et ouvrières ne se formalisaient pas de ces fouilles honteuses et qu'ils n'en étaient pas choqués. Ce n'est pas mon avis [...]

Conclusions. La révolution prolétarienne de 1917, depuis dix sept ans, a fait de grandes et belles choses. Elle a aussi accumulé des erreurs. Il est hors de doute qu'en Russie l'individu est opprimé. Aucune opposition n'est permise pour redresser ces erreurs [...]

À mon avis, aucun anarchiste conscient ne doit se rallier à la III^{ème} Internationale. Les bolcheviks ont exterminé les anarchistes russes, ne l'oublions pas [...] Et tout en ménageant pas nos efforts dans les combats communs contre le fascisme et la guerre, ne soyons pas dupes et conservons notre idéal. Travaillons sans cesse les masses avachies, semons le grain qui germera pour la moisson future, quand se lèvera l'aurore de l'Anarchie libératrice ».

Ce très long article dont nous n'avons lu que de courts extraits, marque donc le retour de Roussenq vers un idéal libertaire qu'il avait très jeune adopté.

CHAPITRE SEPT

Sous les plis du drapeau noir

En fait, parler de retour vers l'idéal libertaire est certainement inexact. Il est vrai que son séjour au bagne et sa proche collaboration avec les communistes français auraient pu faire évoluer son opinion ; mais plusieurs détails semblent démontrer qu'il a su rester fidèle à ses conceptions anarchistes.

D'abord, bien sûr, l'acte antimilitariste commis à Biribi ; son attitude au bagne où il défiât longtemps l'Administration Pénitentiaire, en prenant notamment la défense de ses compagnons ; le ton des lettres qu'il envoyait à la rédaction du Travailleur du Languedoc où il aimait à vilipender "l'Autorité". Puis le fait que lors de son séjour en URSS, il ait demandé des nouvelles de Victor Serge (opposant à Staline et déporté par lui en 1934 à Orenbourg). Son regard acerbe sur la société du bagne et l'organisation sociale en Russie laissent, là aussi, clairement entendre sa fibre antiautoritaire. Enfin, sa prise de distances avec les communistes, tardive, certes, mais admise une fois compris le fossé qui le séparait du marxisme et de ses effets dévastateurs. Et bien qu'il ait "toujours revendiqué son indépendance vis-à-vis de tous les partis".

Des incertitudes demeurent par contre sur le fait de savoir si Roussenq a pu avoir des relations avec les anarchistes résidant au bagne au même moment que lui (Vial, Dieudonné...), et si les anarchistes ont été actifs pour soutenir le bagnard pendant sa captivité.

Les anarchistes gardois qui l'accueillirent donc dans leurs rangs semblaient assez nombreux, alors. Outre des militants disséminés, quatre groupes existaient : ceux de Nîmes, Beaucaire, Alès et Aimargues. Tous étaient affiliés à l'Alliance Libre des Anarchistes de la Région du Midi (ALARM). Nombre de tracts, brochures et affiches furent ainsi diffusés abordant les questions du syndicalisme, de la lutte contre le fascisme, de l'organisation de la future société libertaire... Des réunions débats contradictoires avaient lieu fréquemment avec la participation de Roussenq (le 27 septembre 1934 à Aimargues), mais aussi avec Launay sur La Sarre et les marchands de canons, avec Paul Lapeyre sur L'Espagne et la révolution sociale...

Mais que voulaient ils ces militants révolutionnaires qui accueillirent fraternellement leur ami du bagne ? Pour la plupart ouvriers (agricoles, surtout), ils avaient pour dénominateur commun de vouloir instaurer le communisme libertaire. Comme l'explique la brochure Qu'est ce que la Fédération Communiste Libertaire ? (Nîmes, 1935), « celui ci implique l'établissement du régime reposant sur l'égalité économique et politique des travailleurs [...] Le communisme libertaire signifie l'administration publique par les organisations économiques, en relation avec les organisations

culturelles et sociales fédérées localement, régionalement, nationalement, internationalement, en vue de coordonner tous les efforts dans un même but de bien-être et de liberté ». Cette société vise donc l'abolition de l'oppression de l'homme par l'homme. L'autogestion, sans état, sans patron. On est bien loin de l'image d'Epinal de l'anarchiste braillard, utopiste et dynamiteur.

Avec le mouvement libertaire international, ils s'enthousiasmèrent pour la jeune révolution espagnole ; et ils pleurèrent de la voir lâchement assassinée par les efforts conjugués des staliniens et des fascistes européens, tout cela sous l'œil faussement neutre des démocraties franco anglaises. Les classes possédantes européennes prêchaient en effet, un non interventionnisme bêlant, apeurées qu'elles étaient de voir se développer une révolution sociale digne de ce nom et dans laquelle les anarchistes de la FAI et les anarcho syndicalistes de la CNT avaient un rôle prépondérant.

Le 28 janvier 1939, un rapport envoyé au ministère de l'Intérieur signale encore deux groupes, dans le Gard, affiliés à l'Union des Anarchistes. Celui de Nîmes, fort de ses vingt militants ; et celui d'Aimargues qui compte 30 personnes.

Avant de se séparer, ces antimilitaristes sincères distribuèrent courageusement Paix immédiate, manifeste contre la guerre rédigé par Louis Lecoin, autre anarchiste et futur père du statut de l'objection de conscience. Ce tract fut diffusé à Nîmes en septembre 1939. Et puis vint la tourmente de la guerre...

Mais revenons à Roussenq. Le 17 juin 1934, il participe à une sortie champêtre organisée par L'ALARM à Lunel dans l'Hérault. Devant une centaine de participants, il prendra la parole afin de raconter en détail sa vie et les conséquences de son acte antimilitariste commis à Biribi. En finissant son allocution, il demande à assumer les responsabilités de gérant de Terre Libre.

Terre Libre était un journal anarchiste édité à Nîmes à l'imprimerie coopérative La Laborieuse qu'André Prudhommeaux semblait diriger. Ce mensuel eut jusqu'à huit éditions régionales avant de cesser sa parution en 1938. Constitué d'articles analysant l'actualité, il était aussi un outil de formation en publiant des textes théoriques.

Roussenq en fut le gérant jusqu'au transfert du journal à Paris, en 1936.

Sa situation devenait par ailleurs difficile. Au chômage, il séjourna un temps à Aimargues où il vivait sans subsides. Il demeurait "dans un cabanon où il vivait en troglodyte, et le dimanche, sur la place du pays, vendait des bonbons aux enfants", nous dit un rapport du commissaire Marion. Rapport qui tend à nous indiquer d'ailleurs que le pauvre hère était toujours sous la surveillance des fins limiers de l'État français. Son courrier arrivait chez un ami : J. Chatelier, rue Jeanne d'Arc à Aimargues. Il en profitait aussi pour vendre livres et journaux de propagande dont le produit était envoyé au journal Terre Libre.

L'ex bagnard voyageait beaucoup, colportant ainsi quelques marchandises afin de subsister. En témoigne cette lettre envoyée à son ami Prudhommeaux, l'inlassable animateur du groupe anarchiste nîmois : « Lacourt (Tarn et Garonne), le 26 juin 1934. Cher camarade André, tu seras bien étonné en recevant cette lettre datée de ce lieu. C'est que, sans argent et ne voulant pas être à la charge des copains, j'ai brûlé le dur de Nîmes à Montauban. Je te dirais que le pays est très hospitalier. Je ne fais pas une ferme sans vendre quelque chose, et partout je suis bien reçu. Quelle différence avec ce pays sauvage des campagnes du Gard ! Je pense ainsi aller jusqu'aux vendanges que j'irai faire à Saint-Gilles. Je me rends dans la direction de Toulouse, où je serai dans trois ou quatre jours. Tu pourras donc m'y écrire, poste restante, en ne différant pas trop car je n'y resterai que deux ou trois jours. Par la même occasion donne-moi l'adresse des copains de Toulouse, si possible. Bien le bonjour de ma part à ta compagne, à tout le monde à la maison et aux camarades. Bien fraternellement, Paul

Roussenq ».

En avril 1935, il semble qu'il ait quitté définitivement la région, non sans avoir vécu brièvement à Saint-Gilles, avec une compagne originaire de Paris. Sa soif de voyager était trop forte. C'est alors le début d'une longue errance à travers la France qui lui valut quelques condamnations de plus, pour vagabondage.

Avec la cinquantaine et les maladies contractées en Guyane, sa résistance physique ne lui permettait plus de voyager à pied. C'est le train qui lui permettra d'aller à son aise. Sans qu'il ne ressente la nécessité de payer ses billets, d'ailleurs. « Ma foi, écrit il, le déficit chronique de cette société [la SNCF] n'en était pas aggravé pour cela [...] En payant mes impôts indirects, à défaut d'autres, je participe donc au renflouement de la caisse dans une certaine mesure, et bien malgré moi, du reste [...] Pour le surplus, la machine n'en use pas plus de charbon en l'occurrence », expliquait il. Ce qui ne l'empêcha pas d'être poursuivi par les parquets de Dijon et de Belfort pour défaut de billet lors de contrôles. Puis vint la guerre, terrible, comme toutes les guerres. Roussenq, considéré comme suspect par le régime de Vichy, fut interné dans les camps de Sisteron et de Fort Barreaux (Isère). Les conditions de détention et les privations n'arrangèrent pas son état de santé, et il accusa difficilement le coup.

Néanmoins, il profita de sa captivité à Sisteron pour réécrire ses mémoires de bagnard qu'il acheva en juin 42 et qui parurent en 1957 à Vichy. Un certain "abbé Pucheu" assura l'édition de l'ouvrage, non sans y avoir rajouté quelques lignes de son crû, laissant croire que Roussenq s'était converti au catholicisme. Mais le bagnard ne pourra pas protester contre cette manipulation post mortem.

Au sortir de la guerre, il semble que Roussenq ait brièvement séjourné dans la région Rhône Alpes où un quotidien, Les Allobroges, fera paraître ses mémoires de bagnard en 1947 ou 48. Bien vite, il reprend sa vie de colporteur, comme en témoigne la lettre adressée à ses amis Louis et Séverine Beaumier, et datée du 24 avril 1948 :

« Bien chers camarades, Me voici rendu à Aimargues depuis avant hier [...] Je suis tombé en pleine grève des ouvriers agricoles [...] Les patrons vinassiers d'Aimargues renâclent et la grève continue. Une soupe populaire fonctionne matin et soir, depuis huit jours [...] La solidarité s'exerce de la part des organisations non grévistes. Le moral est bon et la lutte se poursuivra jusqu'à la capitulation patronale. Il faut dire que les travailleurs d'Aimargues sont très combatifs ; cette localité possède un fort noyau libertaire et l'influence des copains est prépondérante. D'ailleurs, ils sont à la tête du comité de grève. Je vais rester ici jusqu'au 1er mai. Ensuite, je ferai achat de petits articles de mercerie à Nîmes et à Avignon et puis j'irai rejoindre Chateaufort pour les écouler ».

La triste fin de notre ami, je laisse à Élisée Perrier, d'Aimargues, du journal Le Libertaire (édition du 19 août 1949) le soin de nous la raconter. Personne mieux que lui ne saura nous faire sentir la détresse de Roussenq au crépuscule de sa vie.

« [...] L'adversité peut redoubler ses coups. Roussenq ne se laisse pas abattre. Il lance un "Défi à la Souffrance" :

"Je te connais Douleur... En vain ton aiguillon
A labouré ma chair de son rude sillon ;
En vain ta meurtrissure a torturé mon âme ;
Elle n'a pas éteint cette vivace flamme
Qui brûle dans mon cœur longuement ravagé
Et qui se bat, malgré tout, de son rythme inchangé.
Si le destin cruel m'a choisi comme cible
M'apportant, de tourments, une somme indicible,
J'ai supporté ses coups d'un front calme et serein,

Sans que la moindre trêve y vienne mettre un frein.

Et lorsque, maintenant, au terme du calvaire,

J'évoque du passé le visage sévère,

Ayant tout enduré, près du gouffre béant

Je demeure debout, sur le seuil du néant.

Mais, usé par 25 ans de bagne et, depuis sa libération, traqué et jeté en prison par tous les Javert de France, ce "doux pays de liberté", malade, acculé désormais à rouler d'un hôpital à l'autre sans espoir de guérison, Roussenq tente par deux fois, à Cannes, le 7 juillet dernier, de se donner la mort, sans y parvenir.

"Au diable m'écrivit-il cette malchance ! Faudra-t-il que j'attende le verdict de la nature ?"

Il séjourne encore brièvement dans différents hôpitaux, aussi "moches" les uns que les autres, et le voici, le 30 juillet à Bayonne.

Il souffre terriblement. La douleur ricane, croyant déjà tenir sa proie. Roussenq se passera de ses services. Elle veut le tuer. Il la devancera dans ses prétentions.

C'est la dernière victoire qu'il remportera sur elle. Roussenq était d'une espèce rare. Il est mort comme il a vécu. Simple. Courageusement.

Dans sa lettre, la dernière, il me demande d'écrire un mot dans le "Libertaire" pour informer ses nombreux amis de son suicide. Mais je n'ai pu m'empêcher de rendre un dernier hommage à celui qui fut un exemple de perpétuelle révolte et qui écrivait, il y a quelques mois à peine, ces lignes dont il a su se montrer digne :

"Fidèle à la formule de mon propre idéal,

Rebelle à la férule de l'ordre social,

Jusqu'à l'heure dernière

Propice aux malheureux,

Je suivrais ma carrière

D'errant parmi les gueux ».

Quant aux dernières lignes écrites par Roussenq et reproduites dans l'article du journal anarchiste, les voici : « Bayonne, 3 août 1949.

Mon cher Élisée, je suis à bout. À Bayonne, il y a une grande et belle rivière où, ce soir même, j'irai chercher le grand remède à toutes les souffrances : la Mort ».

Le Courrier de Bayonne confirme dans ses colonnes le suicide du 3 août et précise que le corps a été repêché le 6.

Le registre du cimetière Saint Léon de Bayonne, lui, porte la mention terrible : Paul Henri Roussenq, décédé le 3 août 1949, enterré le 6 août 1949, indigent, repêché dans l'Adour.

Daniel Vidal

Bibliographie

• Sur le bagne

• Albert Londres, Au bagne, Paris, Albin Michel, 1923.

• Charles Péan, Le salut des parias, Paris, Gallimard, 1935.

• Michel Pierre, La terre de la grande punition,

Paris, Ramsay, 1988. • Alain Sergent, Un anarchiste de la Belle Époque : Alexandre Jacob, Paris, Seuil, 1950.

- Cahiers de la Mémoire du Groupement d'Études Rétaises, Le bagné, 1988.
- Paul Roussenq, 25 ans de bagné, Paris, éditions La Défense, 1934.
- Paul Roussenq, L'enfer du bagné, Vichy, Pucheu, 1957.

- **Sur l'anarchisme**

- Daniel Guérin, L'anarchisme, Paris, Gallimard, 1965.
- Jean Maïtron, Le mouvement anarchiste en France de 1914 à nos jours, Paris, Maspéro, 1975.
- Jean Maïtron et son équipe, Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier en France, éditions Ouvrières.

- **Divers**

- Paul Roussenq, Au pays des soviets, La Défense, Paris, 1936.
- J.P Brunet, Histoire du PCF, Paris, PUF n°2021, 1987.
- Nicolas Faucier, Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre deux guerres, Paris, Spartacus, 1983.
- Rapports de police sur les anarchistes, antimilitaristes et communistes, série 1M700, Archives départementales du Gard.
- Le Travailleur du Languedoc, éd. gardoise, cote 42, Archives départementales du Gard.
- Terre Libre, cote 6J11, Archives départementales du Gard.